

2016

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

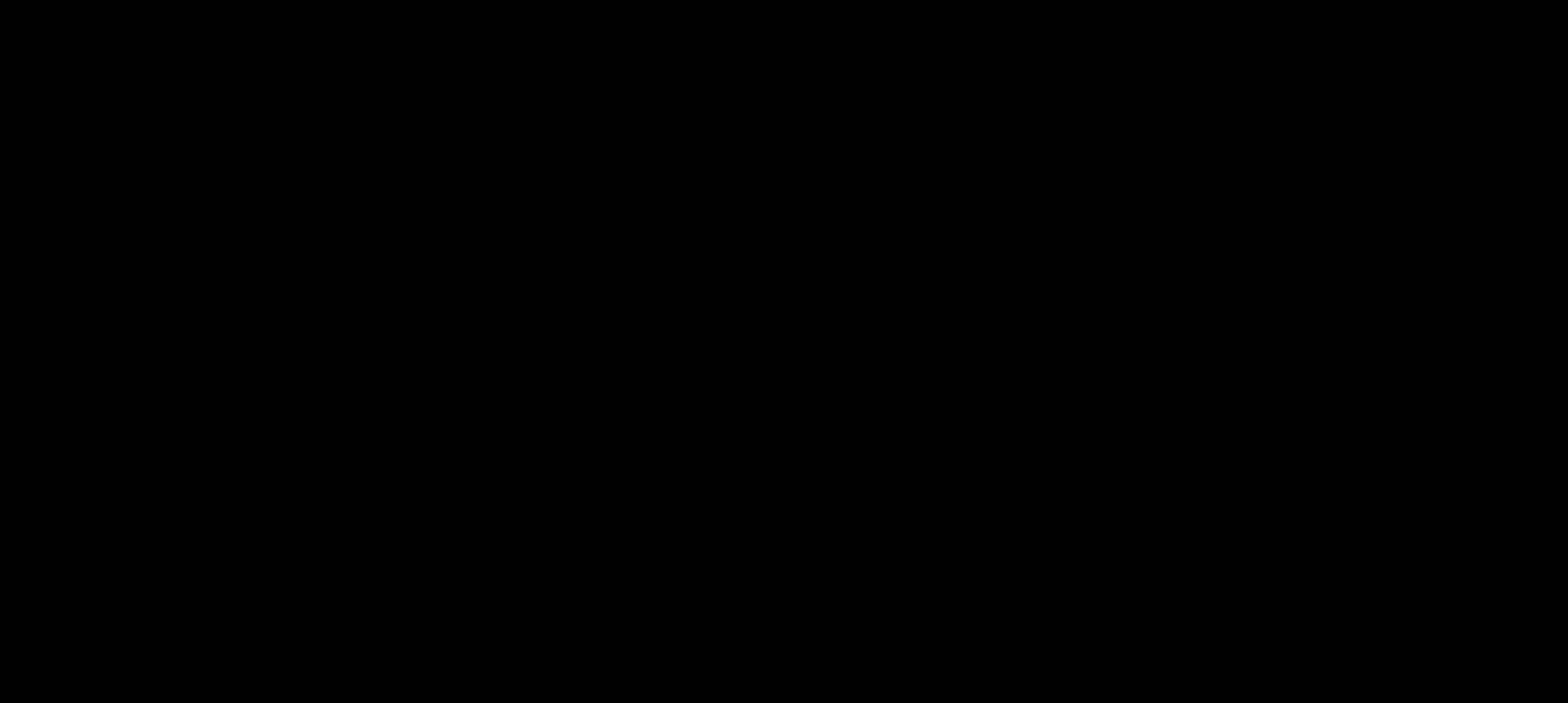
ATTEINDRE L'OBJECTIF FAIM ZÉRO



 welt
hunger
hilfe

 INTERNATIONAL
FOOD POLICY
RESEARCH
INSTITUTE
IFPRI

CONCERN
worldwide



2016

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

ATTEINDRE L'OBJECTIF FAIM ZÉRO

International Food Policy Research Institute :
Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Nilam Prasai, Shazia Amin, Yisehac Yohannes

Concern Worldwide :
Olive Towey, Jennifer Thompson

Welthungerhilfe :
Andrea Sonntag, Fraser Patterson

United Nations :
David Nabarro

Washington, DC/Dublin/Bonn
Octobre 2016

Ce rapport a fait l'objet d'un examen collégial





Adeu, un garçon de 10 ans du village de Khaysone, montre le produit de sa pêche. Le Laos est toujours confronté à de graves défis en matière de sous-alimentation et de famine.

AVANT-PROPOS

Il y a un an seulement, le monde s'unissait pour écrire l'histoire : en septembre 2015, les dirigeants du monde entier se sont engagés à réaliser l'Agenda 2030 pour le Développement Durable, un manifeste politique qui nous engage à éliminer définitivement la pauvreté et la faim. Ce nouvel Agenda est universel : il aborde les problèmes du développement durable dans tous les pays, tout en assurant que chaque nation puisse adapter et fixer ses priorités en fonction de ses propres besoins et de ses propres politiques. L'Agenda est transformateur : il vise à éliminer définitivement la pauvreté et la faim dans le monde entier, tout en préservant la planète. Il est également intégré et indissociable : il exige une cohérence politique et une coopération à tous les niveaux de gouvernement et dans tous les secteurs. Il préconise d'aborder les objectifs de manière intégrée, pour aboutir à des changements réels. L'Agenda se base sur le principe que la liberté et les droits fondamentaux s'appliquent de la même manière pour tous : d'où la promesse de ne laisser personne pour compte. Mais les promesses ne remplissent pas les ventres. Une action déterminée, ciblée et factuelle est nécessaire afin d'éliminer le fléau de la faim dans le monde au 21e siècle.

L'*Indice de la faim dans le monde 2016*, rapport publié conjointement par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), Concern Worldwide et Welthungerhilfe, montre que le niveau de faim dans les pays en développement a diminué de 29 % depuis l'an 2000. Malgré ces progrès, la faim reste globalement très présente, puisque 795 millions de personnes y sont toujours confrontées, environ un enfant sur quatre souffre de retards de croissance, et 8 % des enfants souffrent d'émaciation.

L'IFPRI calcule l'Indice de la faim dans le monde pour la onzième année consécutive et livre une analyse pluridimensionnelle de la faim au niveau mondial. Cette série de rapports rend compte de l'évolution de la faim dans le monde, pays par pays, et met en évidence les régions et les pays prioritaires dans le combat contre la faim.

Dans l'essai de cette année, David Nabarro, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et le changement climatique, présente l'Agenda 2030 pour le Développement Durable. Il s'agit d'un plan d'action pour les 14 prochaines années, qui fixe un objectif clair pour transformer notre monde et faire en sorte que les plus démunis de notre planète puissent surmonter la pauvreté et la faim. L'Agenda fixe la priorité sur les plus vulnérables, sur les droits de l'homme et

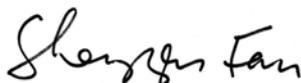
sur l'autonomisation des femmes tout en luttant contre les effets néfastes des changements climatiques.

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) marquent un renouveau de l'engagement pour éliminer la faim et la pauvreté mondiale d'ici 2030. À travers l'Objectif 2, un appel « à éliminer la faim, réaliser la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable », et les 16 autres ODD, l'Agenda montre comment l'action peut contribuer à la justice sociale, à éliminer la pauvreté rurale et à améliorer la santé et le bien-être des personnes. Le but est également d'atteindre ceux qui ont été laissés pour compte. Les gouvernements doivent maintenant transformer la volonté politique et l'engagement en une action concrète, qui soit à la fois forte et durable. Les causes profondes de la faim sont complexes et inextricablement liées à la pauvreté, à l'inégalité, à la violence, à la maladie et au changement climatique. C'est pourquoi la vision de l'Agenda est une approche globale qui appelle à une coopération multisectorielle à tous les niveaux. L'Agenda définit de nouvelles approches pour les systèmes agricoles et alimentaires. Il propose des solutions face aux conflits violents, aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire. Il préconise une action contre les causes structurelles sous-jacentes de la pauvreté et de la faim et met l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, tant au niveau national qu'international. Enfin, l'Agenda souligne le rôle des gouvernements nationaux dans la réalisation de ces objectifs par le renforcement des capacités nécessaires à sa mise en œuvre. Il s'agit également de rendre des comptes vis-à-vis des citoyens à travers la collecte de données fiables et de processus de suivi et d'examen transparents et exhaustifs.

En dépit des progrès réalisés, la faim et la malnutrition sévissent toujours. Les perturbations massives des systèmes alimentaires causées par les catastrophes climatiques, les destructions et les déplacements de population dus aux conflits armés ont de lourdes conséquences sur les populations. La pauvreté et la faim quotidienne qui persistent de génération en génération sans éveiller l'attention dans le monde sont des fléaux à combattre. Pour ces seules raisons, nous devons adopter l'Agenda 2030 et l'Objectif Faim Zéro ; pour ne laisser personne pour compte, pour réaliser des progrès durables, et pour garantir que les droits et les responsabilités environnementales seront partagés par tous. Telle est la voie à suivre. Nous devons agir.



Dr Till Wahnbaeck
Directeur exécutif
Welthungerhilfe

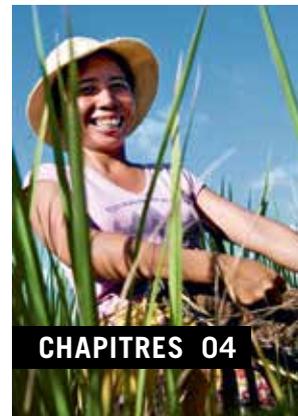
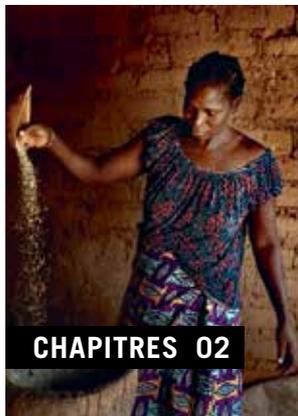


Dr Shenggen Fan
Directeur général de l'Institut
International de Recherche sur les
Politiques Alimentaires



Dominic MacSorley
Directeur exécutif
Concern Worldwide

SOMMAIRE



RÉSUMÉ	5
CHAPITRES	
01 Concept du Global Hunger Index	6
02 Tendances mondiales, regionales et nationales	10
03 Changer notre monde : comment les Objectifs de Développement Durable nous aideront à accomplir le Défi Faim Zéro	22
04 Recommandations politiques	28
APPENDICES	
A Formule pour le calcul des scores du Global Hunger Index (GHI)	30
B Composantes du Global Hunger Index 1992, 2000, 2008 et 2016	31
C Données brutes pour le calcul des indices de la faim dans le monde (GHI) 1992, 2000, 2008 et 2016	32
D Scores GHI 2016	34
E Tendances par pays pour les indices de la faim dans le monde 1992, 2000, 2008 et 2016	35
BIBLIOGRAPHIE	39
PARTENAIRES	42

RÉSUMÉ

Les pays en développement ont fait des progrès considérables dans la réduction de la faim depuis 2000. L'Indice de la faim dans le monde 2016 (GHI) montre que le niveau de la faim pour l'ensemble des pays en développement a diminué de 29 %. Mais les progrès ont été inégaux et de grandes disparités persistent entre les régions mondiales, les pays ainsi qu'à l'intérieur des pays. Pour atteindre l'Objectif de Développement Durable 2 (ODD 2) de Faim Zéro et pour ne laisser personne pour compte, il est essentiel d'identifier les régions, les pays et les populations qui sont les plus vulnérables à la faim et à la dénutrition et d'accélérer les progrès dans ces domaines.

Les scores GHI varient fortement entre les pays et les régions. A l'échelle régionale, ce sont encore l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud qui présentent les scores GHI les plus importants, et par conséquent les niveaux de faim les plus élevés. Bien que les scores GHI pour ces régions aient diminué au fil du temps, ils sont toujours « graves » : plus proches de la catégorie alarmante que de la catégorie modérée. Certes, l'Afrique subsaharienne a réalisé la plus grande amélioration depuis 2000 et l'Asie du Sud a connu une réduction importante, mais la baisse de la faim doit s'accélérer dans ces régions pour atteindre l'Objectif Faim Zéro.

Les niveaux de faim sont estimés « graves » ou « alarmants » dans 50 pays. La majorité des 7 pays ayant un score GHI « alarmant » se situent en Afrique subsaharienne. Bien qu'aucun pays ne figure dans la catégorie « extrêmement alarmante » cette année, il n'est pas exclu que ce niveau de faim soit toujours présent. En raison de l'insuffisance des données, le GHI 2016 n'a pas pu être calculé pour 13 pays. Cependant, sur la base des données et des informations disponibles auprès des organisations internationales spécialisées dans la faim et la malnutrition, et d'autres études, 10 pays ont été identifiés comme source de préoccupation importante : le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, la Libye, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et la Syrie. En l'absence de scores GHI, il est essentiel d'analyser les données disponibles sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour mieux comprendre la situation dans ces pays. En effet, les niveaux de dénutrition et de mortalité infantile dans certains de ces pays comptent parmi les plus élevés au monde.

Entre le GHI de 2000 et celui de 2016, 22 pays sont parvenus à enregistrer une réduction de score de 50 % ou plus. De tous les pays dont l'indice était classé grave ou alarmant, le Rwanda, le Cambodge et le Myanmar sont ceux qui ont accompli les plus grandes réductions de pourcentage de la faim avec un peu plus de 50 % de réduction entre 2000 et 2016. Chacun de ces pays ayant connu des guerres civiles et des instabilités politiques au cours des dernières décennies, les améliorations reflètent en partie une meilleure stabilité.

Les pays présentant les scores GHI 2016 les plus importants (donc les niveaux de faim les plus élevés) avec des réductions faibles de pourcentage sont la République centrafricaine et le Tchad. Malgré

des progrès significatifs dans la réduction de la faim dans le monde, les exemples offerts par ces pays montrent que les conflits violents, la mauvaise gouvernance et les impacts climatiques sur l'agriculture continuent de sévir et la faim d'affecter notre planète. Un nouveau plan d'action transformateur est nécessaire.

L'examen des indicateurs GHI sur le plan infranational révèle des disparités à l'intérieur des pays, que ce soit en termes de valeurs absolues ou de tendances. Des inégalités pour les indicateurs GHI peuvent exister pour des pays situés à tous les niveaux de l'échelle de gravité. Pour les pays qui ont des niveaux de faim et de dénutrition faible à l'échelle nationale, l'examen des données au niveau infranational peut aider à identifier les régions en retard, comme au Mexique et en Jordanie, où les taux de retard de croissance peuvent varier sensiblement entre les régions. À l'autre extrémité de l'échelle de gravité du GHI, les données infranationales pour les pays en situation alarmante peuvent révéler les zones de crise. En Zambie et en Sierra Leone, par exemple, les indicateurs GHI varient considérablement au sein de chaque pays. Au Cambodge, qui a connu une réduction impressionnante de son score GHI depuis 2000, les améliorations sont inégales entre les provinces. De tels exemples de disparités infranationales servent de tremplin pour de nouvelles recherches sur les causes, les contextes et les défis spécifiques de la faim au niveau infranational.

Dans l'essai de cette année, David Nabarro, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et le changement climatique, présente un nouveau plan transformateur pour le développement : l'Agenda 2030 pour le Développement Durable. L'Agenda, à travers ses 17 Objectifs de Développement Durable, aborde les causes profondes interconnectées des maux les plus persistants auxquels nous faisons face aujourd'hui et fixe l'objectif ambitieux d'éliminer la faim et la malnutrition pour tous d'ici 2030. Il reconnaît qu'éliminer la faim et la dénutrition ne peut être fait de manière isolée, mais que les causes structurelles sous-jacentes, ainsi que les impacts du changement climatique, en particulier pour les plus pauvres, doivent aussi être abordées.

Réaliser l'Agenda 2030 est la manière la plus sûre d'atteindre l'Objectif Faim Zéro plus rapidement. Les recommandations présentes dans le chapitre 4 mettent l'accent sur les moyens d'accomplir cet Objectif dans le cadre de l'Agenda 2030. Ces recommandations portent sur quatre domaines : l'engagement pangouvernemental vers l'Objectif Faim Zéro, la transformation des systèmes alimentaires, l'inclusion et la participation de l'ensemble de la société et le suivi rigoureux de la responsabilité des organisations internationales et des gouvernements nationaux. Ce sont des défis difficiles qui nécessitent une approche ambitieuse. En rassemblant nos volontés et nos actions, nous pouvons créer l'élan nécessaire pour relever ces défis et voir cette vision se transformer en réalité.

01

A woman wearing a patterned headwrap and a white t-shirt is in a sorghum field. She is holding a ruler vertically against a sorghum stalk and using a pen to mark it. She also holds a notebook. The background shows a field of sorghum plants under a blue sky with clouds.

Une femme mesure une plante de sorgho résistante à la sécheresse sur une parcelle d'essai de la Farmer Field School dans le district de Tsholotso au Zimbabwe. Les femmes mettent en œuvre de nouvelles méthodes agricoles pour survivre à la sécheresse et obtenir de meilleures récoltes.

CONCEPT DU GLOBAL HUNGER INDEX

Le Global Hunger Index (GHI), ou Indice de la faim dans le monde, est un outil statistique permettant de mesurer et de suivre de manière détaillée l'évolution de la faim dans le monde pays par pays et région par région.¹ L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) établit chaque année un calcul des scores GHI afin d'évaluer les progrès, ou reculs, enregistrés dans la lutte contre la faim. Le GHI vise à susciter une prise de conscience et à favoriser une meilleure compréhension de la lutte contre la faim. Nous espérons que ce rapport, en attirant l'attention sur cette problématique, contribuera à accroître l'engagement et les ressources consacrées à la lutte contre la faim dans le monde. Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) (dont l'Objectif numéro 2 « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ») doivent être accomplis d'ici 2030. D'autres initiatives d'envergure mondiale, comme Compact2025, se sont fixés l'objectif d'éliminer la faim dans le monde d'ici 2025. Mais cet objectif ne pourra être atteint sans des efforts redoublés et une augmentation des ressources mobilisées. Nous croyons au proverbe qui dit que « ce qui peut être mesuré peut être accompli ». Nous essayons de mesurer la faim dans le monde de manière constante et systématique pour nous assurer qu'elle sera éliminée rapidement et irrévocablement.

La faim est un problème multidimensionnel et ses manifestations peuvent être définies en des termes différents (encadré 1.1).

Afin de décrire la nature multidimensionnelle de la faim, les scores GHI se basent sur les quatre indicateurs suivants :

1. LA SOUS-ALIMENTATION : proportion de la population sous-alimentée en pourcentage de la population totale (part de la population souffrant d'un apport calorique insuffisant)

2. L'ÉMACIATION INFANTILE : proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation (poids trop faible pour leur taille en raison d'une dénutrition aiguë)

3. LE RETARD DE CROISSANCE INFANTILE : proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (taille trop petite pour leur âge en raison d'une dénutrition chronique)

4. LA MORTALITÉ INFANTILE : taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (reflète partiellement les conséquences néfastes d'un apport nutritionnel inapproprié associé à un environnement insalubre)²

La combinaison de ces facteurs comporte de nombreux avantages pour l'évaluation de la faim (encadré 1.1). Elle permet notamment de refléter la situation nutritionnelle de la population dans son ensemble, mais également celle des enfants. Un des segments de

ENCADRÉ 1.1 LES CONCEPTS DE LA FAIM

Le mot faim désigne le plus souvent la souffrance liée au manque de nourriture. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), définit la privation alimentaire ou « sous-alimentation » comme une consommation alimentaire inférieure à 1 800 kilocalories par jour - minimum moyen requis pour mener une vie active et saine*.

La dénutrition ne fait pas seulement référence au nombre de calories, mais aux carences en énergie, en protéines, en vitamines et/ ou en minéraux essentiels. La dénutrition est le résultat d'apports nutritifs inappropriés en termes de quantité ou de qualité, d'une mauvaise assimilation des nutriments à cause d'infections ou de maladies, ou de la combinaison de ces deux facteurs. Une série de facteurs peuvent en être la cause : insécurité alimentaire des ménages ; santé maternelle insuffisante ou soins aux enfants inadaptés, accès insuffisant aux services de santé, à l'eau potable et l'assainissement.

La malnutrition désigne aussi bien la dénutrition (carence alimentaire) que la suralimentation (régime alimentaire déséquilibré : apport calorique excessif par rapport aux besoins énergétiques avec ou sans apport insuffisant en aliments riches en micronutriments).

Dans ce rapport, le terme « faim » désigne l'indice calculé à partir des quatre indicateurs présentés. Ensemble, ces indicateurs reflètent aussi bien les carences en calories qu'en micronutriments. Le GHI couvre ainsi les deux aspects de la faim.

Source : auteurs.

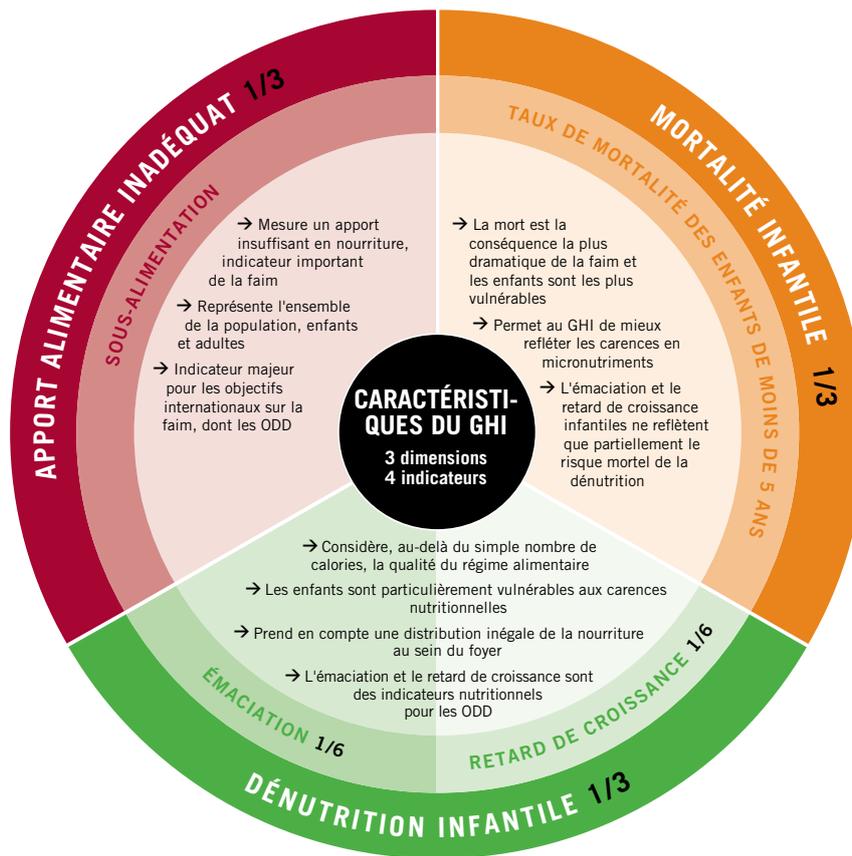
* La FAO prend en compte la structure démographique (âge et sexe) pour calculer les besoins énergétiques minimums moyens pour un individu ayant une activité physique restreinte. Ces besoins varient selon les pays : de 1 650 à plus de 1 900 kilocalories par personne et par jour pour les pays en développement entre 2014 et 2016 (FAO 2016). Une moyenne nationale des besoins énergétiques minimums pour une activité physique limitée est utilisée pour évaluer la sous-alimentation (FAO, FIDA et PAM 2015).

la population les plus vulnérables et pour lequel un apport insuffisant en énergie, en protéines ou en micronutriments (vitamines et minéraux essentiels) entraîne des risques élevés de maladies, de retards dans le développement physique et cognitif, voire la mort. Les données sur l'émaciation des enfants et sur les retards de

¹ Pour plus d'informations sur le concept GHI, voir Wiesmann (2006a).

² Selon des estimations récentes, la dénutrition est responsable de 45 % des décès chez les enfants de moins de 5 ans (Black et al. 2013).

TABLEAU 1.1 CARACTERISTIQUES DU GLOBAL HUNGER INDEX



Source : Wiesmann et al. (2015).

Note : Les valeurs des 4 indicateurs sont normalisées. Voir l'annexe A pour la formule complète du GHI. ODD = Objectifs de Développement Durable. Les données sur la sous-alimentation proviennent de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) ; sur la mortalité infantile, du Groupe inter-institutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (IGME) ; et les sources principales pour les données sur la dénutrition infantile proviennent de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de la Banque mondiale et de l'UNICEF.

croissance permettent de refléter la dénutrition aiguë et chronique. Combiner plusieurs indicateurs calculés de manière indépendante permet en outre de réduire les erreurs dues aux techniques d'échantillonnage.

Les scores GHI sont calculés selon le procédé décrit dans l'encadré 1.2. Cette formule a été introduite en 2015 : c'est une version améliorée de la formule précédente, utilisée entre 2006 et 2014 pour calculer les scores GHI. Les principales différences sont que les valeurs des indicateurs sont désormais standardisées et que l'insuffisance pondérale des enfants a été remplacée par le retard de croissance et l'émaciation infantile (Wiesmann et al. 2015).

Le GHI 2016 comprend les résultats de 118 pays dont les données pour les quatre indicateurs sont disponibles et pour lesquels mesurer la faim est considéré comme particulièrement pertinent. Certains pays à revenu élevé où la faim n'est que très peu présente ont été exclus du calcul. Mais pour d'autres pays à revenu élevé, la faim reste une préoccupation sérieuse pour une partie de la population. Dans la plupart des pays à revenu élevé, les données représentatives pour la sous-alimentation, le retard de croissance des enfants et l'émaciation infantile ne sont malheureusement pas collectées régulièrement. Si des données sur la mortalité infantile sont généralement disponibles pour les pays développés, elles ne sont pas nécessairement un indicateur de la dénutrition comme c'est le

cas dans les pays en développement. C'est pourquoi les scores GHI ne sont pas calculés pour la plupart des pays à revenu élevé.

L'actualité du GHI dépend des données pour les quatre indicateurs qui le composent. Le GHI 2016 reflète les données nationales les plus récentes sur la période 2011-2016. Les scores du GHI 2016 présentent donc les niveaux de la faim au cours de cette période et non pas uniquement les conditions de l'année 2016.

Pour certains pays, comme le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Soudan du Sud, le Soudan et la Syrie, les scores n'ont pas pu être calculés en raison du manque de données sur la sous-alimentation.³ Cependant, les données disponibles pour ces pays sont présentées dans l'encadré 2.1 au chapitre 2, ainsi que dans l'annexe C. Dans l'encadré 2.1, nous avons identifié tous les pays dont les données sont manquantes, mais où nous pensons que la faim est un problème grave.

Les scores se basent sur les données sources compilées et révisées constamment par les organismes des Nations Unies (ONU). Le rapport GHI reflète chaque année ces révisions. Ces révisions se traduisent par des améliorations dans les données, mais elles signifient également que les scores des indices des années précédentes ne

³ La FAO ne dispose pas encore d'estimations distinctes sur la sous-alimentation (FAO 2016c) pour le Soudan et le Soudan du Sud (indépendant depuis 2011).

ENCADRÉ 1.2 CALCUL DES SCORES GHI

Le calcul des scores GHI se fait en trois étapes :

Premièrement, la valeur de chacun des quatre indicateurs est déterminée à partir des données disponibles pour chaque pays. Ces quatre indicateurs sont la sous-alimentation, l'émaciation infantile, le retard de croissance des enfants et la mortalité infantile.

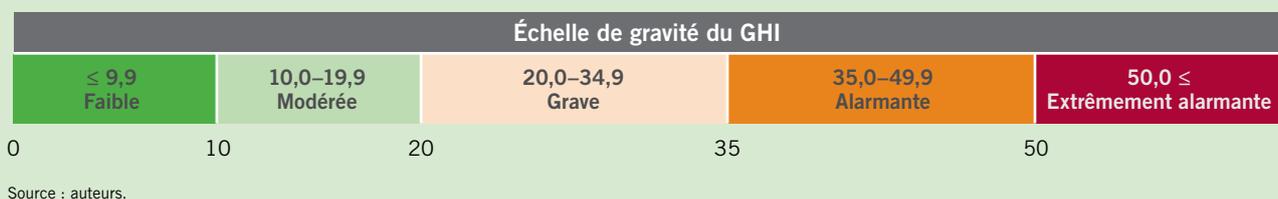
Deuxièmement, on attribue un score normalisé à chacun des quatre indicateurs qui le composent.

Troisièmement, les scores normalisés sont cumulés afin de calculer le score GHI de chaque pays.

On obtient un système de notation sur une échelle de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire. Ces

extrêmes ne sont jamais atteints dans la pratique. Un score de 0 correspondrait à un pays où personne ne serait sous-alimenté, aucun enfant de moins de cinq ans ne souffrirait ni d'émaciation ni de retard de croissance, ni ne décèderait avant sa cinquième année. Un score de 100 correspondrait à un pays où les niveaux de sous-alimentation, d'émaciation, de retard de croissance et de mortalité infantiles seraient les plus élevés observés au cours des dernières décennies. (Voir l'annexe A pour une information détaillée sur le calcul et l'interprétation des scores GHI.)

L'échelle ci-dessous présente la gravité de la faim - de faible à très alarmante - en fonction des scores du GHI.



sont pas directement comparables entre eux. Le rapport de cette année contient les scores GHI pour 2016 et pour les périodes de référence 1992, 2000 et 2008. Toutes les périodes ont été calculées avec des données révisées. Les scores de 1992, 2000, 2008 et de 2016 peuvent être comparés dans ce rapport afin de suivre la progression d'un pays ou d'une région.

Les scores GHI de 1992, 2000, 2008 et 2016 présentés dans le rapport de cette année reflètent les dernières données révisées pour les quatre indicateurs du GHI.⁴ Lorsque les données sources ne sont pas disponibles, les estimations pour les indicateurs sont réalisées à partir des données les plus récentes (voir annexe B pour des informations plus détaillées sur les données sources pour les scores GHI de 1992, 2000, 2008 et 2016). Les quatre indicateurs utilisés pour calculer les scores GHI contenus dans ce rapport se basent sur les données tirées des sources suivantes :

SOUS-ALIMENTATION : données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour les scores GHI 1992, 2000, 2008 et 2016. Les données sur la sous-alimentation et les prévisions du GHI 2016 couvrent la période 2014-2016 (FAO 2016c ; estimations des auteurs).

ÉMACIATION ET RETARD DE CROISSANCE INFANTILES : les indicateurs GHI pour la dénutrition infantile (émaciation et retard de croissance infantiles) ont été calculés à partir de la base de données commune de l'UNICEF, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la Banque mondiale. Des données supplémentaires sont issues de la base de données mondiale de l'OMS sur la croissance et la malnutrition infantiles (actualisations constantes), des derniers résultats

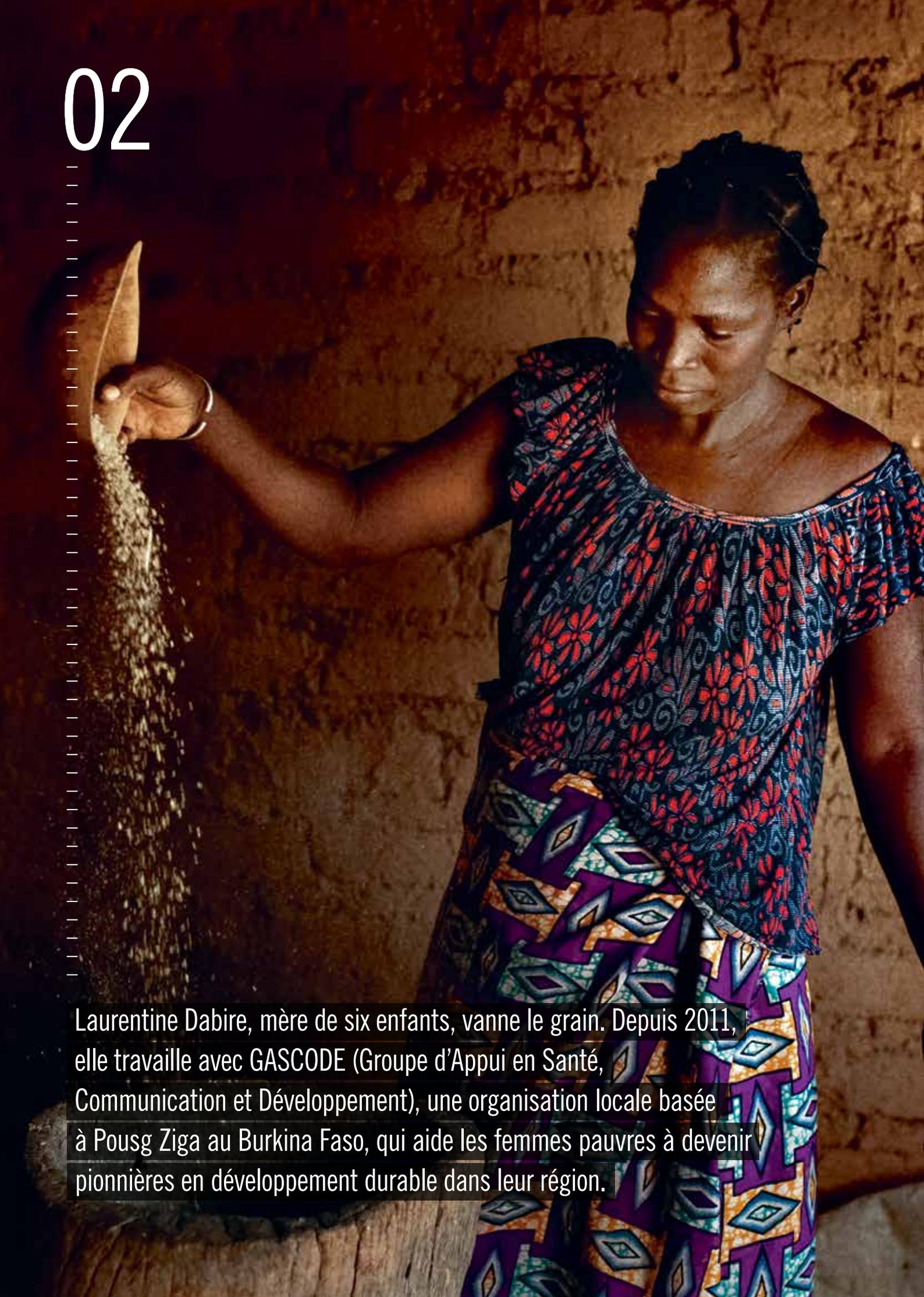
des enquêtes démographiques et sanitaires (DHS), des rapports des enquêtes groupées à indicateurs multiples (MICS), ainsi que des tableaux statistiques de l'UNICEF. Les données GHI 2016 sur l'émaciation et le retard de croissance infantiles correspondent aux données les plus récentes pour la période 2011-2015 (UNICEF/OMS/Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ; UNICEF 2016a ; UNICEF 2013 ; UNICEF 2009 ; MESURES DHS 2016 ; estimations des auteurs).

MORTALITÉ INFANTILE : les données du Groupe inter-institutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile ont été utilisées pour les scores GHI de 1992, 2000, 2008 et 2016. Les données du GHI 2016 sur la mortalité infantile correspondent à celles de l'année 2015 (UN IGME, 2015).

Le GHI utilise les données disponibles les plus récentes possible. Néanmoins, des décalages et des lacunes persistent en matière de statistiques sur la faim et la dénutrition. En dépit de la demande et des technologies de pointe pour recueillir et évaluer les données presque instantanément, le manque de données nationales fiables et exhaustives persiste. L'amélioration dans la collecte de données de haute qualité sur la faim et la dénutrition permettra une évaluation plus complète et plus actuelle de la situation de la faim dans le monde, une meilleure compréhension de la relation entre les initiatives sur la faim et la nutrition et leurs effets, et une coordination plus efficace des efforts pour éliminer la faim et la malnutrition sous toutes leurs formes.

⁴ Pour les calculs des GHI précédents, voir von Grebmer et al. (2015, 2014, 2013, 2012, 2011, 2010, 2009, 2008) ; IFPRI/WHH/Concern (2007) ; Wiesmann (2006a, 2006b) ; et Wiesmann, Weingärtner et Schöninger (2006).

02

A woman with her hair braided, wearing a vibrant, multi-colored patterned dress, is shown from the waist up. She is holding a wooden bowl in her right hand, pouring a stream of light-colored grain downwards. The background is a textured, reddish-brown wall. The lighting is warm and focused on the woman and the grain.

Laurentine Dabire, mère de six enfants, vanne le grain. Depuis 2011, elle travaille avec GASCODE (Groupe d'Appui en Santé, Communication et Développement), une organisation locale basée à Pousg Ziga au Burkina Faso, qui aide les femmes pauvres à devenir pionnières en développement durable dans leur région.

TENDANCES MONDIALES, REGIONALES ET NATIONALES

L'Indice de la faim dans le monde 2016 (GHI) présente des progrès importants de réduction de la faim dans les pays en développement. Le score GHI de 2000 pour le monde en développement était de 30,0. Il s'établit en 2016 à 21,3, soit une réduction de 29 % (voir graphique 2.1).¹ Cela s'explique par des réductions de chacun des indicateurs GHI depuis 2000 : la sous-alimentation, les retards de croissance (taille insuffisante pour l'âge), l'émaciation infantile (poids trop faible pour la taille) et la mortalité infantile. Ce chapitre révèle pourtant que de grandes disparités persistent aux niveaux régional, national et infranational et que les progrès ont été inégaux. Pour atteindre l'Objectif de Développement Durable 2 (ODD 2) de Faim Zéro et pour ne laisser personne pour compte, il est essentiel d'identifier les régions, les pays et les populations qui sont les plus vulnérables à la faim et à la dénutrition et d'accélérer les progrès dans ces domaines.

En ce qui concerne les indicateurs utilisés pour le GHI, la proportion de la population sous-alimentée a diminué de 18,5 % à 13,1 % depuis 2000. Parmi les enfants de moins de cinq ans, 28,1 % (un peu plus d'un sur quatre) souffrent d'un retard de croissance, contre 37,8 % en 2000 ; 8,4 % souffrent d'émaciation, soit une légère baisse par rapport à 2000 (9,9 %). Enfin, le taux de mortalité des moins de cinq ans a chuté de 8,2 % en 2000, pour atteindre 4,7 % en 2015.² Black et al. (2013) estiment que la dénutrition est la cause de près de la moitié des décès infantiles dans le monde.

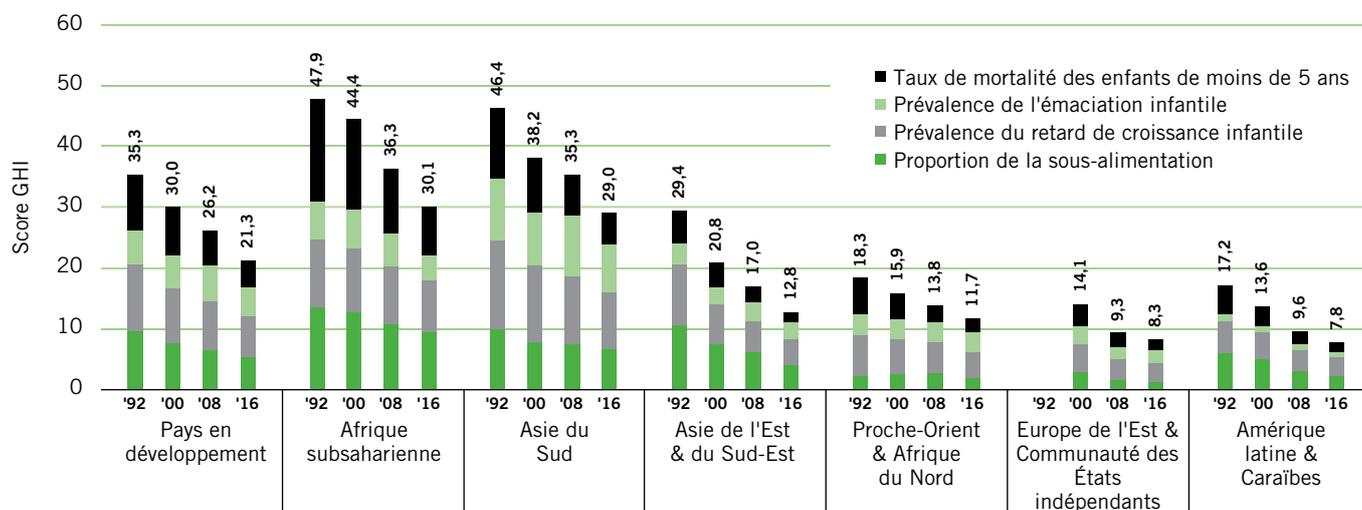
Écarts importants au niveau régional

En ce qui concerne les grandes régions du monde en développement, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud enregistrent les plus hauts scores GHI en 2016, avec respectivement 30,1 et 29,0 (graphique 2.1). Ces scores reflètent des niveaux graves de la faim et bien que les scores GHI pour ces régions aient diminué au fil du temps, les niveaux actuels sont toujours « graves » : plus proches de la catégorie « alarmante » (35,0 à 49,9) que de la catégorie « modérée » (10,0 à 19,9). La composition des scores GHI diffère entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud. En Asie du Sud, la dénutrition infantile, mesurée par le retard de croissance et l'émaciation infantile, est plus élevée qu'en Afrique subsaharienne. D'autre part, la prévalence de la sous-alimentation, qui reflète le déficit calorique global de la

¹ Les agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur sont calculés en tant que moyennes pondérées de la population, en utilisant les valeurs des indicateurs figurant dans l'annexe C. Pour les pays qui manquent de données sur la sous-alimentation, les estimations provisoires fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été utilisées dans le calcul des agrégats mondiaux et régionaux seulement, mais ne figurent pas dans l'annexe C. Les scores GHI régionaux et mondiaux sont calculés en utilisant les agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur et la formule décrite dans l'annexe A.

² Les estimations de ce paragraphe font référence aux pays en développement pour lesquels les données GHI étaient disponibles. Ces estimations peuvent varier légèrement par rapport à celles des mêmes indicateurs et publiées par d'autres organisations en raison de l'inclusion d'autres pays.

GRAPHIQUE 2.1 CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI 1992, 2000, 2008 ET 2016 PAR RÉGION ET DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Source : auteurs.

Note : voir annexe B pour les données sources. Le score GHI 1992 régional pour les pays d'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants n'a pas été calculé, car de nombreux pays n'avaient pas leurs frontières actuelles.

population, et le taux de mortalité infantile sont plus élevés en Afrique subsaharienne qu'en Asie du Sud.

Les scores GHI pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que pour l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants oscillent entre 7,8 et 12,8 points, traduisant des niveaux de faim faibles à modérés. Cependant, les disparités au sein de chaque région sont importantes et aucune conclusion pour un pays ne peut être tirée sur la base du score global de sa région. Ainsi, Haïti a un score GHI 2016 de 36,9, ce qui le place dans la catégorie « alarmante », bien que l'Amérique latine et les Caraïbes soient la région du monde en développement avec le score GHI le plus bas. En outre, le score GHI 2016 pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est est de 12,8, mais ce chiffre est fortement influencé par la densité démographique de la Chine, dont le score GHI est faible, avec seulement 7,7. L'examen des autres pays de ce groupe (sans la Chine) montre un score GHI de 19,9, très proche du seuil entre les catégories « modérées » et « graves ».³

L'Afrique subsaharienne a enregistré l'amélioration la plus marquée entre le GHI 2000 et celui de 2016, avec une réduction de 14,3 points. L'Asie du Sud et l'Asie de l'Est et du Sud-Est ont également réduit considérablement leurs scores GHI depuis 2000, avec des réductions respectives de 9,2 et de 8,0 points. Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants ont enregistré des baisses de 4,2 à 5,8 points. Concernant les variations en pourcentage par rapport au GHI de 2000, l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes affichent des réductions comprises entre 39 et 43 %. L'Afrique subsaharienne enregistre une réduction de 32 %. La région Proche-Orient et Afrique du Nord et la région Asie du Sud présentent respectivement des réductions de 26 et de 24 %.

La bonne nouvelle est que nous n'observons pas de stagnation ni de ralentissement des progrès accomplis en termes de réduction de la faim dans les régions. Cependant, dans les régions avec la faim la plus élevée comme l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, les améliorations doivent s'accélérer. Si ces régions devaient réduire leur niveau de faim entre 2016 et 2030 au même rythme que depuis 2000, leurs scores GHI seraient encore de 20 à 22 (au bas de la catégorie « alarmante » ou entre les catégories « modérée » et « alarmante »), et donc loin de l'Objectif Faim Zéro d'ici 2030.⁴

Résultats par pays

Nous mettons en évidence de nombreuses découvertes importantes dans les paragraphes suivants et invitons le lecteur à s'orienter grâce aux chiffres présentés ici, afin de mieux comprendre l'histoire de

chaque pays. L'annexe D présente les scores GHI de 1992, 2000, 2008 et 2016 pour chaque pays et par ordre alphabétique. Le tableau 2.1 présente les mêmes informations et propose également un classement des pays. Les pays sont classés du meilleur au plus mauvais résultat, en fonction de leurs scores GHI 2016. L'annexe C présente les valeurs nationales des indicateurs du GHI (la prévalence de la malnutrition, de l'émaciation infantile, du retard de croissance et de la mortalité infantile, par pays), qui sont à la base de chaque score GHI national.

Entre le GHI 2000 et celui de 2016, 22 pays ont accompli de remarquables progrès, en réduisant leur score GHI de 50,0 % ou plus (carte 2.2). Soixante-dix pays ont enregistré une réduction considérable de leurs scores, avec une chute comprise entre 25,0 et 49,9 %. 22 pays ont diminué leurs scores GHI de moins de 25,0 %. Malgré ces progrès, 50 pays souffrent encore d'un niveau grave ou alarmant de la faim.

Le graphique 2.3 comprend les pays ayant un niveau de faim grave ou alarmant et montre à la fois leurs scores GHI 2016 et les pourcentages de réduction de leurs scores GHI depuis 2000. La République centrafricaine et le Tchad, dans le coin inférieur droit du graphique, sont au centre des préoccupations. Ces pays enregistrent les scores GHI les plus élevés dans le rapport de cette année et leurs scores de la faim ont relativement peu diminué depuis 2000. En République centrafricaine, les violences et des déplacements massifs de populations, conséquences de quatre années de guerre civile, ont pesé lourdement sur la production alimentaire (FAO 2016a). Le Tchad, qui a également connu une longue guerre civile, voit une détérioration de sa sécurité alimentaire, due en partie à un afflux récent de réfugiés et à des phénomènes météorologiques extrêmes (2016b FAO). Les exemples de ces pays soulignent que, malgré des progrès majeurs dans la réduction de la faim dans le monde, les conflits violents, la mauvaise gouvernance et les impacts climatiques sur l'agriculture continuent de sévir et la faim d'affecter notre planète. Un nouveau plan d'action transformateur est nécessaire.

La Namibie et le Sri Lanka enregistrent les plus faibles pourcentages de réduction de scores GHI depuis 2000. Dans le cas du Sri Lanka, l'examen de ses indicateurs GHI révèle que bien que le retard de croissance infantile et la mortalité infantile aient diminué modérément, l'émaciation infantile a augmenté pour atteindre le troisième niveau le plus élevé d'émaciation infantile dans ce rapport (annexe C).

³ Voir l'annexe E pour mieux comprendre comment chaque pays évolue par rapport à ses voisins. Les pays sont classés par ordre de scores GHI 2016, en fonction des autres pays de chaque sous-région.

⁴ Les scores GHI 2016 sont basés sur les données de 2011 à 2016. Les données les plus récentes sont utilisées pour chaque indicateur. Ce calcul compare les scores GHI 2016 par rapport au niveau de la faim en 2015. La variation annuelle moyenne en pourcentage entre le score GHI de 2000 et le score GHI de 2016 est prolongée sur 15 ans pour obtenir l'estimation pour 2030.

TABLEAU 2.1 CLASSEMENT DES SCORES GHI POUR LES GHI 1992, 2000, 2008 ET 2016

Rang ^a	Pays	1992	2000	2008	2016	Rang ^a	Pays	1992	2000	2008	2016
Les scores GHI 2016 inférieurs à 5 sont classés ensemble de 1 à 16. ^b	Argentine	5,8	5,3	<5	<5	69	Guatemala	28,4	28,0	21,9	20,7
	Biélorussie	—	<5	<5	<5	70	Gambie	33,5	27,9	24,5	20,9
	Bosnie-Herzégovine	—	9,6	6,7	<5	71	Cambodge	45,3	44,7	26,6	21,7
	Brésil	16,1	11,8	5,4	<5	72	Népal	43,1	36,8	29,2	21,9
	Chili	6,2	<5	<5	<5	72	Kenya	38,5	37,6	29,6	21,9
	Costa Rica	7,6	6,3	5,0	<5	72	Indonésie	35,8	25,3	28,6	21,9
	Croatie	—	6,2	<5	<5	75	Myanmar	55,8	45,3	32,0	22,0
	Cuba	8,7	6,1	<5	<5	75	Irak	19,6	24,9	24,5	22,0
	Estonie	—	5,3	<5	<5	77	Mauritanie	39,7	33,6	23,6	22,1
	Koweït	26,0	<5	<5	<5	78	Togo	45,2	38,5	28,2	22,4
	Lettonie	—	6,6	<5	<5	79	Lesotho	25,9	32,9	28,0	22,7
	Lituanie	—	5,2	<5	<5	80	Cameroun	40,4	40,3	30,5	22,9
	Monténégro	—	—	5,1	<5	81	Botswana	32,4	33,0	30,9	23,0
	Arabie Saoudite	11,8	10,4	9,1	<5	82	Bénin	44,6	38,1	31,8	23,2
	Turquie	14,3	10,4	5,6	<5	83	Swaziland	24,8	30,9	30,0	24,2
	Ukraine	—	13,5	<5	<5	84	Nigeria	49,5	40,9	33,6	25,5
17 Slovaquie	—	7,7	6,0	5,3	84	Sri Lanka	31,8	27,0	24,4	25,5	
18 Tunisie	13,6	9,0	6,2	5,5	86	Côte d'Ivoire	31,8	31,4	34,1	25,7	
18 Roumanie	9,0	8,6	5,9	5,5	87	Ouganda	41,3	39,4	31,2	26,4	
20 Uruguay	10,0	7,6	6,7	5,6	88	Congo	37,6	37,2	31,9	26,6	
21 Jordanie	12,6	9,8	5,9	5,7	89	Malawi	57,6	45,3	31,8	26,9	
22 Macédoine	—	7,9	6,2	5,8	90	Bangladesh	52,4	38,5	32,4	27,1	
23 Iran	17,5	13,7	8,8	6,7	91	Rwanda	54,6	58,7	37,9	27,4	
24 Fédération de Russie	—	10,5	6,8	6,8	91	Guinée-Bissau	45,2	43,9	31,9	27,4	
25 Venezuela	14,9	15,3	8,7	7,0	93	Mali	50,2	43,9	34,4	28,1	
26 Liban	11,4	9,0	8,3	7,1	93	Laos	52,2	48,8	33,9	28,1	
26 Serbie	—	—	7,8	7,1	93	Guinée	46,1	44,4	33,9	28,1	
28 Mexique	14,6	10,8	8,4	7,2	96	Tanzanie	42,1	42,4	32,9	28,4	
29 Chine	26,4	15,9	11,5	7,7	97	Inde	46,4	38,2	36,0	28,5	
30 Kazakhstan	—	10,7	10,7	7,8	98	Corée du Nord	30,9	40,4	30,1	28,6	
31 Jamaïque	12,4	8,6	7,4	7,9	99	Zimbabwe	36,1	41,0	35,1	28,8	
32 Géorgie	—	15,2	8,2	8,2	100	Tadjikistan	—	40,3	32,4	30,0	
33 Bulgarie	9,3	9,5	8,8	8,3	101	Libéria	49,7	47,4	38,6	30,7	
34 Fidji	11,7	10,2	8,7	8,5	102	Burkina Faso	47,7	48,4	37,1	31,0	
34 Trinité-et-Tobago	13,9	12,3	10,5	8,5	103	Namibie	35,8	32,5	29,6	31,4	
34 Colombie	15,1	11,4	9,3	8,5	104	Mozambique	65,6	49,4	38,2	31,7	
37 Pérou	28,4	20,8	15,8	8,6	105	Djibouti	61,1	48,5	35,9	32,7	
38 Arménie	—	17,4	11,7	8,7	106	Angola	65,9	57,8	40,5	32,8	
38 Algérie	16,8	14,8	10,8	8,7	107	Ethiopie	70,9	58,5	43,0	33,4	
40 Kirghizistan	—	19,4	13,1	9,1	107	Pakistan	43,4	37,8	35,1	33,4	
41 Moldavie	—	15,1	11,9	9,2	109	Niger	64,8	53,0	37,1	33,7	
42 Panama	21,1	19,9	14,9	9,3	110	Timor oriental	—	—	46,9	34,3	
42 Maroc	18,3	15,6	12,0	9,3	111	Afghanistan	49,3	52,4	39,2	34,8	
44 Malaisie	20,1	15,5	13,4	9,7	112	Sierra Leone	57,8	53,9	45,3	35,0	
45 Azerbaïdjan	—	27,2	15,7	9,8	112	Yémen	43,8	43,2	36,5	35,0	
46 Suriname	17,5	16,5	11,7	10,1	114	Madagascar	44,6	44,2	37,1	35,4	
47 Oman	21,1	14,2	10,7	10,4	115	Haiti	51,6	42,8	43,4	36,9	
47 Paraguay	17,1	14,2	11,7	10,4	116	Zambie	47,1	50,4	45,2	39,0	
49 République dominicaine	25,0	19,4	15,6	11,1	117	Tchad	62,5	51,9	50,9	44,3	
50 Salvador	19,1	16,8	12,6	11,2	118	République centrafricaine	52,2	51,5	48,0	46,1	
51 Afrique du Sud	18,5	18,7	16,3	11,8							
51 Thaïlande	26,1	18,3	11,9	11,8							
53 Albanie	20,4	21,1	16,9	11,9							
54 Gabon	21,1	18,5	15,6	12,0							
55 Turkménistan	—	22,2	16,6	12,3							
56 Ouzbékistan	—	21,8	15,8	13,1							
57 Ile Maurice	17,5	16,2	14,8	13,2							
57 Honduras	25,8	20,3	16,8	13,2							
59 Nicaragua	36,1	25,6	17,9	13,3							
60 Égypte	19,3	15,3	16,1	13,7							
61 Mongolie	34,0	33,0	20,5	13,8							
62 Ghana	42,7	29,9	22,7	13,9							
62 Equateur	23,6	20,2	17,5	13,9							
64 Guyane	24,1	18,8	16,9	14,5							
64 Vietnam	41,5	30,2	22,1	14,5							
66 Bolivie	36,7	30,8	23,9	15,4							
67 Sénégal	37,1	37,7	24,4	16,5							
68 Philippines	30,8	26,2	20,4	19,9							

Source : auteurs.

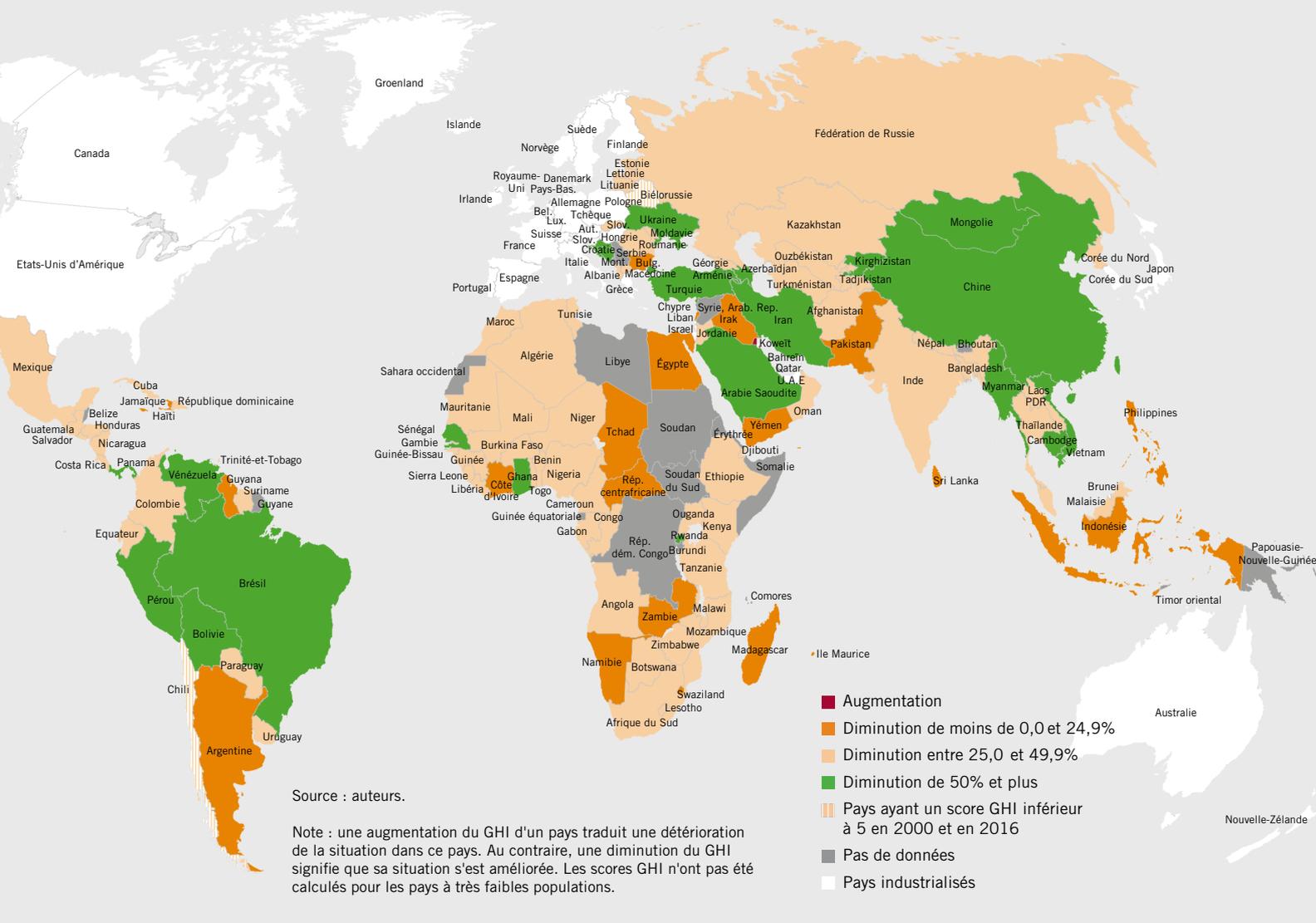
Note : — = Données non présentées ou indisponibles. Certains pays, comme les États post-soviétiques avant 1991, n'existaient pas selon leurs frontières actuelles dans l'année ou période de référence donnée.

^a Selon les scores GHI 2016, les pays qui ont des scores 2016 identiques ont le même classement (par exemple, la Tunisie et la Roumanie sont toutes les deux classées 18e). Les pays suivants n'ont pas pu être inclus en raison du manque de données : Bahreïn, Bhoutan, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Érythrée, Libye, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Somalie, Soudan du Sud, Soudan et Syrie.

^b Il n'a pas été attribué de rangs individuels pour les 16 pays avec des scores GHI 2016 de moins de 5. Ils sont classés ensemble de 1 à 16. Les différences entre leurs scores sont minimales. Dans les rapports GHI précédents, ces pays n'étaient pas inclus dans le classement du tout. **En raison du nouveau système, le classement du rapport de cette année ne peut pas être directement comparé au classement des rapports précédents.**

CARTE 2.2 SCORES GHI 2016 PAR GRAVITÉ

Evolution du GHI en pourcentage de 2016 par rapport au GHI de 2000

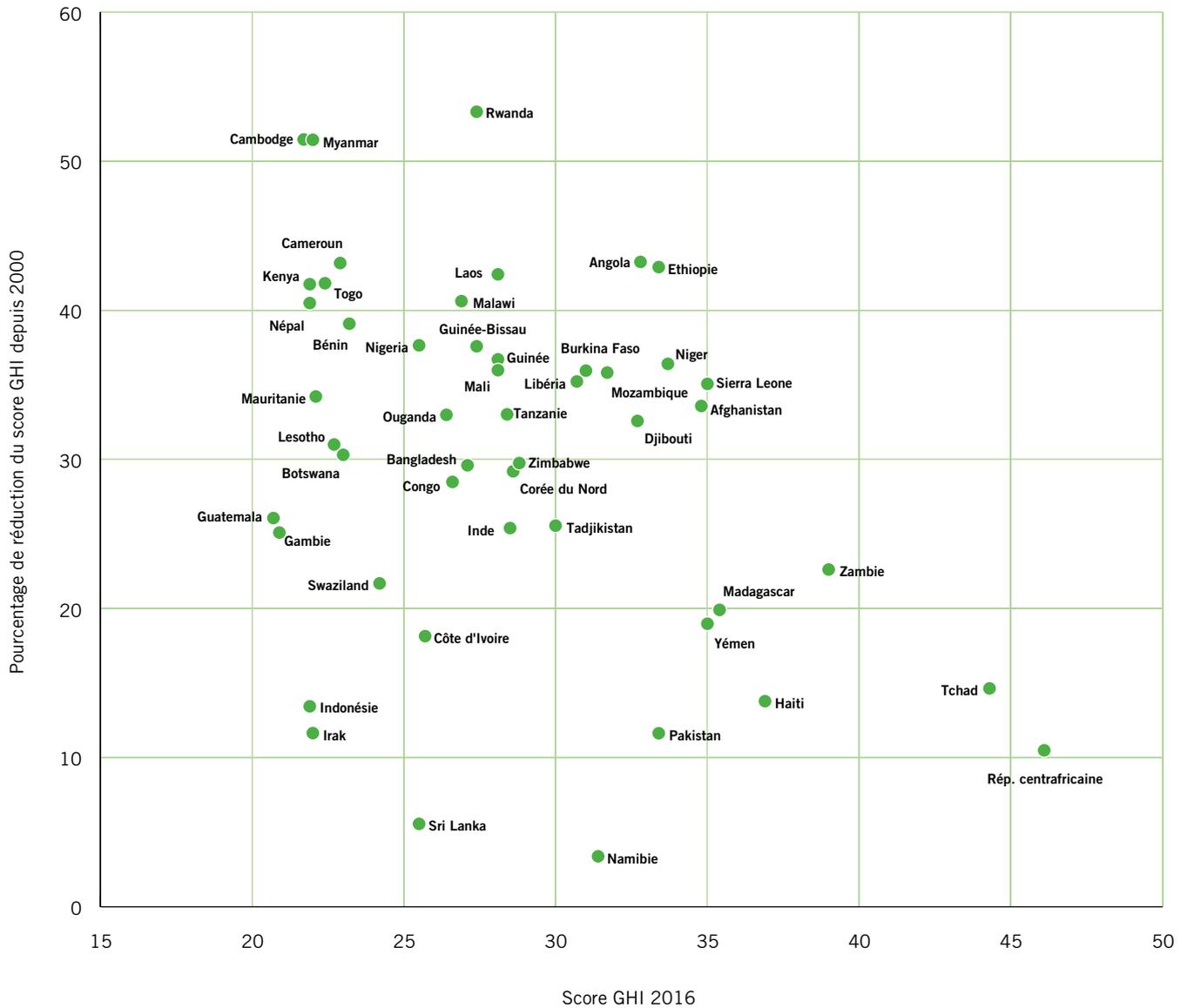


Les causes de la dénutrition infantile au Sri Lanka ne sont pas faciles à comprendre, mais des études révèlent de multiples carences en micronutriments chez les enfants, dues notamment à un apport insuffisant en nutriments et aux maladies qui empêchent une absorption appropriée des nutriments (Hettiarachchi et Liyanage 2010 ; Hettiarachchi et Liyanage 2012 ; Jayatissa et al. 2014). Dans le cas de la Namibie, le retard de croissance, l'émaciation infantile et la mortalité infantile ont baissé, mais la prévalence de la sous-alimentation a augmenté depuis 2000, ce qui entraîne une baisse de son score global. La Namibie souffre de l'irrégularité des précipitations,

de sécheresses fréquentes et d'inondations. Au cours des trois dernières années, la sécheresse a affecté la production de céréales et de bétail. Les mauvaises récoltes en Namibie et dans les pays voisins ont fait grimper les prix des denrées alimentaires (PAM 2016b ; FAO SMIAR 2016b).

Depuis 2000, le Rwanda, le Cambodge et le Myanmar (en haut du graphique 2.3) ont enregistré les plus fortes réductions de la faim de tous les pays classés dans la catégorie « grave » ou « alarmante ». Leurs scores GHI 2016 respectifs baissent d'un peu plus de 50 % par rapport à ceux de 2000. Chacun de ces pays a connu des guerres

GRAPHIQUE 2.3 EVOLUTION DES PAYS DEPUIS 2000



Source : auteurs.

Note : les pays figurant dans ce graphique sont ceux ayant obtenu des scores GHI 2016 égaux ou supérieurs à 20, reflétant des niveaux de faim « graves » ou « alarmants ». Ce graphique présente les pays dont les données étaient disponibles pour le calcul des scores GHI. Certains pays susceptibles d'y figurer en sont absents faute de données.

civiles et des instabilités politiques au cours des dernières décennies. Les améliorations reflètent partiellement une plus grande stabilité. Dans le cas du Myanmar, l'amélioration du score est due à la chute de la sous-alimentation qui a diminué de près de 75 % depuis 2000. Il sera important de veiller à ce que des progrès comparables concernant la nutrition des enfants soient également réalisés. Au Rwanda, la mortalité et l'émaciation infantiles ont vu les plus grandes réductions, environ 75 % ; la prévalence de la sous-alimentation a

presque chuté de moitié et le retard de croissance a seulement baissé de 20 %. C'est au Cambodge que le taux de mortalité infantile a le plus baissé, en chutant de 73 %, tandis que le retard de croissance des enfants a le moins baissé (34 %), ce qui dénote tout de même une forte amélioration.

Le Koweït est le seul pays ayant enregistré une augmentation de son score GHI entre 2000 et 2016. Toutefois, l'augmentation est faible et le niveau de la faim du Koweït est toujours classé comme

faible. Le score 2016 du Koweït de 4,9 représente surtout une amélioration spectaculaire par rapport à son score de 1992 de 26,0 en raison de la guerre du Golfe.

Sept pays souffrent toujours d'un niveau de faim alarmant. La majorité d'entre eux sont en Afrique subsaharienne : République centrafricaine, Tchad, Madagascar, Sierra Leone et Zambie. Les exceptions sont Haïti et le Yémen. Bien qu'aucun pays n'enregistre un niveau de faim extrêmement alarmant (de 50 points ou plus) pour le rapport GHI 2016, neuf pays ont connu des niveaux de faim extrêmement alarmants en 2000 : l'Afghanistan, l'Angola, la République centrafricaine, le Tchad, l'Éthiopie, le Niger, le Rwanda, la Sierra Leone et la Zambie. Comme lors des dernières années, les scores GHI pour plusieurs pays n'ont pas pu être inclus parce que les données sur la sous-alimentation ne sont pas disponibles. Cependant, les situations pour la faim et/ ou la dénutrition sont préoccupantes dans beaucoup de ces pays (encadré 2.1) et dans certains cas, pourraient appartenir à la catégorie « extrêmement alarmante ».

En termes de composantes du GHI, Haïti, la Zambie et la République centrafricaine affichent la plus forte proportion de personnes sous-alimentées : entre 47,7 et 53,4 % de la population. Le Timor oriental, le Burundi et la Papouasie-Nouvelle-Guinée enregistrent la plus forte prévalence de retard de croissance, avec environ 50 % ou plus des enfants de moins de cinq ans souffrant de retard de croissance. Le Soudan du Sud, Djibouti et le Sri Lanka présentent la plus forte prévalence d'émaciation chez les moins de 5 ans, entre 21,4 et 23,8 %. La Somalie, le Tchad et l'Angola affichent les plus forts taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, entre 13,7 et 15,7 %.

Faim et dénutrition à l'échelle infranationale

L'Agenda 2030 met l'accent sur l'importance d'utiliser des données ventilées par revenu, sexe, âge et situation géographique (entre autres variables), afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans le processus de développement (ONU 2015). La série GHI présente des scores aux niveaux national, régional et mondial, mais l'examen des indicateurs GHI sur le plan infranational ou fédéral révèle des disparités à l'intérieur des pays, que ce soit en termes de valeurs absolues ou d'évolutions au fil du temps. Un examen exhaustif des différences infranationales n'entre pas dans le cadre de ce rapport et les données disponibles ne le permettraient pas. Les estimations pour le retard de croissance, l'émaciation et la mortalité infantile au niveau infranational ne sont disponibles que de manière irrégulière pour les pays présents dans ce rapport. Les estimations infranationales pour la sous-alimentation sont rarement calculées. Cependant, des exemples de disparités infranationales

sont fournis dans ce chapitre pour présenter les variations géographiques qui existent au sein des pays et pour servir de tremplin pour de nouvelles recherches sur la faim et la dénutrition (et leurs causes) au niveau infranational.

Les indicateurs GHI montrent de grandes variations pour les pays à tous les niveaux de l'échelle GHI : de « faible » à « extrêmement alarmante ». ⁵ Pour les pays où la faim et la dénutrition restent faibles au niveau national, l'examen des données au niveau infranational peut aider à identifier les zones qui sont à la traîne. Le Mexique, par exemple, enregistre un faible score GHI 2016, à 7,2 points, et un score global pour le retard de croissance de 13,6 %, selon les données d'enquête les plus récentes. Cependant, près d'un tiers (31,4 %) des enfants de l'État méridional du Chiapas souffre de retard de croissance (OMS 2013). La dénutrition infantile dans cet État a été bien documentée (Stahl 2014 ; García-Parra et al. 2016), et Martínez-Rodríguez et al. (2014) trouvent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire au Chiapas. En outre, Gutierrez-Jimenez et al. (2013) montrent un lien entre la malnutrition infantile et les parasites intestinaux au Chiapas. Juarez et Gonzalez (2010) dénotent le manque d'hygiène dans les maisons du Chiapas et dans d'autres États du Mexique et suggèrent que cela engendre une réduction de la biodisponibilité des nutriments (qui ne sont pas correctement absorbés en raison des infections et des maladies).

La Jordanie enregistre également un faible score GHI 2016 avec 5,7 points et son taux national de retard de croissance est de 7,8 %, selon une enquête de 2012 (OMS 2014). Pourtant, dans l'État de Ma'an, près d'un cinquième (19,0 %) des enfants de moins de cinq ans souffre d'un retard de croissance, selon les estimations (OMS 2014). Krafft et El-Kogali (2014) montrent que la Jordanie présente le taux de retard de croissance le plus inégal sur les 12 pays du Moyen-Orient et Afrique du Nord, tout en ayant le niveau national de retard de croissance le plus bas de ces pays.

À l'autre extrémité de l'échelle de gravité du GHI, l'examen des données infranationales pour certains pays classés dans la catégorie « alarmante » peut révéler des zones de crise et démontrer des niveaux extrêmement élevés de faim et de dénutrition. La Zambie, avec un score GHI 2016 de 39,0 (catégorie « alarmante »), présente des différences importantes d'indicateurs GHI entre les provinces. Selon une enquête de 2013-2014, le taux de mortalité national des moins de cinq ans était de 7,5 %, mais ce taux varie de 6,3 % dans la province de Copper Belt à 11,5 % dans la province de l'Est. Pour mettre cela en perspective, au niveau national. Seulement 8 pays sur 131

⁵ Aucun pays n'enregistre un score GHI 2016 dans la catégorie « extrêmement alarmante ». Il est cependant possible qu'un ou plusieurs pays qui ne disposent pas de données pour le calcul des scores soient classés dans cette catégorie si les données étaient disponibles.

ENCADRÉ 2.1 PAYS AVEC DES DONNÉES INSUFFISANTES MAIS SOURCES DE PRÉOCCUPATIONS IMPORTANTES

Pour ce rapport, les scores GHI 2016 n'ont pas pu être calculés pour 13 pays, car les données sur la prévalence de la sous-alimentation, et dans certains cas, les données ou les estimations sur le retard de croissance et l'émaciation infantile, ne sont pas disponibles. En l'absence de scores GHI, il est essentiel d'analyser les données disponibles sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour comprendre la situation dans ces pays dans la mesure du possible. En effet, les niveaux de dénutrition et de mortalité infantile dans certains de ces pays comptent parmi les plus élevés au monde. Il est extrêmement important que des données actuelles soient rapidement rendues disponibles pour ces pays.

Le tableau suivant présente les données et les estimations pour les indicateurs GHI qui sont disponibles pour les pays sans score GHI. Sur la base de ces données, des informations disponibles auprès des organisations internationales spécialisées dans la faim et la malnutrition et des autres études existantes, nous avons identifié les pays sources d'une préoccupation importante. Pour chacun de ces pays, un résumé des informations disponibles est fourni dans les paragraphes suivants.

Résumé par pays

BURUNDI : selon un sondage de 2010-2011, le Burundi enregistre le niveau de retard de croissance le plus élevé de tous les pays dont les données et les estimations sont disponibles pour la période de référence 2011-2015 avec 57,5 %. Dans le rapport GHI de 2014 (la dernière année où des données suffisantes étaient disponibles pour calculer les scores GHI complets), le Burundi a enregistré le score GHI le plus élevé de tous les pays (pour lesquels les scores GHI ont pu être calculés). La situation était ainsi classée comme extrêmement alarmante (von Grebmer et al. 2014). Le Burundi a connu une guerre civile entre 1993 et 2005 qui a eu de graves répercussions sur la sécurité alimentaire, la nutrition de la population, ainsi

que sur les conditions agro-écologiques et la situation économique (Verwimp 2012 ; WFPUSA 2015). Les troubles au Burundi étaient de plus en plus inquiétants début 2016 et l'UNICEF a exprimé son inquiétude quant à une éventuelle « crise nutritionnelle majeure » (UNICEF 2016b).

LES COMORES : aux Comores, 32 % des enfants souffrent d'un retard de croissance, 11 % d'émaciation, et plus de 7 % des enfants meurent avant leur cinquième année. Le rapport GHI 2014 est le dernier rapport dans lequel les scores GHI ont pu être calculés pour les Comores. En ce qui concerne la faim, l'archipel était placé quatrième sur 120 pays classés selon leurs scores GHI. Depuis leur indépendance de la France en 1975, les Comores ont connu au moins 20 coups d'État (CSIS 2008). La Banque mondiale signale une amélioration de la stabilité politique au cours des dernières années, mais la détérioration des conditions économiques continue d'affliger cette nation appauvrie et soumise aux catastrophes naturelles (Banque mondiale 2016).

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) : une enquête de 2013-2014 place le niveau de retard de croissance à 43 % en RDC. Un niveau très élevé et qui est resté pratiquement inchangé depuis 2001, où les données de l'enquête indiquaient un niveau de 44 % (UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016). Le taux de mortalité infantile de 9,8 % est l'un des 10 plus hauts sur les 131 pays dans le présent rapport. En outre, 8 % des enfants souffrent d'émaciation. Selon l'Agence américaine pour le développement international (USAID), les « conflits récurrents et les déplacements internes de populations, le manque d'intrants et de techniques agricoles améliorées, les maladies constantes des cultures et du bétail, l'infrastructure matérielle insuffisante, l'inégalité des sexes et un taux de fécondité en hausse comptent parmi les nombreux facteurs qui mettent en péril la sécurité alimentaire en RDC » (USAID 2016).

(Suite)

VALEURS EXISTANTES POUR LES INDICATEURS GHI ET IDENTIFICATION DES INQUIÉTUDES MAJEURES

Pays	RETARDS DE CROISSANCE INFANTILES Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans entre 2011-2015 (%)	ÉMACIATION INFANTILE Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans entre 2011-2015 (%)	MORTALITÉ INFANTILE Mortalité des enfants de moins de 5 ans (%)	Préoccupation sérieuse ?
Bahreïn	9,0*	5,2*	0,6	NON
Bhoutan	26,9*	4,4*	3,3	NON
Burundi	57,5	6,1	8,2	OUI
Comores	32,1	11,1	7,4	OUI
Rép. dém. Congo. (RDC)	42,6	8,1	9,8	OUI
Érythrée	49,1*	12,5*	4,7	OUI
Libye	23,3*	6,4*	1,3	OUI
Papouasie-Nouvelle-Guinée	49,5	14,3	5,7	OUI
Qatar	1,0*	2,0*	0,8	NON
Somalie	—	—	13,7	OUI
Soudan du Sud	33,7*	23,8*	9,3	OUI
Soudan	38,2	16,3	7,0	OUI
Syrie	—	—	1,3	OUI

Source : auteurs.

Note : * indique les estimations de l'IFPRI ; — = Non disponible ; les estimations sur la sous-alimentation, et donc les scores GHI, ne sont pas disponibles pour les pays figurant sur cette liste.

ÉRYTHRÉE : le dernier rapport GHI avec des données complètes pour l'Érythrée était le rapport de 2014. L'Érythrée enregistrait alors le deuxième score GHI le plus élevé pour tous les pays du monde pour lesquels les scores avaient été calculés (von Grebmer et al. 2014). Les dernières estimations sur les retards de croissance et l'émaciation infantile sont très élevées : 49,1 % et 12,5 % respectivement. Les images satellites montrent en outre des conditions de sécheresse grave et une faible couverture végétale en 2015-2016. Si les données manquent, il y a de bonnes raisons de croire que la faim et la dénutrition sont extrêmement graves et sources de préoccupations en Érythrée.

LIBYE : les niveaux pour le retard de croissance et l'émaciation en Libye sont estimés à 23,3 % et 6,4 % respectivement. Le taux de mortalité infantile pour les enfants de moins de cinq ans est faible, de 1,3 %. Des données actualisées sont nécessaires de toute urgence, en particulier pour que la communauté internationale puisse mieux comprendre les défis en termes de sécurité alimentaire pour la population, suite à la guerre civile de 2011 et à celle qui a débuté en 2014. Les conflits et l'instabilité ont réduit la production agricole dans le pays et ont détérioré l'infrastructure pour la distribution alimentaire (SMIAR FAO 2016a). Sur une population totale de 6,41 millions, on estime que 1,28 million de personnes souffrent d'insécurité alimentaire en Libye (UN OCHA 2015).¹ Bien que l'insécurité alimentaire en Libye ait été assez faible avant les conflits de 2011 et 2014, la détérioration des institutions politiques et économiques a engendré de nouveaux défis et est susceptible d'empirer si le pays ne parvient pas à se stabiliser (PAM 2016a).

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : la Papouasie-Nouvelle-Guinée enregistre un niveau de retard de croissance de 49,5 % pour les enfants de moins de cinq ans. C'est le troisième plus élevé des 129 pays avec des données ou des estimations sur le retard de croissance pour la période de référence 2011-2015. Le niveau de l'émaciation infantile du pays (14,3 %) est également très élevé et source de préoccupations. Les inégalités dans la société, la pauvreté et la forte dépendance aux cultures de base font qu'une grande partie de la population n'a pas accès à une nourriture diversifiée et nutritive (Hou 2016). Par ailleurs, la sécheresse et les gelées provoquées par El Niño en 2015-2016 ont eu une incidence négative sur la production alimentaire et entraînent l'augmentation des préoccupations au sujet de la sécurité alimentaire pour un tiers de la population du pays (FAO 2015).

SOMALIE : la mortalité infantile est le seul indicateur GHI pour lequel des données sont disponibles pour la Somalie (13,7 %). Il s'agit du troisième taux de mortalité infantile le plus élevé dans ce rapport. Les rapports de l'UNICEF Somalie et du Comité international de la Croix-Rouge indiquent que la dénutrition infantile est répandue (UNICEF 2015 ; CICR 2015). Les famines en Somalie en 2011 ont provoqué la mort de 250 000 personnes (PAM 2015). Depuis 2015, la sécheresse due à El Niño laisse la Somalie dans une situation critique. L'Unité pour l'analyse de la nutrition et de la sécurité alimentaire (FSNAU en anglais) gérée par la FAO et le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) ont publié une déclaration commune en février 2016 indiquant que la proportion de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave

ou dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins alimentaires quotidiens reste extrêmement élevée (ONU 2016a).

SOUDAN DU SUD : les données d'enquête à partir de 2010 indiquent que 31 % des enfants de moins de cinq souffrent de retard de croissance et 23 % d'émaciation. Les dernières estimations ne montrent aucun signe d'amélioration. L'estimation sur l'émaciation infantile au Soudan du Sud est la plus élevée des 129 pays ayant des données et des estimations sur l'émaciation infantile pour la période de référence 2011-2015. L'estimation nationale sur la mortalité infantile en 2015 est également élevée (9,3 %). En 2013, une lutte pour le pouvoir entre des groupes opposés a dégénéré en conflit violent, toujours en cours en 2016. En avril 2016, on estime que 4,3 millions de Sud-Soudanais, sur une population totale d'environ 12,3 millions, souffrent d'insécurité alimentaire. Le niveau de la faim est donc critique, voire pire, et les besoins alimentaires de base ne sont pas satisfaits (UN OCHA 2016b ; FAO / UNICEF / PAM 2016). Dans certaines régions du pays, les ménages sont confrontés à des niveaux d'insécurité alimentaire de « crise », voire de « catastrophe » (FEWS NET 2016).

SOUDAN : une enquête de 2014 a montré des niveaux inquiétants de dénutrition chez les enfants soudanais, avec un retard de croissance et une émaciation pour les enfants de moins de cinq ans à 38,2 % et 16,3 %, respectivement. La faim et la dénutrition au Soudan sont liées à une pauvreté généralisée, à des conditions agro-écologiques difficiles, notamment à cause d'une sécheresse El Niño en 2015-2016, aux conflits violents et à l'instabilité politique dans le pays. Un afflux de réfugiés en provenance du Soudan du Sud et les déplacements internes massifs de personnes résultant du conflit au Soudan lui-même aggravent la situation de la faim et de la dénutrition. Les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont les régions touchées par un conflit : Nil Bleu, Darfour, Kardofan du Ouest et du Sud (FEWS NET 2015 ; UN OCHA 2016a).

SYRIE : compte tenu de la dévastation continue que cause la guerre civile en Syrie, pour la sixième année consécutive maintenant, les données et les statistiques à jour sont extrêmement limitées. Des données et estimations actuelles sur la prévalence de la sous-alimentation, du retard de croissance et de l'émaciation infantile ne sont pas disponibles pour le rapport de cette année. Une estimation actuelle est disponible pour la mortalité infantile. Bien que cette estimation de 1,5 % ne soit pas élevée, sa fiabilité est sujette à caution compte tenu des difficultés de collecte de données pour les régions inaccessibles et en proie aux conflits (Save the Children 2014). Les rapports de terrain suggèrent que d'importants segments de la population souffrent de pénuries alimentaires dans ce pays déchiré par la guerre. Les rapports du Programme alimentaire mondial (PAM) montrent que la production alimentaire a chuté de 40 % par rapport au niveau d'avant la crise (PAM 2016c). Début 2016, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a accusé les parties belligérantes de violer le droit international humanitaire en utilisant la famine comme arme de guerre (ONU 2016b).

¹ Dans le rapport 2015 de l'ONU OCHA, le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire provient de la proportion de ménages déclarant connaître des difficultés dans l'accès à la nourriture en raison du manque de ressources.

présentent des taux de mortalité infantile équivalents ou supérieurs à 10,0 %, en 2015 pour les pays avec des données dans ce rapport. Le taux de retard de croissance de la Zambie est de 40,1 %, mais il est plus élevé dans la province du Nord, avec 48,5 % et plus bas à Copper Belt, Lusaka et dans les provinces de l'Ouest, avec 36 %. Pour le retard de croissance, la moyenne nationale est de 6,0 %, mais la province de Luapula est plus de deux fois au-dessus de la moyenne nationale avec 13,0 % (Zambie MOH, CSO et ICF International 2014).

La Sierra Leone, également classée dans la catégorie « alarmante » du GHI, présente des disparités encore plus larges en termes de retard de croissance. Le district de Kono enregistre le niveau de retard de croissance le plus élevé, avec 51,6 %, selon les données 2013, tandis que le district de Bombali a un niveau de retard de croissance de 28,2 %. D'autre part, Bombali a le niveau d'émaciation le plus élevé du pays, avec 25,5 %, alors que Kono a le deuxième plus bas niveau d'émaciation, avec 4,3 % (SSL et ICF International 2014). Pour répondre aux besoins spécifiques de ces populations, il est essentiel de tenir compte des circonstances et des défis propres à chaque région.

Le Cambodge a vu une des réductions les plus impressionnantes de la faim entre 2000 et 2016 parmi les pays classés comme graves ou alarmants. Son score a enregistré une baisse de 51 %, en passant de 44,7 points à 21,7 points. À l'échelle nationale, le taux de retard de croissance a chuté de 49,2 % à 32,4 %, selon les enquêtes de 2000 et 2014, soit une baisse de 34 %. Pourtant, certaines provinces ont connu des réductions de retard de croissance beaucoup plus impressionnantes que d'autres. Par exemple, la province de Kandal a vu son retard de croissance baisser de près de 50 % : de 55,2 à 28,1 % durant cette période. Mais dans la province de Kampong Spoe, le retard de croissance a diminué de seulement 18 % entre 2000 et 2014, passant de 49,5 à 40,5 %. (Cambodge NIS, DGH et ICF International 2015 ; OMS 2012). En comparant les estimations de la mortalité infantile dans les mêmes enquêtes, les

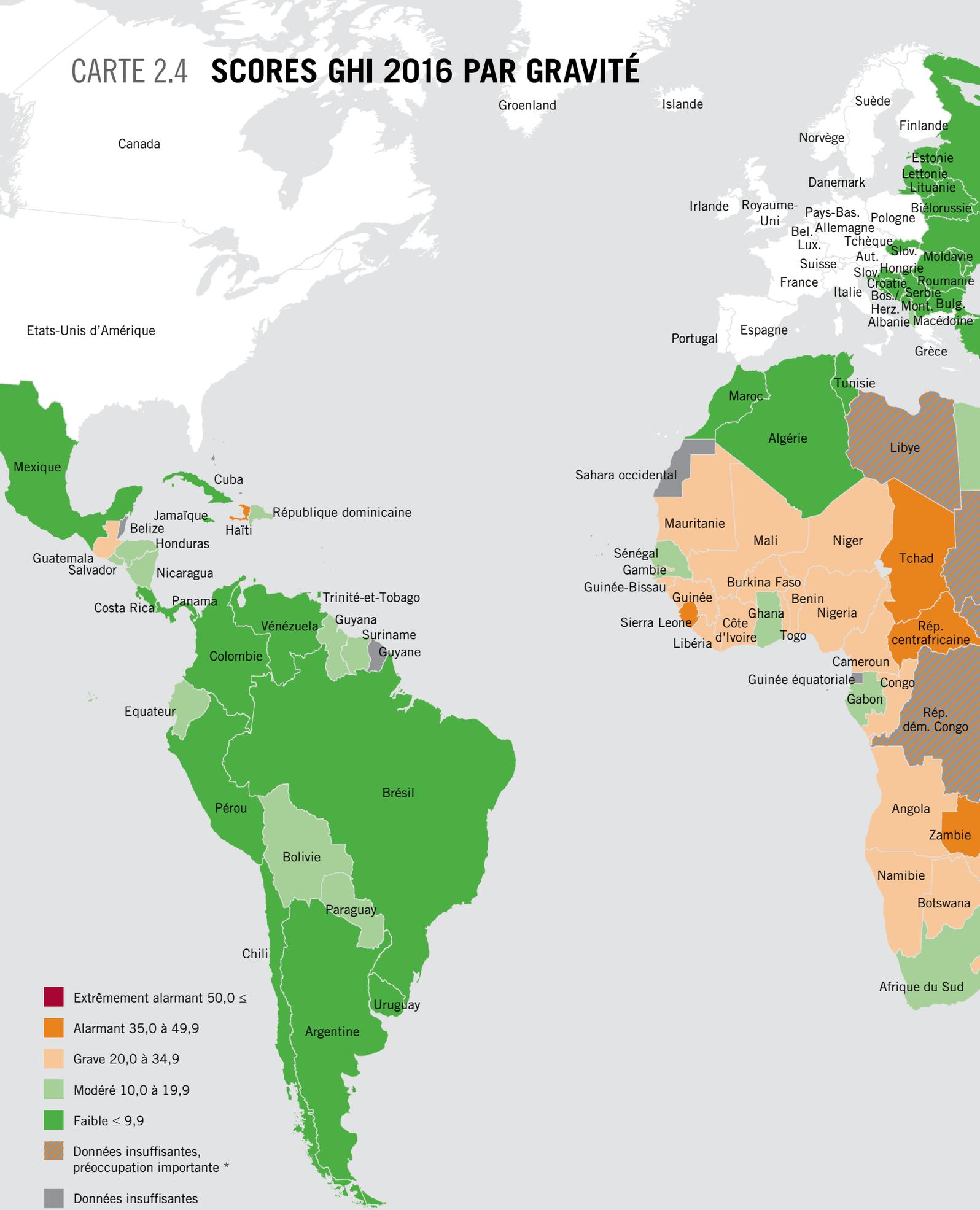
estimations pour le Cambodge pour la mortalité des enfants de moins de cinq ans ont chuté sensiblement dans la même période, passant de 12,4 à 3,5 %, soit une chute de 72 %.⁶ Alors que plusieurs provinces ont vu leurs niveaux de mortalité des enfants de moins de cinq ans diminuer de plus de 70 %, le taux pour la province de Kampong Thom a diminué de seulement 39 %, de 9,9 à 6,0 %, et représentait l'un des niveaux les plus élevés de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans le pays (Cambodge NIS, DGH et ICF international 2015 ; Cambodge NIS, DGH, et ORC Macro 2001). Jimenez-Soto, Durham et Hodge (2014) examinent les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans pour le Cambodge en 2000, 2005 et 2010 et remarquent des inégalités persistantes, voire dans certains cas des aggravations, entre les zones géographiques.

Conclusion

Ce rapport démontre que le monde en développement a fait de grands progrès dans la lutte contre la faim et la dénutrition. En même temps, il identifie les différents domaines de vulnérabilité qui doivent être reconnus tout en mettant l'accent sur le besoin particulier d'obtenir des données infranationales pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans l'Objectif Faim Zéro d'ici 2030. Qu'il s'agisse d'une région en retard sur le reste du monde, d'un pays qui ne suit pas le rythme de ses voisins, d'un pays en crise pour lesquels les données sont insuffisantes, ou d'une population gravement désavantagée dans un même pays, il est essentiel d'identifier ces besoins et d'assurer un soutien approprié pour atteindre l'Objectif Faim Zéro d'ici 2030.

⁶ Les estimations DHS pour la mortalité des enfants de moins de cinq ans diffèrent quelque peu de celles du Groupe inter-institutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (UN IGME), qui sont utilisées pour le calcul des scores GHI. L'IGME relève des taux de mortalité pour les enfants de moins de cinq ans de 10,8 % en 2000 et de 3,1 % en 2014. Cependant, la variation en pourcentage entre les valeurs de 2000 et de 2014 calculées à partir des estimations de DHS et de l'IGME est pratiquement la même, avec 71,8 % et 71,3 %, respectivement.

CARTE 2.4 SCORES GHI 2016 PAR GRAVITÉ



- Extrêmement alarmant 50,0 ≤
- Alarmant 35,0 à 49,9
- Grave 20,0 à 34,9
- Modéré 10,0 à 19,9
- Faible ≤ 9,9
- Données insuffisantes, préoccupation importante *
- Données insuffisantes
- Pays industrialisés

* Voir encadré 2.1 pour plus de détails

03



Elma (13 ans) et ses amis apprennent à faire pousser des légumes dans le cadre d'un projet de jardin éducatif à Bovaname au Mozambique.

CHANGER NOTRE MONDE : LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR ÉLIMINER LA FAIM

David Nabarro

En tant que jeune médecin au Népal, en Inde et au Bangladesh, j'ai pu observer de mes propres yeux les effets dévastateurs de la faim et de la malnutrition sur la vie des plus pauvres et des plus vulnérables. La santé de la population est minée par ces deux fléaux dont les conséquences les plus dramatiques peuvent être le décès d'un enfant ou d'une mère lors de l'accouchement. Les communautés avec lesquelles j'ai travaillé portent le fardeau de la malnutrition de génération en génération, car le retard de croissance compromet la capacité des individus et des communautés à atteindre leur plein potentiel. Pourquoi la lutte contre la malnutrition n'a-t-elle pas reçu l'attention qu'elle méritait ?

Les personnes qui travaillent avec ces communautés ont commencé à comprendre, en écoutant les femmes et leurs familles, les liens complexes entre les défis auxquels ils étaient confrontés et la malnutrition. Offrir une alimentation idéale aux nourrissons et aux jeunes enfants prend du temps et représente un luxe pour la plupart des gens pauvres. La place et l'intimité nécessaires à l'allaitement manquent. Une bonne alimentation requiert des aliments nutritifs et elle peut être anéantie par la maladie. Les gens ne vivent pas dans des compartiments, mais dans des espaces complexes où les défis relatifs à l'alimentation, à la santé, à l'hygiène et aux moyens de subsistance sont interdépendants. Des approches plus intégrées, une nouvelle façon de procéder où l'individu est placé au centre sont nécessaires.

L'année 2015 a connu un changement majeur dans les dimensions du développement international. Les 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont adopté, par consensus, l'Agenda 2030 sur le Développement Durable au cours d'un nouveau processus inclusif, transparent et ouvert. Il comprend les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) et les 169 cibles qui s'y rapportent. Avec le Cadre Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, le plan d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris sur le climat, l'Agenda 2030 constitue un véritable plan de changement pour les personnes, la planète, la prospérité, le partenariat et la paix. L'Agenda 2030 est un manifeste politique mondial pour les 14 années à venir. Il fixe un objectif clair pour tous les peuples, nations, institutions, organisations et entreprises : transformer notre monde pour éliminer la pauvreté et la faim, en commençant par les plus vulnérables ; promouvoir les droits de l'homme, lutter contre l'injustice et pour l'autonomisation des femmes ; renforcer la résilience et minimiser les effets des événements climatiques néfastes. L'Agenda 2030 aborde les causes profondes et interconnectées de la pauvreté, de la faim, des pandémies, des inégalités, de la dégradation de l'environnement,

du changement climatique, des migrations forcées, de la violence et de l'extrémisme. Les 17 ODD concernent aussi bien les pays développés que ceux en développement. Ils représentent un véritable plan d'action pour les trois piliers du travail de l'ONU : la paix et la sécurité, le développement, les droits de l'homme. Les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable sont également prises en compte.

En cette époque où les conflits et les divisions font rage, la série d'accords conclus en 2015 montre que le multilatéralisme inclusif peut fonctionner. L'approche inclusive était à la base du processus d'élaboration de l'Agenda 2030. Les ODD ont été conclus par des négociations entre tous les États membres grâce à un engagement sans précédent de la société civile, du monde des affaires et des autres parties prenantes. Ils représentent le processus multilatéral le plus ouvert et le plus participatif de l'histoire, grâce à l'engagement direct de plus de 7 millions de personnes dans le monde. Un large éventail d'intérêts était représenté, car chacun a apporté son point de vue pour contribuer à résoudre les défis auxquels l'humanité est confrontée.

En quoi l'Agenda 2030 se démarque des agendas précédents ?

L'Agenda 2030 se fonde sur un certain nombre de principes qui le rendent unique. L'Agenda est *universal* : il vaut pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement et quel que soit leur statut politique ou socio-économique. Il se distingue ainsi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui concernaient principalement les pays en développement. L'Agenda 2030 considère que tous les pays sont en développement, que chaque pays doit changer sa façon de fonctionner et prendre en compte l'impact de ses politiques et ses actions au-delà de ses propres frontières pour contribuer à l'avenir durable de la planète.

L'Agenda est *transformateur*. Il vise à éliminer inéluctablement la pauvreté et la faim, tout en préservant la planète. L'Agenda est centré sur les individus, afin de n'oublier personne et de placer la priorité sur les droits de l'homme et la justice sociale. L'Agenda met l'accent sur le fait que les besoins des personnes déplacées ou difficilement accessibles, qui ne peuvent aisément participer aux activités de développement, doivent être tout particulièrement prises en compte. *Le Global Hunger Index 2015* pointait du doigt les impacts des conflits armés persistants dans la lutte contre la faim et leurs conséquences sur les personnes en fuite ou laissées pour compte.

Remarque : les opinions exprimées dans ce chapitre sont celles de l'auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'IFPRI, de Welthungerhilfe, ou de Concern Worldwide.

Les besoins et les droits des victimes visibles et invisibles des conflits violents doivent être comblés.

Grâce à l'Agenda 2030, il est possible d'assurer la paix et la prospérité pour les individus, les communautés, les pays et le monde.

L'Agenda est également *intégratif* et indivisible. Il considère que les gens ne vivent pas dans des espaces ou des secteurs confinés, mais dans un continuum de communautés et d'écosystèmes interdépendants. Il exige donc une révolution complète de la manière dont nous nous organisons et dont nous travaillons. Un ODD ne peut être traité de manière isolée. Ce n'est qu'en abordant par une approche intégrative tous les objectifs que nous serons en mesure d'accomplir la transformation voulue par les États membres.

De l'ambition à l'action : la mise en œuvre de l'Agenda

L'Agenda 2030 n'aura de sens pour le monde et pour l'humanité que s'il est pleinement mis en œuvre par tous. Les objectifs convenus par les dirigeants nationaux sur le plan international doivent se traduire par un niveau d'investissement suffisant - l'échelle des financements doit passer « des milliards aux milliers de milliards ». Cette ambition doit aussi être nourrie par les communautés locales afin de prendre racine partout. Tout comme pour le développement de l'Agenda, les États membres doivent déclencher sa mise en œuvre en l'adaptant aux contextes nationaux. Il s'agit de faire en sorte que cet agenda soit au centre de toute réflexion et d'essayer de construire les capacités nécessaires au soutien d'une action planétaire au développement. Cela se fera à travers des plans de développement ambitieux au niveau local, alignés sur l'Agenda, pour un soutien global à la mise en œuvre. Ce travail est déjà en cours : 22 pays ont présenté leurs progrès récents dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable en juillet 2016.

La lutte contre le changement climatique et la concrétisation de l'Agenda 2030 sont les deux faces d'une même médaille. Les actions nécessaires pour réduire les émissions et renforcer la résilience climatique permettront de créer une base durable pour les générations à venir. Ces agendas doivent être reliés aux processus de planification nationaux.

L'interconnexion des ODD exige une nouvelle réflexion en matière de mise en œuvre. Une planification à long terme du développement durable (sans gains politiques à court terme) est la base du nouveau consensus politique de l'Agenda 2030. La cohérence des politiques sera une condition essentielle de la planification à tous les niveaux et pour tous les pays. Les institutions et les individus auront peut-être des difficultés à travailler au-delà de leurs espaces habituels, à partager leurs informations, leurs équipes ou leurs fonds. De nouvelles dispositions seront peut-être nécessaires dans les ministères

nationaux. La réussite dépendra du courage et de la motivation de faire les choses différemment.

Le nouvel Agenda aura également des répercussions sur le fonctionnement des Nations Unies. Avec l'Agenda 2030, la demande des États membres pour un soutien politique intégré et coordonné des Nations Unies est plus marquée. Ce soutien doit être centré sur les pays et les communautés, avec des réponses sur mesure et une cohérence des politiques dans le travail des Nations Unies concernant la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement. Les travailleurs humanitaires doivent aussi reconnaître la pertinence de l'Agenda, en particulier pour les droits de l'homme, la résilience et le fait de n'oublier personne. La capacité des Nations Unies à servir d'interface entre les différents secteurs et disciplines est primordiale. L'Agenda 2030 l'exige.

Les citoyens, les communautés, les gouvernements locaux et nationaux, les organisations de la société civile à tous les niveaux, et les entreprises de toutes tailles doivent s'approprier l'Agenda. Les OMD ont démontré qu'un leadership actif global est nécessaire pour s'assurer que les objectifs constitueront un élément clé des stratégies et des budgets nationaux. L'initiative du Global Hunger Index peut soutenir ces efforts et faire en sorte que la faim soit ancrée dans les discussions. Ce projet agit comme une interface efficace entre les chercheurs et les organisations non gouvernementales (ONG) et permet de chiffrer la faim en vue de l'élaboration de politiques judicieuses. Les rapports du GHI peuvent attirer l'attention des médias sur les effets de la faim sur l'individu et la société pour susciter un débat public et politique.

La faim dans l'Agenda 2030

À travers l'Agenda 2030, les États membres ont montré leur engagement pour un changement complet, intégratif et universel en vue d'éliminer la faim et la malnutrition. L'Objectif 2 pour le Développement Durable (ODD 2) se rapporte à la faim et à la malnutrition et vise l'accomplissement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et de l'agriculture durable dans le cadre d'un ensemble complet d'actions interconnectées qui contribueront à la justice sociale, à la fin de la pauvreté rurale et à l'amélioration de la santé et du bien-être des personnes.

Le but de l'ODD de réduire de moitié le pourcentage de la population souffrant de la faim chronique a été atteint par 73 des 129 pays, soit un total de 210 millions de personnes libérées de la faim chronique. Cependant, près de 800 millions de personnes ne disposent toujours pas d'assez de nourriture pour mener une vie saine et épanouie. L'Agenda 2030 pour le Développement Durable offre des solutions pour toucher les personnes laissées pour compte. Grâce à son Objectif de Faim Zéro, l'Agenda s'engage à éliminer la faim et la malnutrition pour tous d'ici 2030.

L'objectif est ambitieux, mais primordial pour assurer la vision de l'Agenda 2030. Le coût de la faim ne se mesure pas seulement en vies perdues, mais aussi à travers le potentiel perdu des individus. Elle freine la capacité des communautés, des pays et des régions à garantir leurs propres objectifs de développement social et leur prospérité économique. La manière dont nous choisissons de cultiver, de transformer, de distribuer et de consommer la nourriture aura un effet profond sur les gens, la planète, la prospérité et la paix.

L'Agenda 2030 ne pourra pas être tenu sans des progrès rapides pour éliminer la faim et la malnutrition. Un terme durable à la faim et à la dénutrition ne peut être cependant trouvé dans l'isolement. Pour réaliser l'Objectif Faim Zéro, il faudra éliminer la pauvreté rurale, autonomiser les femmes, transformer l'agriculture (notamment pour les petits agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs, les cueilleurs et les communautés traditionnelles et autochtones) et les systèmes alimentaires pour les rendre inclusifs, résilients et durables, tout en préservant les écosystèmes et les ressources naturelles. Cela signifie également aborder les causes structurelles sous-jacentes de la pauvreté et de la faim.

L'Accord de Paris sur le changement climatique souligne les liens entre la sécurité alimentaire et la faim et les impacts du changement climatique. Les pays et les populations pauvres dans le monde souffriront les premiers des changements climatiques néfastes. Les populations rurales, en particulier les femmes, les enfants, les petits producteurs et les ouvriers, seront les plus affectés. Il est impératif de prendre en compte l'impact du climat lorsque nous travaillons à mettre en œuvre l'Agenda 2030 et l'Objectif de Faim Zéro. Les nouvelles approches pour les systèmes agricoles et alimentaires doivent être centrées sur les personnes, économiquement viables et durables. Les approches novatrices qui font de l'agriculture une solution au changement climatique, à travers l'adaptation et l'atténuation, peuvent augmenter la productivité et les revenus des petits exploitants tout en aidant à répondre aux engagements climatiques des pays.

Beaucoup de ceux qui souffrent de la faim et de la malnutrition sont pris au piège dans les crises prolongées, des catastrophes ou des conflits naturels récurrents. Avec près de 130 millions de personnes souffrant de la faim dans des pays touchés par des crises prolongées, il apparaît que la promesse de « n'oublier personne » ne pourra pas être réalisée si les besoins de ces personnes ne sont pas comblés. L'Agenda 2030 s'engage à répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables en premier. Le Cadre Sendai pour la prévention des risques de catastrophes naturelles souligne que les catastrophes, dont beaucoup sont exacerbées par le changement climatique et l'augmentation de leur fréquence et de leur intensité, entravent considérablement les progrès vers le développement durable. Renforcer la résilience des personnes (en particulier des femmes) et des communautés leur offrira les capacités nécessaires pour faire face aux chocs et aux

épreuves sans pour autant porter atteinte à leur développement ou à l'écosystème sur le long terme. Les gens ne peuvent cependant pas être résilients s'ils ont faim ou souffrent de malnutrition.

Approches novatrices

« Je ne peux pas tout faire, mais tout le monde peut faire quelque chose » a dit l'ancien Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld. Le caractère interconnecté et transformateur de l'Agenda 2030 le rend certes ambitieux, mais également réalisable. Toutefois il ne sera pas réalisé par des acteurs individuels travaillant seuls. L'Agenda ne pourra atteindre son plein potentiel que si les capacités de tous les segments de la société sont rassemblées par des approches nouvelles et innovantes. Les multiples acteurs doivent travailler ensemble pour éliminer définitivement la pauvreté et la faim pour tous. Ce défi est complexe pour les populations les plus isolées et les contextes les plus difficiles, pour autant la volonté de toutes les parties prenantes doit être mise à profit. Le système des Nations Unies, les gouvernements, la société civile et les entreprises devront s'affranchir des frontières institutionnelles traditionnelles, établir de nouveaux partenariats et expérimenter de nouvelles façons de travailler.

Pour engager les acteurs à tous les niveaux, il est important d'informer sur le potentiel de l'Agenda 2030 à transformer la vie des individus dans les pays en développement et les pays développés. La population doit comprendre les engagements des gouvernements pour leur demander ensuite de rendre des comptes. Les individus doivent être les moteurs de l'Agenda et non pas des sujets passifs.

L'expérience de ceux qui travaillent pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable peut fournir des exemples d'approches novatrices nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. La dernière décennie a vu émerger différentes plateformes, partenariats et mouvements visant à éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes : depuis les carences en calories et la dénutrition jusqu'à l'obésité, et la création de systèmes alimentaires durables, résilients et inclusifs. Ces expériences de partenariat, d'impact collectif, et de coordination des différentes parties prenantes présentent des leçons pour un travail plus large dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Le Défi Faim Zéro

Le défi du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon d'atteindre l'Objectif Faim Zéro (ZHC : Zero Hunger Challenge en anglais) a été lancé en 2012 à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Depuis lors, il a galvanisé un mouvement grandissant d'acteurs divers engagés à faire de ce défi une réalité concrète. La mission du Défi Faim Zéro est (1) de réunir toutes les

parties prenantes pour informer sur l'importance de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture inclusive, durable et résiliente pour l'accomplissement de la promesse de l'Agenda 2030 ; et (2) d'encourager, d'engager, d'accélérer et d'amplifier l'action collective pour créer des systèmes alimentaires bénéfiques pour tous. Le Défi Faim Zéro a engendré des actions nationales et a permis de placer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable comme priorités pour le développement mondial.

En reflétant la nature de l'Agenda 2030, le Défi Faim Zéro favorise les approches intégrées qui répondent aux causes multiples et interconnectées de la faim et de la malnutrition. L'exhaustivité de cette approche reflète la réalité des défis auxquels les gens sont confrontés lorsqu'ils cherchent de meilleurs systèmes agricoles et alimentaires en vue d'une amélioration de la nutrition et pour créer des collectivités rurales plus durables et résilientes. Le défi tient compte du rôle des systèmes alimentaires dans la sauvegarde des écosystèmes et de la biodiversité et pour minimiser les impacts négatifs sur le climat. Basé sur le droit de chacun à avoir accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive, le Défi Faim Zéro peut contribuer de manière significative aux transformations massives nécessaires pour la réalisation de cet ambitieux Agenda.

Le Défi Faim Zéro offre une plate-forme basée sur des principes valables pour tous les acteurs : villes, gouvernements, organisations non-gouvernementales, entreprises, agences des Nations Unies, fonds et programmes, instituts de recherche, communautés religieuses ou philanthropiques, chefs, élèves et autres, en vue de leurs efforts communs dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Tous ceux qui soutiennent le Défi Faim Zéro sont encouragés à travailler pour devenir des Leaders Faim Zéro (Champions for Zero Hunger en anglais) : adopter des approches novatrices et visionnaires au niveau institutionnel pour effectuer le changement transformateur voulu.

Le Défi Faim Zéro cherche également à impliquer les citoyens dans un mouvement mondial vers l'Objectif Faim Zéro : utiliser le pouvoir des individus à créer des changements et à tenir leurs dirigeants responsables vis-à-vis de leurs engagements. Le Défi Faim Zéro, avec toutes ses composantes, illustre les changements nécessaires pour éliminer la faim et la malnutrition et réaliser les transformations voulues par l'Agenda 2030.

Compact2025

Compact2025 est une autre plate-forme qui illustre ce changement de pensée. Elle est dirigée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Compact2025 souligne l'importance de la recherche et de la connaissance pour obtenir des avancées vers le développement. Elle comprend un centre mondial pour les connaissances et l'innovation qui permet d'expérimenter, d'apprendre et de partager des stratégies pragmatiques, orientées vers l'action. L'accent est mis sur la promotion de l'innovation, la

communication des recherches sur les bonnes pratiques, la synthèse des leçons apprises, la collecte de données et le suivi des progrès. Ce faisant, l'initiative offre un espace multisectoriel et multipartite qui complète et soutient les initiatives et les réseaux existants.

Compact2025 peut aider les pays à affiner et à mettre en œuvre des feuilles de route efficaces en créant un réseau de chercheurs et de décideurs politiques en vue d'identifier les indices positifs et les lacunes, tout en mettant l'accent sur la mise en œuvre au niveau national et infranational. Les réussites (*success stories*) fournissent une base solide pour l'apprentissage, par exemple sur la façon dont l'expansion des programmes de protection sociale et les interventions en matière de nutrition ont conduit à une baisse spectaculaire de la pauvreté, de la faim et de la dénutrition au Brésil, ou encore comment la Chine, en aidant les petits exploitants à produire et à acheter des aliments nutritifs a permis d'augmenter les revenus de la population rurale. Ces expériences de stratégies de protection sociale au Brésil ou ces stratégies agricoles centrées sur les petits exploitants en Chine permettent d'accélérer l'apprentissage et fournissent des modèles qui peuvent être adaptés et reproduits dans d'autres pays. L'IFPRI a également d'autres projets, tels que *Nourishing Millions : histoires des changements dans la nutrition et le Rapport mondial sur la nutrition*, présentant des réussites en matière de nutrition qui encouragent l'apprentissage transfrontalier entre les pays et les régions.

Le partage des connaissances pour la réalisation de l'Objectif Faim Zéro et de l'Agenda 2030 est précieux. Ces projets mettent en évidence le potentiel des approches innovantes qui réunissent plusieurs acteurs pour une action nationale.

Ce sont deux exemples, mais il en existe de nombreux autres, dont le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA - un mécanisme pluripartite innovant) qui permet à tous les acteurs de travailler ensemble pour élaborer et approuver des recommandations politiques et des conseils sur un large éventail de thématiques liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en vue d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous. En outre, le Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) rassemble 57 pays, dont les dirigeants se sont engagés à lutter activement contre la malnutrition. Depuis sa création en 2010, le Mouvement SUN a contribué à créer un espace d'interaction entre les pays membres et un ensemble plus diversifié de parties prenantes, et montre ainsi la multitude des pratiques nécessaires pour lutter contre la malnutrition. Des mouvements nationaux forts ont également émergé, utilisant des approches nationales et mettant en place des systèmes individuels pour répondre à leurs propres défis.

Le rôle des données

Le Secrétaire général de l'ONU estime que la technologie sera le moteur du développement durable et il invite l'industrie de la technologie à s'engager pour combler le fossé numérique. Des données et des informations fiables sont primordiales, autant pour la prise de décision qu'en matière de responsabilité. Les ODD exigent une révolution de données. De nouvelles technologies et des innovations dans les données et la collecte de données doivent venir compléter les statistiques traditionnelles. Pour que personne ne soit laissé pour compte, il faudra notamment des données ventilées par âge, sexe et groupe de revenus. Le Partenariat mondial pour le développement durable des données promeut la prise de décisions fondée sur les données en diffusant des données nouvelles et plus globales en vue d'aider à éliminer l'extrême pauvreté, à combattre le changement climatique et à assurer une vie saine pour tous.

Les technologies mobiles ont déjà transformé les sociétés du monde entier, et notamment les communautés et les pays les plus pauvres. Dans de nombreux cas, il s'agit d'autonomiser les femmes, de créer des emplois, d'obtenir plus d'indépendance financière, d'améliorer l'éducation et la production agricole, et de promouvoir la santé. Les téléphones portables ont permis aux gens de suivre les élections, d'obliger les gouvernements à assumer leurs responsabilités et même de sauver des vies lors de catastrophes naturelles. Aujourd'hui, grâce à la collecte et à l'analyse de données à grande échelle, l'industrie des communications mobiles est particulièrement bien placée pour aider les gouvernements nationaux à travailler pour la réalisation des ODD.

L'initiative Global Pulse de l'ONU a montré comment les données produites par les téléphones mobiles peuvent aider à localiser et à freiner la propagation de la faim et des maladies, à informer sur les solutions aux crises et à comprendre l'impact du changement climatique. L'industrie de la technologie peut apporter une aide significative dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en travaillant avec les gouvernements et la communauté internationale pour élargir la connectivité et l'accès aux communications et veiller à ce que les outils et les applications soient développés pour les communautés vulnérables. Cela peut se faire à travers l'utilisation responsable des données à des fins humanitaires et de développement, tout en protégeant la vie privée.

Responsabilité

Les données et informations sont des outils importants pour la mise en œuvre des ODD, mais elles contribueront également à la responsabilité. La collecte globale de données fiables, actuelles et de haute qualité sera primordiale pour le suivi des progrès au cours des 14 prochaines années. Le Groupe d'experts inter-institutionnels sur

les indicateurs relatifs aux Objectifs du Millénaire pour le développement a défini un ensemble d'indicateurs qui permettra de suivre les progrès de tous les ODD, et notamment du Défi Faim Zéro. Pour leur mise en œuvre, les programmes nationaux devront comporter des indicateurs pertinents pour chaque contexte.

La responsabilité quant aux ODD repose sur la relation entre les citoyens et leurs dirigeants. Les processus nationaux de suivi et d'examen doivent être exhaustifs, participatifs, ouverts et transparents. La société civile doit jouer un rôle central pour aider les citoyens à obliger les gouvernements à assumer leurs responsabilités.

Concernant l'ODD 2 et les autres Objectifs qui relèvent de son mandat, le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui facilite un dialogue multipartite inclusif, peut jouer un rôle important dans le suivi et l'examen global de l'Agenda 2030. Le CSA est bien placé pour informer le Forum politique de haut niveau sur le développement durable dans l'examen des progrès mondiaux, l'identification des leçons apprises, la formulation de recommandations et de conseils et l'identification des problèmes et des tendances émergentes.

Conclusion

Il est temps de réinventer la coopération au développement fondée sur l'aide au développement. Il faut engager l'ensemble de la société dans le travail de développement, afin que l'Agenda soit au centre de toute réflexion et qu'il obtienne le soutien citoyen si nécessaire à sa mise en œuvre. L'accomplissement de l'Objectif Faim Zéro nécessite une action qui place la dignité humaine au cœur de l'Agenda 2030. Il faudra développer des systèmes agricoles et alimentaires qui soient durables et résilients et qui bénéficient à tous et à la planète. Il faudra fixer des priorités sur la façon de réagir aux crises, tout en renforçant les capacités et la résilience des individus et des communautés. Le caractère global et universel de l'Objectif Faim Zéro, fondé sur le droit pour chacun d'avoir accès à des aliments sains et nutritifs, peut contribuer de manière significative aux transformations massives nécessaires pour réaliser cet ambitieux Agenda.

Étant donné la nature complexe et interdépendante des causes profondes de la pauvreté et de la faim, l'Agenda 2030 est l'outil le plus sûr pour accomplir l'Objectif Faim Zéro le plus rapidement possible. Avec une collaboration à tous les niveaux et en utilisant les progrès de la technologie, en employant des approches novatrices, et en veillant à ce que l'honnêteté, l'équité et la justice soient les principes sous-jacents de toutes nos actions, nous pouvons transformer notre monde et éradiquer la pauvreté et la faim, partout de manière définitive. Les objectifs sont ambitieux, mais ils ne sont pas impossibles. Ensemble, nous pouvons les transformer en réalité.

04



L'agricultrice Ses Souen, dans son champ de riz dans la province de Takeo au Cambodge. Une ONG locale, le Centre d'Étude et de Développement Agricole Cambodgien (CEDAC), soutient les initiatives d'auto-assistance fondées par les agriculteurs pour partager des technologies abordables pour une agriculture durable.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030 sont inextricablement liés les uns aux autres. Pour accomplir l'Objectif 2 : *éliminer la faim, réaliser la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable*, il faut aussi avancer sur les 16 autres ODD. Les recommandations suivantes mettent l'accent sur les moyens d'accomplir l'Objectif Faim Zéro dans le cadre de l'Agenda 2030.

Créer un engagement pangouvernemental pour l'Objectif Faim Zéro

- Intégrer les actions pour l'Objectif Faim Zéro dans les plans au développement nationaux, à travers des objectifs et des indicateurs pour la faim, la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable qui soient ambitieux, adaptés aux contextes nationaux et financés de manière adéquate.
- Travailler avec les ministères des Finances et de la Planification pour évaluer les investissements budgétaires nationaux nécessaires pour accomplir l'Objectif Faim Zéro ; trouver des voies de financement à long terme pour garantir des plans d'investissement durables.
- Instaurer une cohérence des politiques pour le développement durable au niveau national et international, en vue d'accomplir les impacts prévus en termes de réduction de la pauvreté et de malnutrition.
- Coordonner l'ensemble des secteurs et des programmes clés, à savoir l'agriculture, la nutrition, la santé, la protection sociale, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), pour accomplir l'Objectif Faim Zéro.
- Mettre l'accent sur l'éradication de la pauvreté, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les politiques agricoles nationales des pays touchés par la faim.
- Promouvoir une alimentation saine, diversifiée et durable par des politiques agricoles, environnementales et sociales qui définissent le type de nourriture produite et consommée.

Transformer nos systèmes alimentaires pour transformer notre monde

- Promouvoir des approches novatrices centrées sur l'individu, économiquement viables et durables, pour faire de l'agriculture une solution partielle au changement climatique.
- Améliorer les infrastructures, la technologie, le transport et les systèmes de distribution pour minimiser les pertes, ainsi

qu'élaborer des politiques efficaces pour réduire les déchets alimentaires et préserver les ressources naturelles.

- Mettre l'accent sur la production agricole pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle par la production de biomasse pour l'énergie et les matériaux dans toutes les politiques agricoles.
- Reformuler profondément les politiques agricoles dans les pays du Nord pour qu'ils ne freinent pas le développement des marchés agricoles dans les pays du Sud.
- Augmenter durablement la productivité agricole des petits exploitants en garantissant l'accès à la terre, aux marchés, aux connaissances et aux services financiers.

Ne laisser personne pour compte

- Remédier aux inégalités structurelles qui perdurent au sein des systèmes commerciaux et financiers internationaux.
- Garantir que les politiques et les programmes nationaux et internationaux soient conçus pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes de population les plus exclus.
- Renforcer la participation politique, économique et sociale des femmes et des autres groupes généralement exclus. Les gouvernements doivent abolir les lois, les politiques et les pratiques discriminatoires qui conduisent à des inégalités dans l'accès à l'éducation, aux services de santé, aux ressources de production et aux processus de prise de décision.

Mesurer, surveiller et responsabiliser

- Les organisations internationales et les gouvernements nationaux doivent promouvoir la collecte de données indépendantes, ouvertes, fiables et actualisées, entièrement ventilées par âge, sexe, revenu, origine ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique pour permettre de suivre et de remédier aux inégalités qui touchent les populations défavorisées.
- Dans les pays industrialisés, des indicateurs doivent être développés pour évaluer l'impact des politiques au niveau mondial, et en particulier dans le Sud.
- Les organisations internationales et la société civile doivent tenir les gouvernements responsables à travers des processus de suivi et d'examen nationaux, participatifs et transparents. Cela requiert la création d'un environnement libre et propice au développement de la société civile qui est soutenu par tous les gouvernements.

FORMULE POUR LE CALCUL DES SCORES DU GLOBAL HUNGER INDEX (GHI)

Le calcul des scores GHI se fait en trois étapes.

D'abord, la valeur de chacun des quatre indicateurs est déterminée à partir des données disponibles pour chaque pays. Ces quatre indicateurs sont les suivants

- Le pourcentage de la population sous-alimentée,
- Le pourcentage des enfants de moins de cinq ans atteints d'émaciation (poids trop faible par rapport à la taille),
- Le pourcentage des enfants de moins de cinq ans atteints d'un retard de croissance (taille trop petite par rapport à l'âge),
- Le pourcentage des enfants qui décèdent avant l'âge de cinq ans (mortalité infantile).

ÉTAPE 1 Définition des valeurs des indicateurs composant le GHI :

- PPS : proportion de la population sous-alimentée (en %)
- PEI : prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (en %)
- PRC : prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (en %)
- TMI : proportion des enfants qui décèdent avant l'âge de 5 ans (en %)

Deuxièmement, un score normalisé est attribué à chacun des quatre indicateurs en se basant sur des seuils définis légèrement au-dessus des valeurs nationales les plus élevées observées au niveau mondial pour chaque indicateur entre 1988 et 2013.¹ À titre d'exemple, l'estimation la plus élevée pour la sous-alimentation pour cette période est de 76,5 %. Ainsi, le seuil pour le score normalisé a été fixé un peu au-dessus, soit à 80 %.² Pour une année particulière, si un pays présente une prévalence de la sous-alimentation égale à 40 %, son score normalisé pour la sous-alimentation est de 50 % pour cette année. Autrement dit, la sous-alimentation dans ce pays se situe à mi-chemin entre zéro et le niveau maximum observé.

ÉTAPE 2 Indicateurs normalisés :

$$\begin{aligned} \text{PPS normalisée} &= \frac{\text{PPS}}{80} \times 100 \\ \text{PEI normalisée} &= \frac{\text{PEI}}{30} \times 100 \\ \text{PRC normalisée} &= \frac{\text{PRC}}{70} \times 100 \\ \text{TMI normalisée} &= \frac{\text{TMI}}{35} \times 100 \end{aligned}$$

Troisièmement, les scores normalisés sont agrégés afin de calculer le score GHI de chaque pays. La sous-alimentation et la mortalité infantile comptent respectivement pour un tiers du score GHI, tandis que les indicateurs de la sous-alimentation infantile (l'émaciation et le retard de croissance) comptent chacun pour un sixième.

ÉTAPE 3 Indicateurs agrégés :

$$\begin{aligned} &\frac{1}{3} \times \text{PPS normalisée} \\ &+ \frac{1}{6} \times \text{PEI normalisée} \\ &+ \frac{1}{6} \times \text{PRC normalisée} \\ &+ \frac{1}{3} \times \text{TMI normalisée} \\ \hline &= \text{Score GHI} \end{aligned}$$

On obtient des scores GHI sur une échelle de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire. Ces extrêmes n'existent pas dans la pratique. Un score égal à 100 signifierait que les niveaux de la sous-alimentation, de l'émaciation, des retards de croissance et de la mortalité infantiles seraient identiques aux seuils normalisés définis légèrement au-dessus des niveaux les plus élevés observés au cours des dernières décennies. Un score de 0 correspondrait à un pays où personne ne serait sous-alimenté, aucun enfant de moins de cinq ans

ne souffrirait ni d'émaciation ni de retard de croissance, ni ne décèderait avant sa cinquième année.

¹ Les seuils pour la normalisation ont été définis légèrement au-dessus des valeurs les plus élevées observées en prévision d'un possible futur dépassement de ces valeurs.

² Le seuil pour la sous-alimentation est de 80 et se base sur le maximum observé, soit 76,5 %. Le seuil pour le l'émaciation infantile est de 30 et se base sur le maximum observé, soit 26,0 %. Le seuil pour le retard de croissance est de 70, et se base sur le maximum observé, soit 68,2 %. Enfin le seuil pour la mortalité infantile est de 35 et se base sur le maximum observé, soit 32,6 %.

COMPOSANTES DU GLOBAL HUNGER INDEX 1992, 2000, 2008 ET 2016

GHI	Nombre de pays avec un GHI	Indicateurs	Années de référence	Sources des données
1992	96	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1991-1993 ^b	FAO, 2016c et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation	1990-1994 ^c	UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ^d ; et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints de retard de croissance	1990-1994 ^c	UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ^d ; et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	1992	UN IGME 2016
2000	115	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1999-2001 ^b	FAO, 2016c et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation	1998-2002 ^e	UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ^d ; et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints de retard de croissance	1998-2002 ^e	UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ^d ; et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	2000	UN IGME 2015
2008	118	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2007-2009 ^b	FAO, 2016c et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation	2006-2010 ^f	UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ^d ; et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints de retard de croissance	2006-2010 ^f	UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ^d ; et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	2008	UN IGME 2015
2016	118	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2014-2016 ^b	FAO, 2016c et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation	2011-2015 ^g	UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ^d ; et estimations des auteurs
		Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints de retard de croissance	2011-2015 ^g	UNICEF / OMS / Banque mondiale 2016 ; OMS 2016 ^d ; et estimations des auteurs
		Mortalité des enfants de moins de 5 ans	2015	UN IGME 2015

^a Proportion de la population souffrant de carences chroniques en calories.

^b Moyenne pour une période de trois ans. Les données pour la période 2014–2016 sont des estimations provisoires.

^c Données pour l'année la plus proche de 1992 ; lorsque les données de 1990 et 1994, ou de 1991 et 1993 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée.

^d Les données de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale en 2015 sont les données primaires. Celles de l'OMS 2016 ; UNICEF 2016a ; 2013 et 2009, et MEASURE DHS 2016 sont secondaires.

^e Données de l'année la plus proche de 2000 ; lorsque les données de 1998 et 2002, ou de 1999 et 2001 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée.

^f Données de l'année la plus proche de 2008 ; lorsque les données de 2006 et 2010, ou de 2007 et 2009 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée.

^g Dernières données recueillies pendant cette période.

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI) 1992, 2000, 2008 ET 2016

Pays	Proportion de la population sous-alimentée (%)				Prévalence de l'émaciation infantile pour les enfants de moins de 5 ans (%)				Proportion des retards de croissance pour les enfants de moins de 5 ans (%)				Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (%)			
	'91-'93	'99-'01	'07-'09	'14-'16	'90-'94	'98-'02	'06-'10	'11-'15	'90-'94	'98-'02	'06-'10	'11-'15	1992	2000	2008	2015
Afghanistan	35,6	45,2	27,7	26,8	11,4*	13,5*	8,9*	9,5	51,1*	54,7*	51,3*	40,9	16,8	13,7	11,0	9,1
Afrique du Sud	5,3*	4,6*	3,7*	1,7*	5,9*	4,5	4,7	3,4*	31,5	30,1	23,9	22,2*	5,8	7,5	6,8	4,1
Albanie	6,6*	6,1*	10,6*	8,5*	9,3*	12,2	9,4	6,0*	37,5*	39,2	23,1	15,7*	3,7	2,6	1,8	1,4
Algérie	7,4	8,7	6,1	2,9*	7,1	3,1	4,2*	4,1	22,9	23,6	13,2*	11,7	4,5	4,0	2,9	2,6
Angola	64,5	51,1	25,8	14,2	8,8*	8,6*	8,2	7,2*	52,8*	46,6*	29,2	33,5*	22,6	21,7	19,2	15,7
Arabie Saoudite	3,8*	1,2*	2,9*	1,2*	2,9	7,3*	6,1*	3,6*	21,4	15,5*	11,9*	3,4*	3,7	2,3	1,8	1,5
Argentine	1,7*	0,9*	1,5*	0,2*	1,6	1,7*	1,2	1,6*	7,1	8,7*	8,2	8,1*	2,6	2,0	1,5	1,3
Arménie	—	21,4	6,1	5,8	4,6*	2,5	4,2	3,3*	24,0*	17,7	20,8	12,9*	4,5	3,0	2,0	1,4
Azerbaïdjan	—	22,5	3,5*	1,7*	5,8*	9,0	6,8	3,1	29,1*	24,1	26,8	18,0	9,5	7,4	4,3	3,2
Bahreïn	—	—	—	—	7,0*	6,7*	5,3*	5,2*	15,3*	13,7*	9,2*	9,0*	2,2	1,3	0,9	0,6
Bangladesh	33,2	23,1	17,0	16,4	16,1	13,8	17,5	14,3	71,5	54,0	43,2	36,4	13,2	8,8	5,6	3,8
Bénin	27,7	23,9	13,0	7,5	11,5*	9,0	8,4	4,5	43,9*	39,1	44,7	34,0	17,0	14,5	11,6	10,0
Bhoutan	—	—	—	—	5,9*	2,5	4,7	4,4*	60,3*	47,7	34,9	26,9*	12,2	8,0	4,8	3,3
Biélorussie	—	2,2*	1,5*	0,8*	2,9*	2,3*	2,1*	2,2*	6,7*	5,4*	3,9*	3,7*	1,7	1,4	0,7	0,5
Bolivie	35,9	34,6	28,0	15,9	3,6	1,6	1,4	1,6	37,1	33,1	27,2	18,1	11,5	8,0	5,2	3,8
Bosnie-Herzégovine	—	4,1*	2,2*	0,9*	5,9*	7,4	4,0	2,3	18,4*	12,1	11,8	8,9	—	0,9	0,8	0,5
Botswana	26,7	35,6	32,5	24,1	12,2*	6,0	7,2	5,8*	37,3*	29,1	31,4	23,2*	5,9	8,3	6,2	4,4
Bésil	14,3	12,3	2,6*	1,6*	2,7*	2,2*	1,6	1,6*	14,2*	10,1*	7,1	6,1*	5,5	3,2	1,8	1,6
Bulgarie	5,3*	7,7*	8,8*	9,0*	3,8*	3,4*	3,3*	3,2*	11,7*	9,9*	8,1*	7,5*	2,3	2,1	1,4	1,0
Burkina Faso	24,5	26,6	24,2	20,7	15,5	15,7	11,3	10,9	40,7	45,5	35,1	32,9	20,2	18,6	13,0	8,9
Burundi	—	—	—	—	7,2*	8,2	7,3*	6,1	59,1*	63,1	58,0*	57,5	17,4	15,2	10,9	8,2
Cambodge	29,7	32,0	17,5	14,2	13,9*	16,9	8,9	9,6	58,6*	49,2	39,5	32,4	11,8	10,8	5,2	2,9
Cameroun	37,5	32,3	16,9	9,9	4,5	6,2	7,3	5,2	36,3	38,2	36,4	31,7	14,3	15,0	11,3	8,8
Rép. centrafricaine	47,6	44,1	37,1	47,7	9,8*	10,5	12,2	7,4	42,8*	44,6	45,1	40,7	17,6	17,5	15,8	13,0
Chili	8,1	4,7*	4,0*	2,5*	0,5	0,5	0,3	0,3	4,2	2,9	2,0	1,8	1,6	1,1	0,9	0,8
Chine	24,5	16,2	14,1	9,3	3,9	2,5	2,6	2,1*	38,0	17,8	9,8	6,8*	5,2	3,7	1,9	1,1
Colombie	13,8	9,9	9,2	8,8	1,6*	1,1	0,9	1,0*	22,4*	18,1	12,7	11,5*	3,3	2,5	2,0	1,6
Comores	—	—	—	—	5,3	13,3	9,2*	11,1	38,5	46,9	39,8*	32,1	11,7	10,1	9,1	7,4
Rép. dém. Congo	—	—	—	—	11,4*	20,9	14,0	8,1	44,1*	44,4	45,8	42,6	18,2	16,1	12,5	9,8
Congo	43,3	35,9	33,3	30,5	6,5*	6,9*	7,3*	8,2	28,2*	28,7*	29,5*	21,2	9,7	12,2	7,3	4,5
Corée du Nord	24,7	37,9	39,5	41,6	9,1*	12,2	5,2	4,0	43,5*	51,0	32,4	27,9	5,5	6,0	3,2	2,5
Costa Rica	5,4	5,2	5,2	3,8*	2,1*	1,7*	1,0	1,1*	11,3*	8,0*	5,6	3,5*	1,6	1,3	1,0	1,0
Côte d'Ivoire	10,8	14,9	14,1	13,3	8,3	6,9	14,0	7,6	34,2	31,5	39,0	29,6	15,3	14,6	11,7	9,3
Croatie	—	10,5*	1,8*	2,5*	1,6	1,3*	1,2*	1,2*	1,3	1,4*	1,0*	1,1*	1,1	0,8	0,6	0,4
Cuba	9,0	5,6	2,2*	0,8*	3,3*	2,4	2,4*	2,1*	8,3*	7,0	6,0*	4,9*	1,2	0,8	0,6	0,6
Djibouti	76,8	52,4	26,2	15,9	18,1*	19,4	17,0	21,5	34,1*	26,5	33,0	33,5	11,5	10,1	8,1	6,5
Rép. dominicaine	32,1	30,7	20,5	12,3	2,2	1,5	2,3	2,4	21,2	8,0	10,1	7,1	5,6	4,1	3,5	3,1
Égypte	3,9*	2,7*	3,5*	1,9*	4,3	6,9	7,9	9,5	33,1	24,6	30,7	22,3	7,8	4,7	3,1	2,4
Equateur	19,4	17,8	17,1	10,9	3,0*	3,2	2,5*	2,3	37,3*	32,5	27,1*	25,2	5,2	3,4	2,7	2,2
Érythrée	—	—	—	—	11,8	14,9	15,3	12,5*	69,6	43,7	50,3	49,1*	—	8,9	6,0	4,7
Estonie	—	4,2*	2,7*	2,0*	4,9*	2,7*	2,5*	2,6*	9,3*	4,3*	3,6*	3,2*	1,9	1,1	0,6	0,3
Ethiopie	75,2	57,9	41,1	32,0	9,2	12,4	10,7*	8,7	66,9	57,4	48,8*	40,4	19,5	14,5	8,7	5,9
Fidji	6,1	4,7*	4,5*	4,5*	9,8	8,0*	6,5*	6,6*	4,3	5,8*	4,1*	3,7*	2,8	2,5	2,4	2,2
Gabon	9,5	4,3*	4,2*	2,7*	3,9*	4,3	3,9*	3,4	26,7*	26,3	21,6*	17,5	9,1	8,5	6,9	5,1
Gambie	13,5	14,1	13,1	5,3	9,4*	8,9	8,4	11,1	31,5*	24,1	25,5	25,0	15,9	11,9	8,7	6,9
Géorgie	—	14,8	6,8	7,4	3,6*	3,1	1,6	2,4*	22,6*	16,1	11,3	10,9*	4,7	3,6	1,9	1,2
Ghana	36,9	17,5	8,3	2,3*	10,9	9,9	8,7	4,7	41,2	31,3	28,6	18,7	12,0	10,1	8,0	6,2
Guatemala	15,4	22,1	15,1	15,6	2,2*	3,7	1,1	0,7	58,2*	50,0	48,0	46,5	7,3	5,1	3,7	2,9
Guinée	22,8	27,2	19,8	16,4	10,1*	10,3	8,3	7,8	39,9*	46,9	40,0	33,5	22,6	17,0	12,1	9,4
Guinée-Bissau	21,8	28,4	25,1	20,7	9,0*	11,8	4,8	6,0	42,6*	36,1	27,7	27,6	22,0	17,8	12,8	9,3
Guyane	22,0	10,4	11,2	10,6	9,2*	12,1	6,8	6,4	18,4*	13,8	18,9	12,0	5,7	4,7	4,2	3,9
Haïti	61,5	55,2	54,4	53,4	5,9	5,6	10,3	5,2	40,1	28,3	29,7	21,9	13,8	10,5	8,3	6,9
Honduras	22,7	19,0	15,3	12,2	2,1	1,2	1,4	1,4	42,5	34,5	29,9	22,7	5,3	3,7	2,7	2,0
Inde	22,2	17,0	17,2	15,2	20,0	17,1	20,0	15,1	61,9	54,2	47,9	38,7	11,9	9,1	6,6	4,8
Indonésie	19,0	17,2	17,7	7,6	14,1*	5,5	14,8	13,5	53,3*	42,4	40,1	36,4	7,7	5,2	3,6	2,7
Iran	4,2*	5,2	6,6	3,2*	9,2*	6,1	4,0*	4,0	23,9*	20,4	7,8*	6,8	5,2	3,5	2,1	1,6
Irak	13,5	24,6	26,6	22,8	4,4	6,6	5,8	7,4	27,6	28,3	27,5	22,6	5,2	4,5	3,8	3,2
Jamaïque	10,5	7,8	7,6	8,1	3,2	3,0	2,1	3,0	14,7	6,6	5,2	5,7	2,9	2,2	1,9	1,6
Jordanie	5,8	7,0	2,2*	1,8*	3,8	2,5	1,6	2,4	20,5	12,0	8,3	7,8	3,4	2,8	2,2	1,8
Kazakhstan	—	4,4*	3,2*	2,5*	4,9*	2,5	4,9	4,1	20,7*	13,9	17,5	13,1	5,3	4,4	2,6	1,4
Kenya	35,3	32,3	25,7	21,2	7,1	7,4	7,0	4,0	40,2	41,0	35,2	26,0	10,8	10,8	7,0	4,9
Kirghizistan	—	15,2	9,1	6,0	8,5	3,5*	1,3	2,8	27,4*	27,1*	22,6	12,9	6,5	4,9	3,4	2,1
Koweït	43,6	1,9*	1,7*	3,1*	5,1*	2,2	2,2	2,4	14,5*	4,0	5,1	5,8	1,6	1,3	1,1	0,9
Laos	43,6	39,2	24,7	18,5	11,8	17,5	7,3	6,4	53,6	48,2	47,6	43,8	15,4	11,8	8,6	6,7
Lesotho	15,2	13,0	11,2	11,2	3,2	6,7	3,9	2,8	39,2	53,0	42,0	33,2	8,9	11,7	11,7	9,0
Lettonie	—	5,4*	1,3*	1,4*	5,4*	2,8*	2,5*	2,4*	7,1*	5,0*	3,5*	3,2*	2,3	1,7	1,1	0,8
Liban	2,1*	1,8*	3,7*	3,0*	5,1*	4,6*	4,3*	4,0*	20,1*	15,8*	13,8*	12,0*	3,0	2,0	1,1	0,8

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI) 1992, 2000, 2008 ET 2016

Pays	Proportion de la population sous-alimentée (%)				Prévalence de l'émaciation infantile pour les enfants de moins de 5 ans (%)				Proportion des retards de croissance pour les enfants de moins de 5 ans (%)				Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (%)			
	'91-'93	'99-'01	'07-'09	'14-'16	'90-'94	'98-'02	'06-'10	'11-'15	'90-'94	'98-'02	'06-'10	'11-'15	1992	2000	2008	2015
Libéria	27,6	36,5	36,6	31,9	6,7*	7,4	7,8	5,6	42,7*	45,3	39,4	32,1	25,5	18,2	10,1	7,0
Libye	—	—	—	—	—	7,4*	6,5	6,4*	—	26,2*	21,0	23,3*	3,8	2,8	1,9	1,3
Lituanie	—	3,2*	2,1*	1,4*	5,8*	2,7*	2,5*	2,4*	9,3*	5,2*	3,6*	3,1*	2,0	1,2	0,8	0,5
Macédoine	—	8,4*	3,7*	2,4*	3,9*	1,7	2,8*	4,3	12,0*	8,0	8,2*	7,7	3,4	1,6	1,2	0,6
Madagascar	29,1	34,8	31,9	33,0	6,4	10,9*	10,3*	9,5*	60,9	55,6*	49,2	48,6*	15,1	10,9	6,7	5,0
Malaisie	4,1*	2,6*	3,9*	2,0*	18,2*	15,3	12,4*	10,2*	28,7*	20,7	17,2	10,8*	1,5	1,0	0,8	0,7
Malawi	45,7	28,6	23,1	20,7	6,6	6,8	1,8	3,8	55,8	54,6	48,8	42,4	22,7	17,4	10,0	6,4
Mali	17,3	13,9	6,3	4,1*	15,1*	12,6	15,3	11,6*	46,4*	42,7	38,5	37,7*	24,7	22,0	14,8	11,5
Ile Maurice	8,0	7,1	5,2	4,9*	15,8*	15,0*	14,9*	13,3*	14,1*	12,9*	11,8*	10,2*	2,1	1,9	1,6	1,4
Mauritanie	14,4	11,5	9,2	5,6	17,4	15,3	8,1	11,6	54,8	39,5	23,0	22,0	11,5	11,4	10,3	8,5
Maroc	6,7	6,5	5,4	4,4*	2,6	4,2*	3,5*	2,3	29,9	24,3*	18,3*	14,9	7,3	5,0	3,6	2,8
Mexique	6,8	4,4*	4,6*	4,3*	3,4*	2,3	2,0	1,6	24,5*	21,7	15,5	13,6	4,2	2,6	1,8	1,3
Moldavie	—	17,0*	15,2*	12,2*	5,2*	3,9*	3,3*	1,9	13,6*	12,3*	8,4*	6,4	3,4	3,1	1,8	1,6
Mongolie	37,1	38,2	30,1	20,5	2,4	7,1	1,7	1,0	33,1	29,8	15,5	10,8	9,8	6,3	3,5	2,2
Monténégro	—	—	0,2*	0,3*	—	—	4,2	2,8	—	—	7,9	9,4	—	—	0,8	0,5
Mozambique	58,8	42,0	35,0	25,3	10,5*	6,8	4,2	6,1	55,3*	49,6	43,7	43,1	23,2	17,1	11,4	7,9
Myanmar	62,7	52,4	26,4	14,2	12,7	10,7	7,9	7,1*	53,6	40,8	35,1	31,0*	10,4	8,2	8,7	5,0
Namibie	36,7	30,4	30,5	42,3	9,6	10,0	7,5	7,1	35,7	29,5	29,6	23,1	7,0	7,6	6,0	4,5
Népal	23,4	22,2	13,3	7,8	11,9*	11,3	12,7	11,3	61,6*	57,1	49,3	37,4	12,7	8,1	5,1	3,6
Nicaragua	52,7	34,8	21,5	16,6	2,4	2,3	1,5	1,1*	29,6	25,2	23,0	15,5*	6,1	4,0	2,8	2,2
Niger	31,0	22,8	12,8	9,5	18,9	16,2	12,9	18,7	48,3	54,2	47,0	43,0	31,4	22,7	14,1	9,6
Nigeria	17,9	9,2	5,9	7,0	20,6	17,6	14,4	7,9	43,8	39,7	41,0	32,9	21,2	18,7	14,1	10,9
Oman	19,0	13,2	7,9	4,1*	7,8	7,3	7,1	7,5	24,2	12,9	9,8	14,1	3,2	1,7	1,2	1,2
Ouganda	24,4	28,4	24,8	25,5	6,0*	5,0	6,3	4,3	44,7*	44,8	38,7	34,2	18,0	14,8	8,6	5,5
Ouzbékistan	—	11,5	9,4	4,2*	7,6*	8,9	4,5	5,8*	29,8*	25,3	19,6	18,7*	7,1	6,3	4,9	3,9
Pakistan	25,7	22,4	22,2	22,0	12,5	14,2	12,6*	10,5	54,5	41,5	40,6*	45,0	13,4	11,2	9,6	8,1
Panama	25,9	27,4	18,4	9,5	1,6*	1,3*	1,2	0,9*	28,0*	22,3*	19,1	13,6*	2,9	2,6	2,1	1,7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	—	—	—	—	8,6*	8,3*	8,1*	14,3	50,1*	48,0*	47,2*	49,5	8,7	7,9	7,0	5,7
Paraguay	19,9	13,3	11,9	10,4	0,6	2,2*	1,7*	2,6	18,3	17,7*	14,1*	10,9	4,3	3,4	2,6	2,1
Pérou	28,1	21,6	15,4	7,5	1,9	1,1	0,8	0,6	37,3	31,3	28,2	14,6	7,1	3,9	2,3	1,7
Philippines	27,0	21,3	13,8	13,5	8,8	8,0	6,9	7,9	40,9	38,3	32,3	30,3	5,2	4,0	3,3	2,8
Qatar	—	—	—	—	—	2,7*	2,0*	2,0*	—	3,1*	1,1*	1,0*	1,8	1,2	1,0	0,8
Roumanie	2,9*	1,4*	0,6*	0,8*	3,3	4,3	3,3*	3,3*	11,2	12,8	9,8*	9,5*	3,5	2,7	1,6	1,1
Fédération de Russie	—	4,9*	1,3*	0,7*	5,6*	4,4*	3,8*	4,5*	17,8*	15,9*	12,0*	12,8*	2,6	2,3	1,4	1,0
Rwanda	53,9	60,6	42,8	31,6	5,0	8,3	4,3*	2,2	56,8	47,5	43,0*	37,9	16,6	18,4	7,8	4,2
Salvador	15,1	12,5	11,2	12,4	1,4	1,5	1,6	2,0	29,5	32,3	20,6	14,0	5,3	3,2	2,2	1,7
Sénégal	25,5	29,4	16,6	10,0	9,0	10,0	8,3*	5,8	34,4	29,5	23,8*	19,4	13,9	13,5	7,6	4,7
Serbie	—	—	7,4*	6,9*	—	—	4,0	3,9	—	—	7,4	6,0	—	—	0,8	0,7
Sierra Leone	41,7	38,0	32,4	22,3	10,2	11,6	10,5	9,4	40,9	38,4	37,4	37,9	26,3	23,6	17,9	12,0
Slovaquie	—	5,4*	5,1*	4,8*	5,3*	3,9*	3,2*	2,9*	10,1*	9,0*	5,2*	4,2*	—	1,2	0,9	0,7
Somalie	—	—	—	—	—	19,3	14,9	—	—	29,2	25,9	—	17,5	17,4	16,9	13,7
Soudan	—	—	—	—	—	—	—	16,3	—	—	—	38,2	—	—	—	7,0
Soudan du sud	—	—	—	—	—	—	—	23,8*	—	—	—	33,7*	—	—	—	9,3
Sri Lanka	31,3	29,9	27,6	22,0	17,5	15,5	13,3	21,4	29,7	18,4	18,3	14,7	2,1	1,6	1,2	1,0
Suriname	14,5	14,1	10,1	8,0	7,0*	7,0	4,9	4,9*	14,0*	14,5	9,8	8,6*	4,5	3,4	2,6	2,1
Swaziland	16,6	21,7	21,3	26,8	2,2*	1,7	1,1	2,0	38,2*	36,6	40,4	25,5	7,9	12,8	11,4	6,1
Syrie	—	—	—	—	10,0	4,9	11,5	—	32,9	24,3	27,5	—	3,4	2,3	1,7	1,3
Tadjikistan	—	38,8	38,2	33,2	11,0*	9,4	5,5	9,9	41,1*	42,1	34,0	26,8	11,6	9,3	5,6	4,5
Tanzanie	24,8	36,8	33,8	32,1	7,9	5,6	2,7	3,8	49,7	48,3	43,0	34,7	16,3	13,1	7,4	4,9
Tchad	56,4	40,1	40,8	34,4	15,2*	13,9	15,7	13,0	44,6*	39,3	38,7	39,9	20,9	19,0	16,8	13,9
Thaïlande	33,2	19,0	9,7	7,4	7,3	6,4*	4,7	6,7	21,1	19,5*	15,7	16,3	3,3	2,3	1,6	1,2
Timor oriental	—	—	33,1	26,9	—	13,7	24,5	11,0	—	55,7	53,9	50,2	—	—	7,0	5,3
Togo	41,3	29,2	22,3	11,4	11,6*	12,4	6,0	6,7	33,8*	33,2	26,9	27,5	14,2	12,1	9,6	7,8
Trinité-et-Tobago	13,2	13,0	10,7	7,4	6,6*	5,2	4,9*	4,7*	8,0*	5,3	3,9*	3,6*	3,0	2,9	2,5	2,0
Tunisie	1,0*	0,8*	0,9*	0,4*	5,3*	2,9	3,4	2,8	21,7*	16,8	9,0	10,1	5,3	3,2	1,9	1,4
Turkménistan	—	9,0	4,9*	3,2*	8,4*	7,1	7,2	5,5*	28,8*	28,1	18,9	12,9*	9,0	8,2	6,4	5,1
Turquie	0,5*	0,8*	0,3*	0,2*	3,8	3,0	0,8	1,7	24,1	19,1	12,3	9,5	6,6	4,0	2,2	1,4
Ukraine	—	4,1*	1,3*	1,2*	2,0*	8,2	1,5*	1,6*	9,8*	22,9	7,5*	7,6*	2,0	1,9	1,3	0,9
Uruguay	6,4	4,0*	3,7*	3,3*	2,7*	2,3	2,5	1,3	15,7*	12,8	10,8	10,7	2,2	1,7	1,3	1,0
Vénézuéla	13,2	16,6	2,6*	1,3*	4,3	3,9	4,5	3,5*	18,3	17,4	14,6	12,8*	2,8	2,2	1,7	1,5
Vietnam	44,8	28,1	16,8	11,0	6,7	9,0	9,7	5,7	61,4	43,0	30,5	19,4	4,7	3,4	2,6	2,2
Yémen	28,6	29,6	27,7	26,1	14,3	15,8*	14,4*	16,2	52,4	54,6*	47,0*	46,8	12,0	9,5	6,1	4,2
Zambie	34,9	42,9	53,5	47,8	6,3	5,7	5,6	6,3	46,4	57,9	45,8	40,0	18,9	16,3	9,3	6,4
Zimbabwe	44,4	43,7	37,3	33,4	5,3	8,5	3,8	3,2	28,5	33,7	35,1	26,8	8,3	10,6	9,5	7,1

Note : Les données sur la sous-alimentation pour la période 2014–2016 sont des estimations provisoires. – = Données non présentées ou indisponibles. Certains pays, comme les états post-soviétiques avant 1991, n'existaient pas selon les frontières actuelles dans l'année ou période de référence donnée.

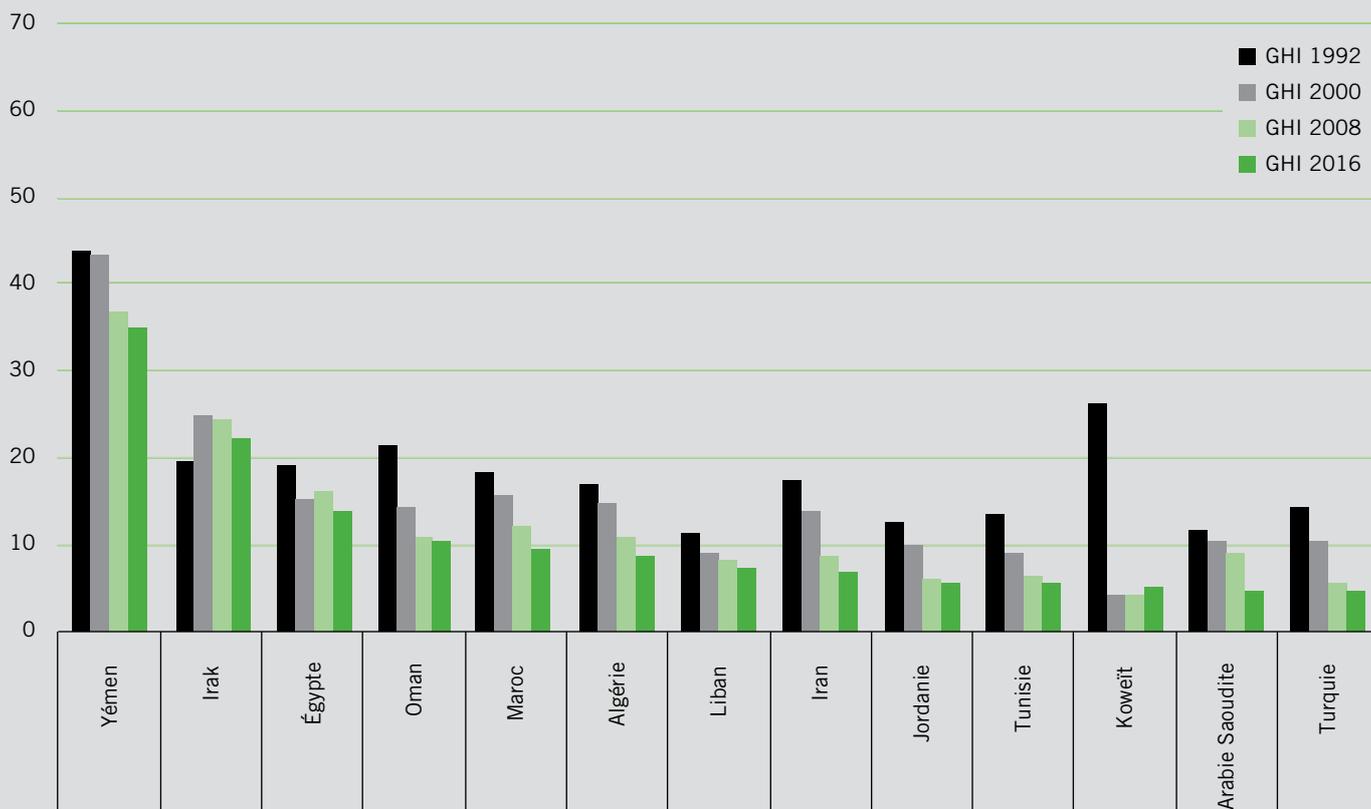
* estimations de l'IFPRI

SCORES GHI 2016

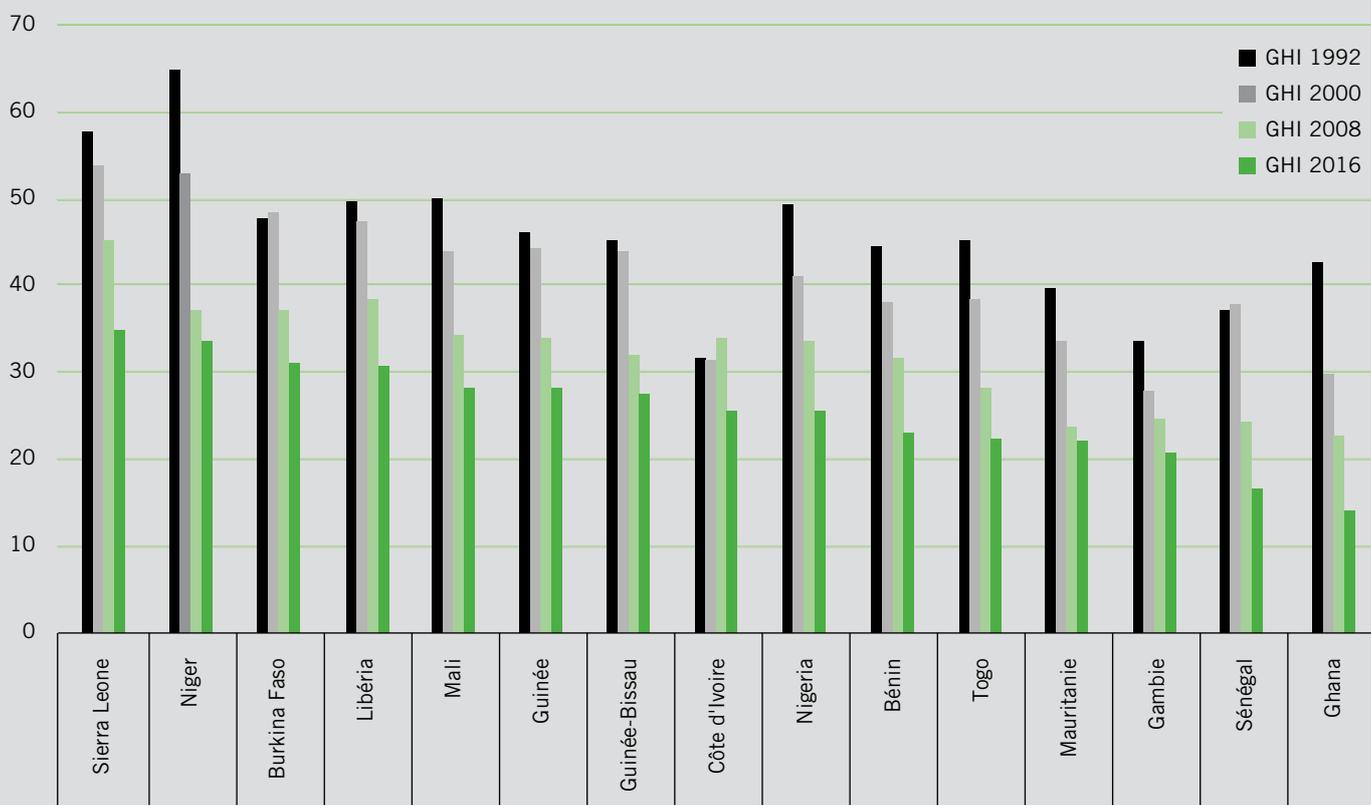
Pays	1992				2000				2008				2016			
	avec des données de	'90-'94	'98-'02	'06-'10	'11-'16	avec des données de	'90-'94	'98-'02	'06-'10	'11-'16	avec des données de	'90-'94	'98-'02	'06-'10	'11-'16	
Afghanistan		49,3	52,4	39,2	34,8	Liban		11,4	9,0	8,3	7,1					
Afrique du Sud		18,5	18,7	16,3	11,8	Libéria		49,7	47,4	38,6	30,7					
Albanie		20,4	21,1	16,9	11,9	Libye		—	—	—	—					
Algérie		16,8	14,8	10,8	8,7	Lituanie		—	5,2	<5	<5					
Angola		65,9	57,8	40,5	32,8	Macédoine		—	7,9	6,2	5,8					
Arabie Saoudite		11,8	10,4	9,1	<5	Madagascar		44,6	44,2	37,1	35,4					
Argentine		5,8	5,3	<5	<5	Malaisie		20,1	15,5	13,4	9,7					
Arménie		—	17,4	11,7	8,7	Malawi		57,6	45,3	31,8	26,9					
Azerbaïdjan		—	27,2	15,7	9,8	Mali		50,2	43,9	34,4	28,1					
Bahreïn		—	—	—	—	Ile Maurice		17,5	16,2	14,8	13,2					
Bangladesh		52,4	38,5	32,4	27,1	Mauritanie		39,7	33,6	23,6	22,1					
Bénin		44,6	38,1	31,8	23,2	Maroc		18,3	15,6	12,0	9,3					
Bhoutan		—	—	—	—	Mexique		14,6	10,8	8,4	7,2					
Biélorussie		—	<5	<5	<5	Moldavie		—	15,1	11,9	9,2					
Bolivie		36,7	30,8	23,9	15,4	Mongolie		34,0	33,0	20,5	13,8					
Bosnie-Herzégovine		—	9,6	6,7	<5	Monténégro		—	—	5,1	<5					
Botswana		32,4	33,0	30,9	23,0	Mozambique		65,6	49,4	38,2	31,7					
Brésil		16,1	11,8	5,4	<5	Myanmar		55,8	45,3	32,0	22,0					
Bulgarie		9,3	9,5	8,8	8,3	Namibie		35,8	32,5	29,6	31,4					
Burkina Faso		47,7	48,4	37,1	31,0	Népal		43,1	36,8	29,2	21,9					
Burundi		—	—	—	—	Nicaragua		36,1	25,6	17,9	13,3					
Cambodge		45,3	44,7	26,6	21,7	Niger		64,8	53,0	37,1	33,7					
Cameroun		40,4	40,3	30,5	22,9	Nigeria		49,5	40,9	33,6	25,5					
Rép. Centrafricaine		52,2	51,5	48,0	46,1	Oman		21,1	14,2	10,7	10,4					
Chili		6,2	<5	<5	<5	Ouganda		41,3	39,4	31,2	26,4					
Chine		26,4	15,9	11,5	7,7	Ouzbékistan		—	21,8	15,8	13,1					
Colombie		15,1	11,4	9,3	8,5	Pakistan		43,4	37,8	35,1	33,4					
Comores		—	—	—	—	Panama		21,1	19,9	14,9	9,3					
Rép. dém. Congo		—	—	—	—	Papouasie-Nouvelle-Guinée		—	—	—	—					
Congo		37,6	37,2	31,9	26,6	Paraguay		17,1	14,2	11,7	10,4					
Corée du Nord		30,9	40,4	30,1	28,6	Pérou		28,4	20,8	15,8	8,6					
Costa Rica		7,6	6,3	5,0	<5	Philippines		30,8	26,2	20,4	19,9					
Côte d'Ivoire		31,8	31,4	34,1	25,7	Qatar		—	—	—	—					
Croatie		—	6,2	<5	<5	Roumanie		9,0	8,6	5,9	5,5					
Cuba		8,7	6,1	<5	<5	Fédération de Russie		—	10,5	6,8	6,8					
Djibouti		61,1	48,5	35,9	32,7	Rwanda		54,6	58,7	37,9	27,4					
Rép. dominicaine		25,0	19,4	15,6	11,1	Salvador		19,1	16,8	12,6	11,2					
Égypte		19,3	15,3	16,1	13,7	Sénégal		37,1	37,7	24,4	16,5					
Equateur		23,6	20,2	17,5	13,9	Serbie		—	—	7,8	7,1					
Érythrée		—	—	—	—	Sierra Leone		57,8	53,9	45,3	35,0					
Estonie		—	5,3	<5	<5	Slovaquie		—	7,7	6,0	5,3					
Ethiopie		70,9	58,5	43,0	33,4	Somalie		—	—	—	—					
Fidji		11,7	10,2	8,7	8,5	Soudan		—	—	—	—					
Gabon		21,1	18,5	15,6	12,0	Soudan du sud		—	—	—	—					
Gambie		33,5	27,9	24,5	20,9	Sri Lanka		31,8	27,0	24,4	25,5					
Géorgie		—	15,2	8,2	8,2	Suriname		17,5	16,5	11,7	10,1					
Ghana		42,7	29,9	22,7	13,9	Swaziland		24,8	30,9	30,0	24,2					
Guatemala		28,4	28,0	21,9	20,7	Syrie		—	—	—	—					
Guinée		46,1	44,4	33,9	28,1	Tadjikistan		—	40,3	32,4	30,0					
Guinée-Bissau		45,2	43,9	31,9	27,4	Tanzanie		42,1	42,4	32,9	28,4					
Guyane		24,1	18,8	16,9	14,5	Tchad		62,5	51,9	50,9	44,3					
Haïti		51,6	42,8	43,4	36,9	Thaïlande		26,1	18,3	11,9	11,8					
Honduras		25,8	20,3	16,8	13,2	Timor oriental		—	—	46,9	34,3					
Inde		46,4	38,2	36,0	28,5	Togo		45,2	38,5	28,2	22,4					
Indonésie		35,8	25,3	28,6	21,9	Trinité-et-Tobago		13,9	12,3	10,5	8,5					
Iran		17,5	13,7	8,8	6,7	Tunisie		13,6	9,0	6,2	5,5					
Irak		19,6	24,9	24,5	22,0	Turkménistan		—	22,2	16,6	12,3					
Jamaïque		12,4	8,6	7,4	7,9	Turquie		14,3	10,4	5,6	<5					
Jordanie		12,6	9,8	5,9	5,7	Ukraine		—	13,5	<5	<5					
Kazakhstan		—	10,7	10,7	7,8	Uruguay		10,0	7,6	6,7	5,6					
Kenya		38,5	37,6	29,6	21,9	Vénézuela		14,9	15,3	8,7	7,0					
Kirghizistan		—	19,4	13,1	9,1	Vietnam		41,5	30,2	22,1	14,5					
Koweït		26,0	<5	<5	<5	Yémen		43,8	43,2	36,5	35,0					
Laos		52,2	48,8	33,9	28,1	Zambie		47,1	50,4	45,2	39,0					
Lesotho		25,9	32,9	28,0	22,7	Zimbabwe		36,1	41,0	35,1	28,8					
Lettonie		—	6,6	<5	<5											

Note : — = Données non présentées ou indisponibles. Certains pays, comme les états post-soviétiques avant 1991, n'existaient pas selon leurs frontières actuelles dans l'année ou période de référence donnée.

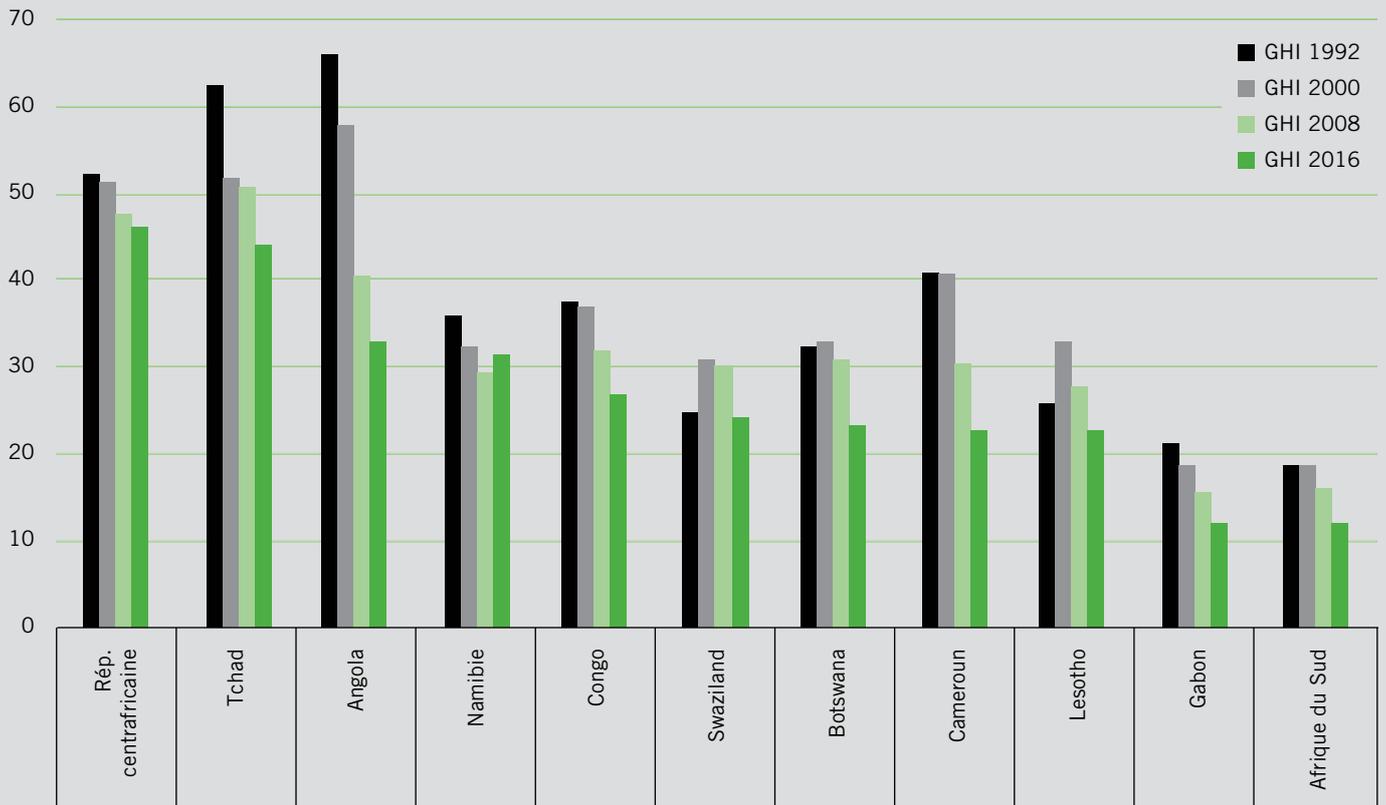
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



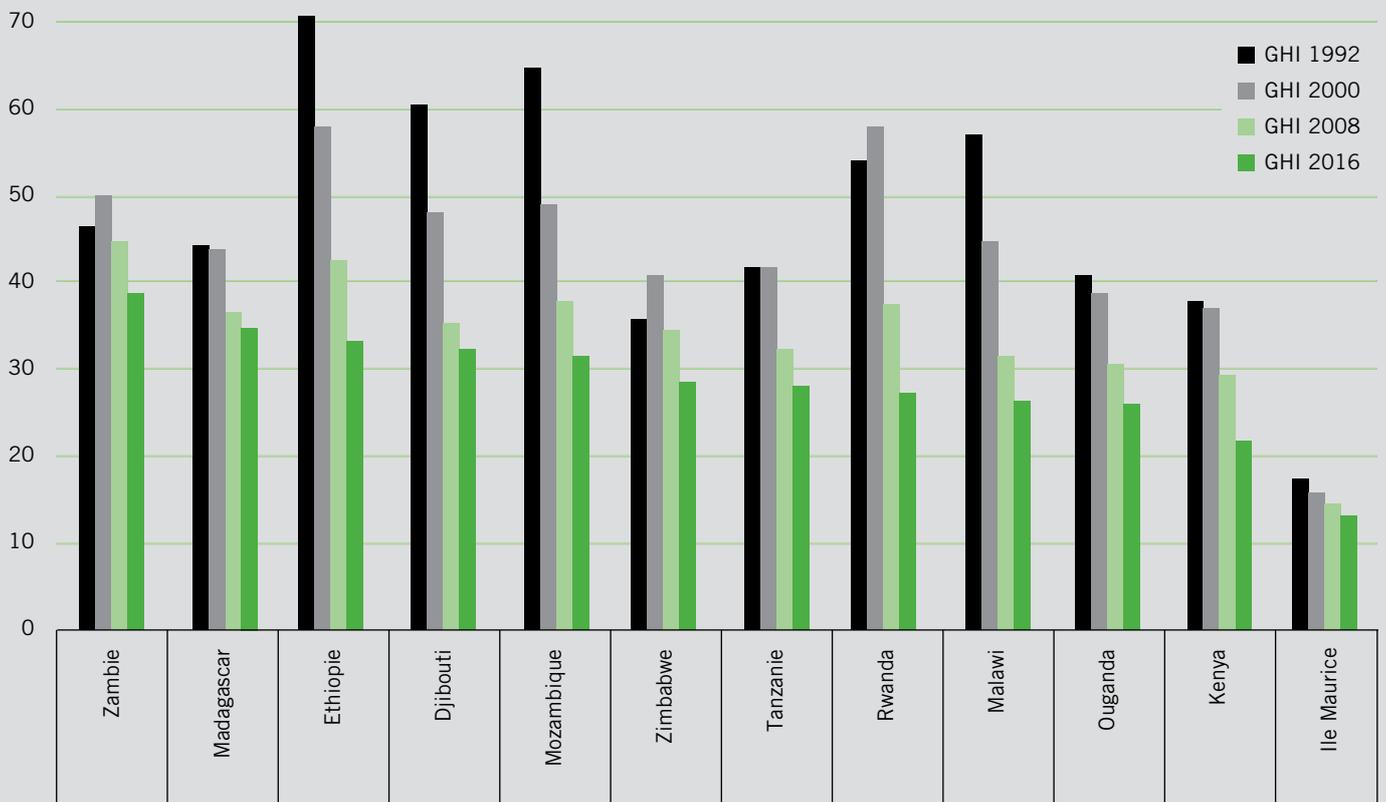
AFRIQUE DE L'OUEST



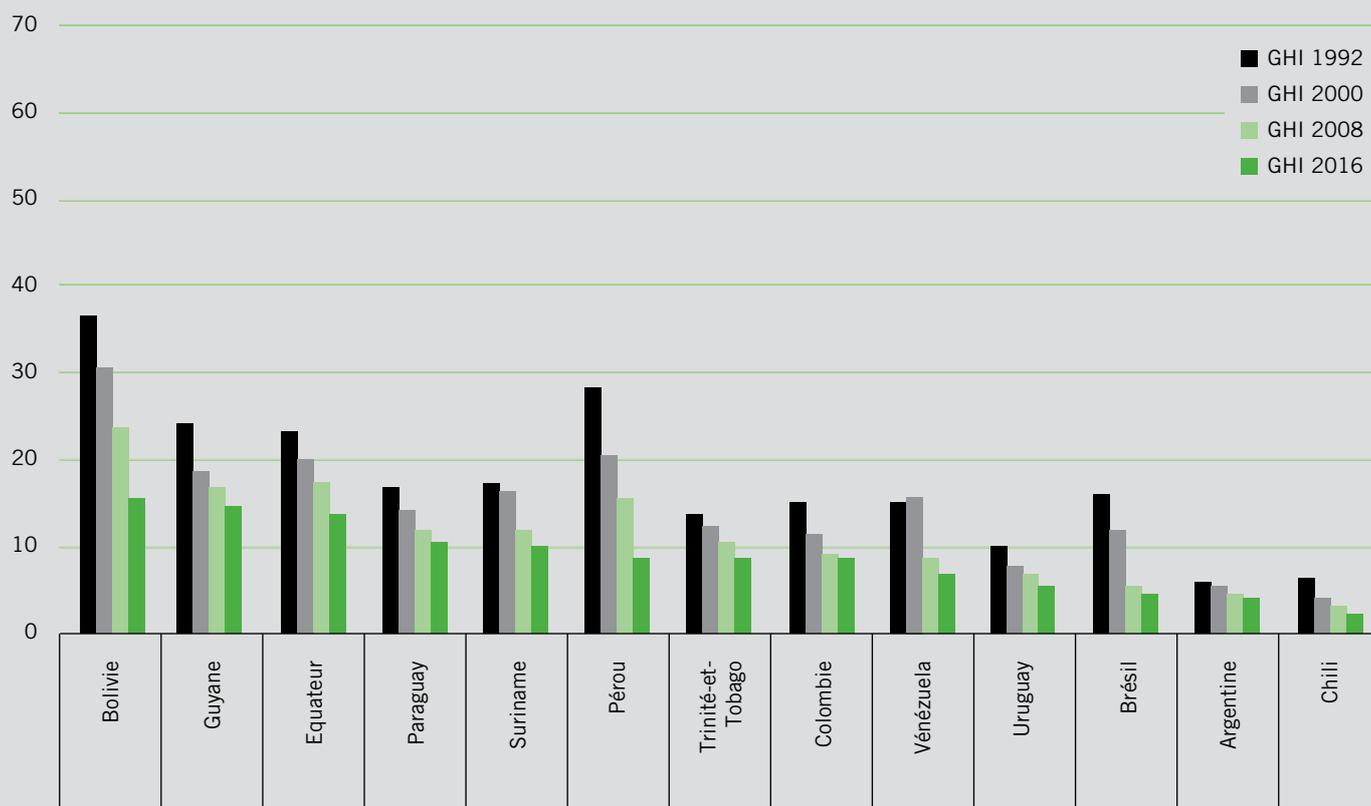
AFRIQUE CENTRALE ET DU SUD



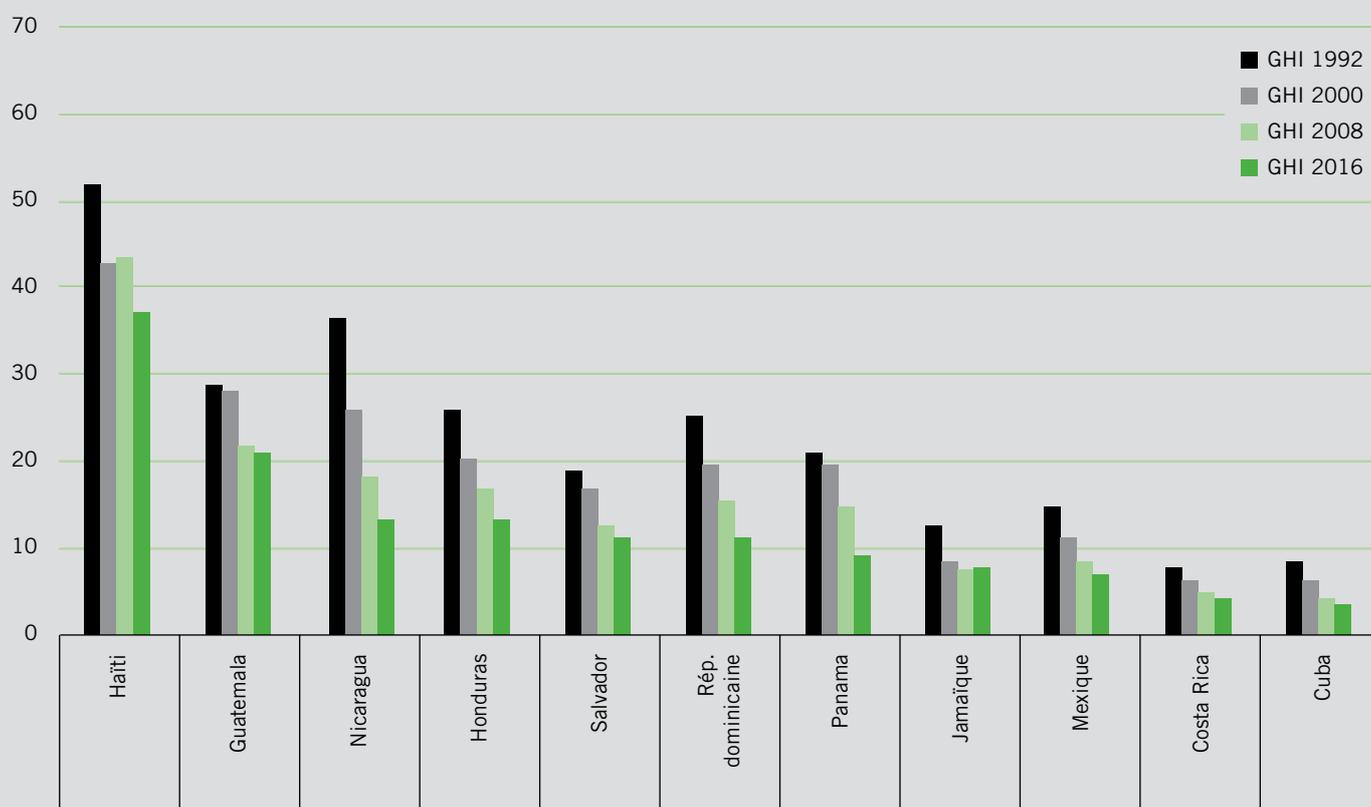
AFRIQUE DE L'EST



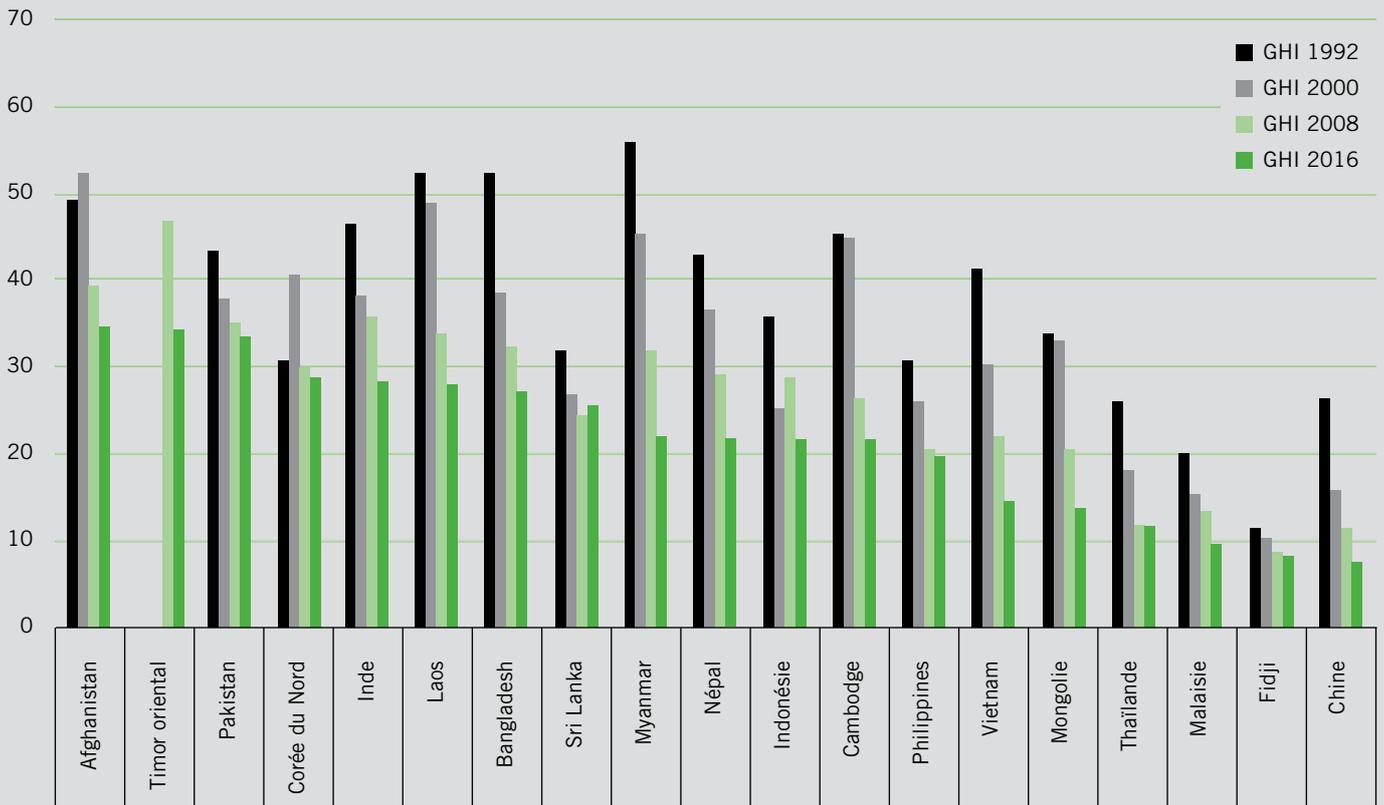
AMÉRIQUE DU SUD



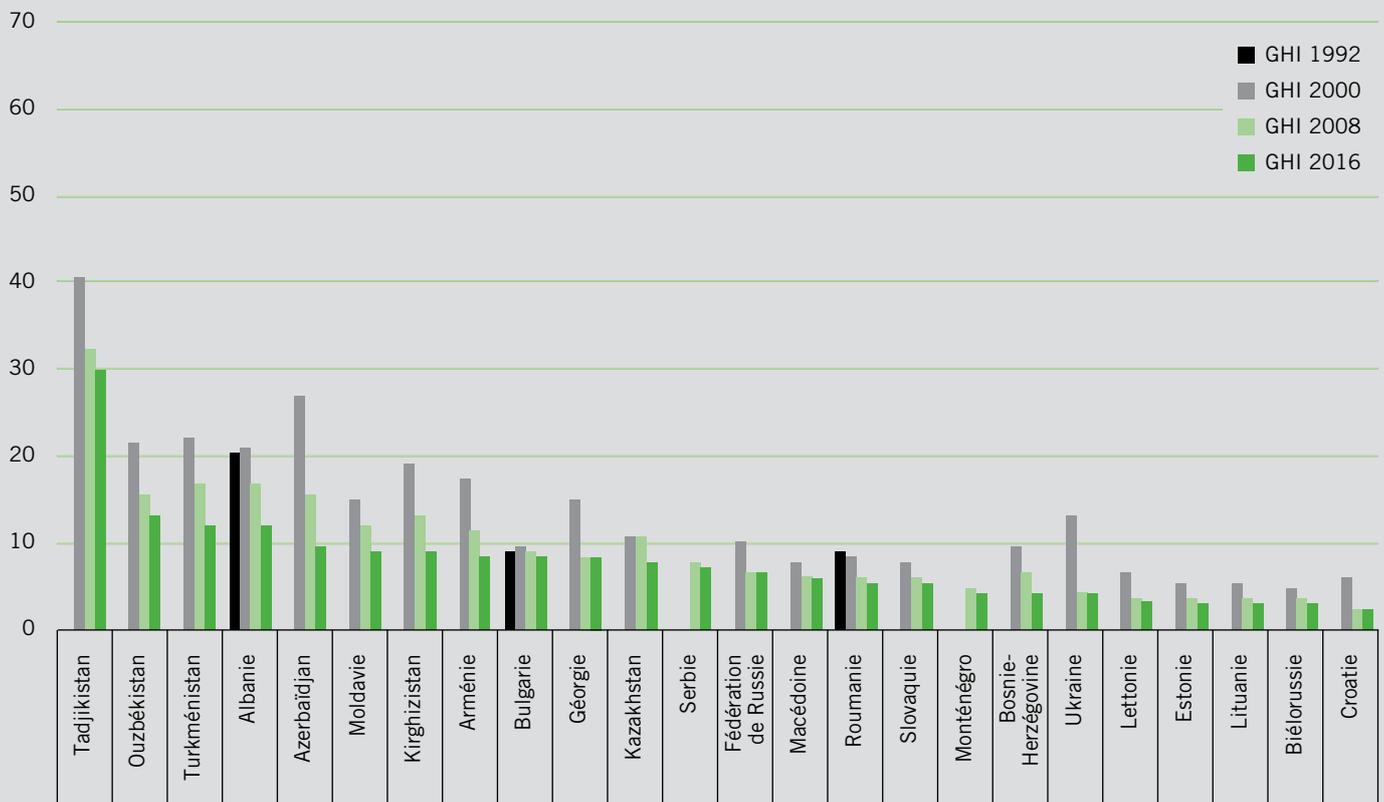
AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES



ASIE DU SUD, DE L'EST ET DU SUD-EST



EUROPE DE L'EST ET COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS



BIBLIOGRAPHIE

B

Banque mondiale / World Bank. 2016. **"Comoros Overview : Political Context."** Accessed on July 3, 2016. <http://www.worldbank.org/en/country/comoros/overview>.

Black, R. E., C. G. Victora, S. P. Walker, Z. A. Bhutta, P. Christian, M. de Onis, M. Ezzati, S. Grantham-McGregor, J. Katz, R. Martorell, and R. Uauy. 2013. **"Maternal and Child Undernutrition and Overweight in Low-Income and Middle-Income Countries."** *The Lancet* 832 (9890) : 427–451.

C

Cambodia, NIS, DGH, and ICF International (Cambodia National Institute of Statistics, Directorate General for Health, and ICF International). 2015. **Cambodia Demographic and Health Survey 2014.** Phnom Penh, Cambodia, and Rockville, MD, US.

Cambodia, NIS, DGH, and ORC Macro (National Institute of Statistics, Directorate General for Health, and ORC Macro). 2001. **Cambodia Demographic and Health Survey 2000.** Phnom Penh, Cambodia, and Calverton, MD, US.

CICR (Comité international de la Croix-Rouge) / ICRC (International Committee of the Red Cross). 2015. **"Helping Mothers Improve Child Nutrition in Somalia."** Accessed on July 13, 2016. <https://www.icrc.org/en/document/helping-mothers-improve-child-nutrition-somalia>.

CSIS (Center for Strategic and International Studies). 2008. **"Comoros : Big Troubles on Some Small Islands."** Accessed on July 5, 2016. <https://www.csis.org/analysis/comoros-big-troubles-some-small-islands>.

F

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). 2015. **"In Papua New Guinea One-Third of the Population Is Affected by Drought and Frost."** Accessed on July 1, 2016. <http://www.fao.org/emergencies/fao-in-action/stories/stories-detail/en/c/357764/>.

———. 2016a. **"FAO and Emergencies : Central African Republic."** Accessed on July 19, 2016. <http://www.fao.org/emergencies/countries/detail/en/c/161545/>.

———. 2016b. **"FAO and Emergencies : Chad."** Accessed on July 19, 2016. <http://www.fao.org/emergencies/countries/detail/en/c/159495/>.

———. 2016c. **Food Security Indicators.** (Updated February 9, 2016). Accessed on May 4, 2016. http://faostat3.fao.org/download/D/*E.

FAO GIEWS (Food and Agriculture Organization of the United Nations, Global Information and Early Warning System). 2016a. **"GIEWS Country Briefs. Libya. Food Security Snapshot : Conflict Continues to Threaten Agricultural Production."** Accessed on May 29, 2016. <http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=LB>.

———. 2016b. **"GIEWS Country Briefs. Namibia."** Accessed on July 19, 2016. <http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=NAM>.

FAO/IFAD/WFP (Food and Agriculture Organization of the United Nations, International Fund for Agricultural Development, and United Nations World Food Programme). 2015. **The State of Food Insecurity in the World 2015. Meeting the 2015 International Hunger Targets : Taking Stock of Uneven Progress.** Rome : FAO. <http://bit.ly/1PNrNA4>.

FAO/UNICEF/WFP (Food and Agriculture Organization of the United Nations/UNICEF/United Nations World Food Programme). 2016. **"Unprecedented Level of Food Insecurity in South Sudan, UN Agencies Warn."** Accessed on July 17, 2016. <http://www.fao.org/news/story/en/item/418045/icode/>.

FEWS NET. 2015. **"Sudan Food Security Outlook."** Accessed on August 9, 2016. http://www.fews.net/sites/default/files/documents/reports/Sudan%20FSO_04_2015.pdf.

———. 2016. **"Food Security Deteriorates to Emergency (IPC Phase 4) in Northern Bahr el Ghazal."** Accessed on June 1, 2016. <http://www.fews.net/east-africa/south-sudan>.

G

García-Parra, E., H. Ochoa-Díaz-López, R. García-Miranda, L. Moreno-Altamirano, R. Solís-Hernández, and R. Molina-Salazar. 2016. **"Are There Changes in the Nutritional Status of Children of Oportunidades Families in Rural Chiapas, Mexico? A Cohort Prospective Study."** *Journal of Health, Population and Nutrition* 35 (1) : 1.

Gutierrez-Jimenez, J., M. G. Torres-Sanchez, L. P. Fajardo-Martinez, M. A. Schlie-Guzman, L. M. Luna-Cazares, A. R. Gonzalez-Esquinca, S. Guerrero-Fuentes, and J. E. Vidal. 2013. **"Malnutrition and the Presence of Intestinal Parasites in Children from the Poorest Municipalities of Mexico."** *The Journal of Infection in Developing Countries* 7 (10) : 741–747.

H

Hettiarachchi, M., and C. Liyanage. 2010. **"Dietary Macro- and Micro-Nutrient Intake among a Cohort of Pre-School Children from Southern Sri Lanka."** *Ceylon Medical Journal* 55 (2).

———. 2012. **"Coexisting Micronutrient Deficiencies among Sri Lankan Pre-School Children : A Community-Based Study."** *Maternal & Child Nutrition* 8 (2) : 259–266.

Hou, X. 2016. **"Stagnant Stunting Rate despite Rapid Economic Growth—An Analysis of Cross-Sectional Survey Data of Undernutrition among Children under Five in Papua New Guinea."** *AIMS Public Health* 3 (1) : 25–39.

I

IFPRI/WHH/Concern (International Food Policy Research Institute/Welthungerhilfe/Concern Worldwide). 2007. **The Challenge of Hunger 2007 : Global Hunger Index : Facts, Determinants, and Trends.** Washington, DC, Bonn, and Dublin.

J

Jayatissa, R., M. M. Gunathilaka, P. Herath, and D. N. Fernando. 2014. **National Nutrition and Micronutrient Survey Part II : Iron, Zinc, and Calcium Deficiency among Children Aged 6–59 Months.** Colombo, Sri Lanka : Ministry of Health and UNICEF Sri Lanka.

Jimenez-Soto, E., J. Durham, and A. Hodge. 2014. **"Entrenched Geographical and Socioeconomic Disparities in Child Mortality : Trends in Absolute and Relative Inequalities in Cambodia."** *PLoS ONE* 9 (10) : e109044.

Juarez, B., and C. Gonzalez. 2010. **Food Security and Nutrition in Mexico.** Global Agricultural Information Network Report No. MX0043. Washington, DC : United States Department of Agriculture, Foreign Agricultural Service.

K

Krafft, C., and S. El-Kogali. 2014. **Inequalities in Early Childhood Development in the Middle East and North Africa.** Economic Research Forum Working Paper 856. Giza, Egypt : The Economic Research Forum.

M

Martínez-Rodríguez, J. C., N. R. García-Chong, L. E. Trujillo-Olivera, and L. Noriero-Escalante. 2014. **"Food Insecurity and Social Vulnerability in Chiapas : The Face of Poverty."** *Nutrición Hospitalaria* 31 (1) : 475.

MEASURE DHS. 2016. **"Demographic and Health Surveys."** Calverton, MD, US. Accessed on June 6, 2016. www.dhsprogram.com.

O

OMS (Organisation mondiale de la santé) / WHO (World Health Organisation). **"Global Database on Child Growth and Malnutrition : Cambodia."** Accessed on June 29, 2016. <http://www.who.int/nutgrowthdb/database/countries/khm/en/>.

———. 2013. "Global Database on Child Growth and Malnutrition : Mexico." Accessed on June 24, 2016. <http://www.who.int/entity/nutgrowthdb/database/countries/mex/en>.

———. 2014. "Global Database on Child Growth and Malnutrition : Jordan." Accessed on July 3, 2016. <http://www.who.int/entity/nutgrowthdb/database/countries/jor/en>.

———. 2016. **The WHO Global Database on Child Growth and Malnutrition**. Accessed on May 30, 2016. www.who.int/nutgrowthdb/en/.

ONU (Organisation des Nations Unies) / UN (United Nations). 2015. "Transforming Our World : The 2030 Agenda for Sustainable Development." Accessed on July 3, 2016. <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21252030%20Agenda%20for%20Sustainable%20Development%20web.pdf>.

———. 2016a. "Office of the Resident and Humanitarian Coordinator for Somalia. Somalia : Food Security and Malnutrition Situation Alarming." Accessed on May 25, 2016. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Press%20release.pdf>.

———. 2016b. "UN News Centre : Starvation 'as a Weapon' Is a War Crime, UN Chief Warns Parties to Conflict in Syria." Accessed on May 26, 2016. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=53003#.VOM-85ErKM8>.

P

PAM (Programme alimentaire mondiale) / WFP (United Nations World Food Programme). 2015. "10 Facts About Hunger in Somalia." Accessed on May 25, 2016. <https://www.wfp.org/stories/10-facts-about-hunger-somalia>.

———. 2016a. "Assistance to People Affected by the Crisis in Libya." Accessed on May 26, 2016. <https://www.wfp.org/operations/200925-assistance-people-affected-crisis-libya>.

———. 2016b. "WFP Namibia Country Brief." Accessed on July 3, 2016. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ep/wfp273493.pdf>.

———. 2016c. "10 Facts About Hunger in Syria." Accessed on May 25, 2016. <https://www.wfp.org/stories/10-facts-about-hunger-syria>.

S

Save the Children. 2014. "A Devastating Toll : The Impact of Three Years of War on the Health of Syria's Children." Accessed on May 23, 2016. http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SAVE_THE_CHILDREN_A_DEVASTATING_TOLL.PDF.

SSL and ICF International (Statistics Sierra Leone and ICF International). 2014. **Sierra Leone Demographic and Health Survey 2013**. Freetown, Sierra Leone, and Rockville, MD, US.

Stahl, R. 2014. "Starving, Stunted... Obese?" Berkeley Review of Latin American Studies, Spring : 24–26.

U

UN IGME (United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation). 2015. "Child Mortality Estimates Info, Under-five Mortality Estimates." (Updated September 9, 2015). Accessed on May 16, 2016. www.childmortality.org.

UN OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs). 2015. **2015 Libya. Humanitarian Needs Overview**. Accessed on July 19, 2016. http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Libya_HNO_Final_English.pdf.

———. 2016a. "Sudan : South Sudanese Influx into East Darfur." Fact Sheet, Issue 4. Accessed on July 17, 2016. <http://www.unocha.org/aggregator/sources/78?page=1>.

———. 2016b. "Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, Stephen O'Brien Statement to the Security Council on South Sudan." Accessed on May 27, 2016. https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/USG_ERC%20Stephen%20OBrien%20Statement%20on%20South%20Sudan%20SecCo%2031March2016_CAD.pdf.

UNICEF. 2009. "Childinfo : Nutritional Status." (Updated November 2009). Accessed on June 14, 2015. <http://data.unicef.org/nutrition/malnutrition>.

———. 2013. "Childinfo : Nutritional Status." (Updated February 2013). Accessed on March 26, 2014. www.childinfo.org/malnutrition_nutritional_status.php.

———. 2015. "Nearly 56,000 Somali Children Still Suffering from Severe Acute Malnutrition." Accessed on July 13, 2016. http://www.unicef.org/somalia/nutrition_17449.htm.

———. 2016a. "Childinfo : Multiple Indicator Cluster Surveys (MICS)." Accessed on June 6, 2016. www.childinfo.org/mics_available.html.

———. 2016b. "NOW is the Time to Invest in Burundi's Children." Accessed on May 23, 2016. <https://blogs.unicef.org/blog/now-is-the-time-to-invest-in-burundis-children/>.

UNICEF/WHO/World Bank (UNICEF, World Health Organization, and World Bank). 2016. **Levels and Trends in Child Malnutrition : UNICEF-WHO-The World Bank : Joint Malnutrition Estimates, May 2016**. New York, Geneva, and Washington, DC. <http://data.unicef.org/nutrition/malnutrition>.

USAID. 2016. "Country Specific Information : Democratic Republic of Congo (DRC) Multi-Year Development Food Assistance Projects Fiscal Years 2016–2020." Accessed on May 25, 2016. <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/2016%20Final%20DRC%20CSI.pdf>.

V

Verwimp, P. 2012. "Undernutrition, Subsequent Risk of Mortality and Civil War in Burundi." *Economics & Human Biology* 10 (3) : 221–231.

von Grebmer, K., H. Fritschel, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, R. Pandya-Lorch, and Y. Yohannes. 2008. **Global Hunger Index : The Challenge of Hunger 2008**. Bonn, Washington, DC, and Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

von Grebmer, K., B. Nestorova, A. Quisumbing, R. Fertziger, H. Fritschel, R. Pandya-Lorch, and Y. Yohannes. 2009. **2009 Global Hunger Index : The Challenge of Hunger : Focus on Financial Crisis and Gender Inequality**. Bonn, Washington, DC, and Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

von Grebmer, K., M. T. Ruel, P. Menon, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, Y. Yohannes, C. von Oppeln, O. Towey, K. Golden, and J. Thompson. 2010. **2010 Global Hunger Index : The Challenge of Hunger : Focus on the Crisis of Child Undernutrition**. Bonn, Washington, DC, and Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

von Grebmer, K., M. Torero, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, D. Wiesmann, Y. Yohannes, L. Schofield, and C. von Oppeln. 2011. **2011 Global Hunger Index : The Challenge of Hunger : Taming Price Spikes and Excessive Food Price Volatility**. Bonn, Washington, DC, and Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

von Grebmer, K., C. Ringler, M. W. Rosegrant, T. Olofinbiyi, D. Wiesmann, H. Fritschel, O. Badiane, M. Torero, Y. Yohannes, J. Thompson, C. von Oppeln, and J. Rahall. 2012. **2012 Global Hunger Index : The Challenge of Hunger : Ensuring Sustainable Food Security under Land, Water, and Energy Stresses**. Bonn, Washington, DC, and Dublin : Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

von Grebmer, K., D. Headey, C. Béné, L. Haddad, T. Olofinbiyi, D. Wiesmann, H. Fritschel, S. Yin, Y. Yohannes, C. Foley, C. von Oppeln, and B. Iseli. 2013. **2013 Global Hunger Index : The Challenge of Hunger : Building Resilience to Achieve Food and Nutrition Security**. Bonn, Washington, DC, and Dublin : Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

von Grebmer, K., A. Saltzman, E. Birol, D. Wiesmann, N. Prasai, S. Yin, Y. Yohannes, P. Menon, J. Thompson, and A. Sonntag. 2014. **2014 Global Hunger Index : The Challenge of Hidden Hunger**. Bonn, Washington, DC, and Dublin : Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

von Grebmer, K., J. Bernstein, A. de Waal, N. Prasai, S. Yin, and Y. Yohannes. 2015. **2015 Global Hunger Index : Armed Conflict and the Challenge of Hunger**. Bonn, Washington, DC, and Dublin : Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

W

WFPUSA (World Food Program USA). 2015. **"10 Facts About Conflict & Hunger in Burundi."** Accessed on May 24, 2016. <http://wfpusa.org/blog/10-facts-about-conflict-hunger-burundi>.

Wiesmann, D. 2006a. **A Global Hunger Index : Measurement Concept, Ranking of Countries, and Trends**. Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper 212. Washington, DC : International Food Policy Research Institute.

———. 2006b. **2006 Global Hunger Index : A Basis for Cross-Country Comparisons**. Washington, DC : International Food Policy Research Institute.

Wiesmann, D., L. Weingärtner, and I. Schöniger. 2006. **The Challenge of Hunger : Global Hunger Index : Facts, Determinants, and Trends**. Bonn and Washington, DC : Deutsche Welthungerhilfe and International Food Policy Research Institute.

Wiesmann, D., H.-K. Biesalski, K. von Grebmer, and J. Bernstein. 2015. **Methodological Review and Revision of the Global Hunger Index**. ZEF Working Paper 139. Bonn : Zentrum für Entwicklungsforschung (Center for Development Research). http://www.zef.de/fileadmin/webfiles/downloads/zef_wp/zef_wp_139.pdf.

Z

Zambia, MOH, CSO, and ICF International (Zambia, Ministry of Health, Central Statistical Office, and ICF International). 2014. **Zambia Demographic and Health Survey 2013–14**. Rockville, MD, US : MOH, CSO and ICF International.

PARTENAIRES



Qui sommes-nous ?

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) identifie et analyse des stratégies et des politiques alternatives pour répondre

aux besoins alimentaires des pays en développement. Il se focalise sur les pays à faible revenu et sur la recherche d'indices pour développer des solutions politiques qui réduisent durablement la pauvreté, la faim et la malnutrition.

Ce que nous faisons

Notre recherche se focalise autour de six axes stratégiques : assurer une production alimentaire durable, promouvoir des systèmes alimentaires sains, améliorer les marchés et le commerce, transformer l'agriculture, construire la résilience et renforcer les institutions et la gouvernance. La question des genres est un thème transversal intégré dans la recherche pour l'ensemble des six domaines.

Notre vision

Un monde libéré de la faim et de la malnutrition.



Qui sommes-nous ?

Fondée en Irlande en 1968, Concern Worldwide est une ONG internationale qui se consacre à la réduction de la

souffrance et qui vise l'élimination inconditionnelle de la pauvreté extrême. Nous travaillons dans 28 des pays les plus pauvres du monde, avec 3 500 collaborateurs engagés et compétents et des bureaux en Irlande, au Royaume-Uni, aux États-Unis d'Amérique et en République de Corée.

Ce que nous faisons

Notre mission vise à aider les personnes vivant dans la pauvreté extrême à réaliser des améliorations majeures, durables et croissantes, sans le soutien continu de Concern Worldwide. Pour y parvenir, Concern Worldwide travaille directement avec les populations pauvres, ainsi qu'avec des partenaires locaux et internationaux qui partagent notre vision, afin de créer des sociétés justes et pacifiées, où les populations pauvres peuvent exercer leurs droits fondamentaux. Pour remplir cette mission, nous effectuons des activités de développement durable, d'aide d'urgence et nous cherchons à lutter contre les causes profondes de la pauvreté via un travail d'éducation au développement et de plaidoyer.

Notre vision

Un monde où personne ne vit dans la pauvreté, la peur ou l'oppression, où tous ont accès à un niveau de vie décent, des opportunités et des choix essentiels pour une vie longue, saine et créative, et où chacun est traité avec dignité et respect.



Qui sommes-nous ?

Welthungerhilfe est l'un des plus grands organismes d'aide non gouvernementale en Allemagne. Cette ONG a été fondée en 1962 sous les auspices de l'Organisation des

Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle était alors la section allemande de la « Freedom from Hunger Campaign », une des premières initiatives mondiales de lutte contre la faim.

Ce que nous faisons

Nous luttons contre la faim et la pauvreté avec pour objectif de rendre notre action superflue. Nous offrons une aide intégrale : de l'aide d'urgence aux projets durables de coopération au développement. Avec 387 projets à l'étranger, nous avons aidé des personnes dans 40 pays différents en 2015.

Comment nous travaillons

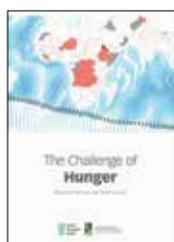
Aider les gens à s'aider eux-mêmes est notre principe de base. Nous renforçons les structures sur le terrain et garantissons ainsi le succès durable des projets à travers une coopération avec des organisations partenaires locales. Nous informons également l'opinion publique et exerçons une influence à titre consultatif sur la politique nationale et internationale. Nous luttons ainsi contre les causes qui mènent à la faim et à la pauvreté.

Notre vision

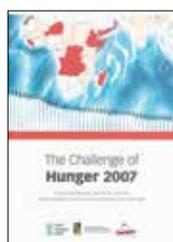
Un monde dans lequel toutes les personnes ont la possibilité d'exercer leur droit à une vie autonome dans la dignité et la justice, à l'abri de la faim et de la pauvreté.

11 ANS DE SUIVI DE LA FAIM DANS LE MONDE

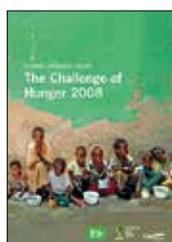
Depuis 2006, le GHI dresse la situation régionale et nationale de la faim dans le monde



Cas d'études dans les pays post-conflits : Afghanistan et Sierra Leone



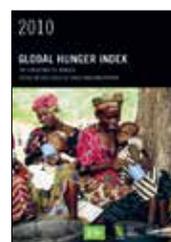
Mesures pour réduire la malnutrition aiguë et la faim chronique



Le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté



Crises financières et inégalité des genres



La crise de la dénutrition infantile



Hausse et volatilité des prix alimentaires



Assurer une sécurité alimentaire durable dans un monde sous contraintes en eau, en énergies et en terres



Construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable



Le défi de la faim invisible



Conflits armés et le défi de la faim



Atteindre l'Objectif Faim Zéro

Plus d'informations sur le GHI 2016 disponibles sur www.ifpri.org/ghi/2016

Ressources du GHI pour les chercheurs et développeurs :

- Cartes interactives ;
- Fichiers de données Dataverse ;
- Global Hunger Index Linked Open Data (LOD) disponible en format description de ressources (RDF) et langage ontologique web (OWL) pour réutilisation dans d'autres applications et analyses ;
- Global Hunger Index SPARQL Endpoint.

Global Hunger Index pour appareils mobiles :

Téléchargez le rapport sur Google Books, Google Play, Amazon et iTunes.

MENTIONS LÉGALES

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Str. 1
53173 Bonn, Allemagne
Tél. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de

Directeur exécutif : Dr Till Wahnbaeck

Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI)

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, États-Unis
Tél. +1 202-862-5600
Fax +1 202-467-4439
www.ifpri.org

Directeur général : Dr Shenggen Fan

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tél. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net

Directeur exécutif : Dominic MacSorley

Éditeurs : Andrea Sonntag (conseillère principale sur les politiques du droit à l'alimentation et à la nutrition, Welthungerhilfe), Fraser Patterson (politiques et relations extérieures, Welthungerhilfe), Alexandra Spaeth (politiques et relations extérieures, Welthungerhilfe), Olive Towey (responsable du travail de plaidoyer, Irlande et UE, Concern Worldwide), Jennifer Thompson (chargée du plaidoyer pour la lutte contre la faim, Concern Worldwide), Klaus von Grebmer (chercheur émérite, IFPRI) et Shazia Amin (rédactrice, IFPRI)

Citation recommandée : K. von Grebmer, J. Bernstein, D. Nabarro, N. Prasai, S. Amin, Y. Yohannes, A. Sonntag, F. Patterson, O. Towey, et J. Thompson. 2016. *Indice de la faim dans le monde 2016 : Atteindre l'Objectif Faim Zéro*. Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires ; Bonn : Welthungerhilfe ; et Dublin : Concern Worldwide.

Traduction : Mael Le Ray (Le Loup Translations)

Conception : David Popham (designer, IFPRI)

Design : Design original de muelhausmoers corporate communications gmbh, Cologne, Allemagne

Impression : DFS Druck, Cologne, Allemagne

Auteurs : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires : Klaus von Grebmer (chercheur émérite), Jill Bernstein (consultant indépendant), Nilam Prasai (documentaliste), Shazia Amin (rédactrice), Yisehac Yohannes (chercheur analyste) ; Nations Unies : David Nabarro (conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et le changement climatique et représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la sécurité alimentaire et la nutrition) ; Welthungerhilfe : Andrea Sonntag (conseillère principale sur les politiques du droit à l'alimentation et à la nutrition) et Fraser Patterson (politiques et relations extérieures) ; Concern International : Olive Towey (responsable du travail de plaidoyer, Irlande et UE), Jennifer Thompson (chargée du plaidoyer pour la lutte contre la faim)

Numéro de commande : 460-9510

ISBN : 978-0-89629-232-1

DOI : <http://dx.doi.org/10.2499/9780896292321>

Crédits photos : couverture : des hommes ramassent de la paille pour leur ferme dans la région rurale de Sokota en Ethiopie. Panos / Sven Torfinn 2008. Autres crédits photos : page 2 : Welthungerhilfe / Eva Haeberle 2011 ; page 6 : Panos / Sven Torfinn 2016 ; page 10 : NOOR / Pep Bonet 2011 ; page 22 : Welthungerhilfe / Bernhard Huber 2013 ; page 28 : Welthungerhilfe / Florian Kopp 2007.

Remerciements : nous remercions tout particulièrement Doris Wiesmann (consultant indépendant) pour ses conseils lors de la conception et son attention aux détails. Nous remercions également l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) et son département des statistiques (ESS) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour leur coopération tout au long du processus de compilation des données. Merci également au comité de lecture de l'IFPRI, dirigé par Gershon Feder, pour avoir révisé le présent rapport. Merci également à Sandra Yin pour ses importantes contributions à ce rapport au cours des premières étapes.

Avertissement : les frontières, les noms indiqués et les désignations utilisées sur les cartes n'impliquent nullement leur approbation ou leur acceptation officielle par l'Institut international sur les politiques alimentaires (IFPRI), Welthungerhilfe, ou Concern Worldwide.



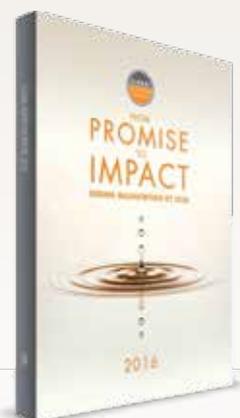
AUTRES PUBLICATIONS SUR DES THÈMES ANALOGUES

Rapport sur la nutrition mondiale 2016

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* est le seul compte rendu annuel, indépendant et exhaustif, de l'état de la nutrition dans le monde. Il s'agit d'une initiative multipartenaire qui nous renvoie à nos succès et à nos échecs relativement à l'atteinte des cibles intergouvernementales de nutrition. Il documente les avancées enregistrées par rapport aux engagements pris sur la scène internationale et recommande les actions à mener pour accélérer ces progrès. Le *Rapport sur la nutrition mondiale* se veut un point de repère, sur fond d'exemples d'évolution et d'actions à mener.

Le rapport de cette année a pour thème la prise – et la mesure – d'engagements SMART en faveur de la nutrition, et la définition des dispositions à prendre pour éliminer la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030.

Téléchargement sur <http://globalnutritionreport.org>

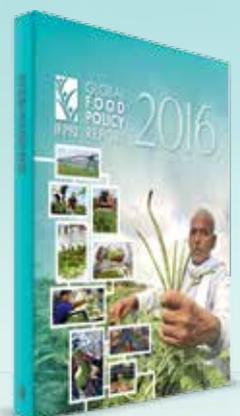


2016 Global Food Policy Report

Le *Global Food Policy Report* est un des rapports phares de l'IFPRI. Il évalue les politiques alimentaires et nutritionnelles majeures, ainsi que les développements et les décisions prises dans le monde entier pour une année donnée. Dans cette publication unique, des chercheurs émérites, des décideurs et des praticiens passent en revue les progrès internationaux en matière de politique alimentaire sur l'année en cours. Ils en expliquent les causes, donnent des prévisions pour l'année à venir et livrent des données sur les indicateurs clés de la politique alimentaire. Chaque rapport annuel comporte également un dossier spécial sur un thème de la politique alimentaire.

Le rapport 2016 met en évidence l'urgence de la refonte du système alimentaire actuel pour accomplir les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce n'est qu'en travaillant à rendre notre système alimentaire plus inclusif, plus écologique, plus durable, plus efficace, plus axé sur la nutrition et la santé et plus favorable aux entreprises que nous parviendrons à accomplir les nouveaux objectifs.

Téléchargement sur <http://www.ifpri.org/publication/2016-global-food-policy-report>



Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Str. 1
53173 Bonn, Allemagne
Tél. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de
Member of Alliance2015

**Institut International de Recherche sur
les Politiques Alimentaires (IFPRI)**

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, États-Unis
Tél. +1 202-862-5600
Fax +1 202-467-4439
www.ifpri.org

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tél. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net
Member of Alliance2015

